





## ANTILLES

## L'équivoque majeure

par JEAN-FRANÇOIS ROZAN (\*)

C'EST vrai. Aux Antilles françaises, le colonialisme survit dans la forme la plus pernicieuse, celle de l'oligarchie économique. Dans les deux départements, quelques familles issues en général des bédouins martiniquais — et souvent proches du pouvoir — ont tissé une toile serrée sur toutes les importations. Les cases qu'elles n'occupent pas sur l'échiquier du commerce florissant sont tenues par quelques autres familles francobanaises. Mais il existe un profond divorce entre cette oligarchie et les producteurs d'emplois rivaux à ces départements (tous ensemble, Noirs et Blancs) par leur cœur avant que par leurs intérêts.

Les seconds voient les salaires qu'ils distribuent razzés par les premiers nommés. Non pas pour s'investir sur place, mais pour s'évanouir en placements occultes en Floride ou en métropole par le biais de quelques paradis fiscaux bahaméens. Ils n'en poursuivent pas moins leurs efforts pour maintenir en vie leur entreprise — au prix de l'abandon de tous leurs biens razzés par les banques — et tout en se sachant condamnés à terme, non par quelque flambée séparatiste, mais par le jeu conjugué des taux d'intérêt, de l'asphyxie administrative et de l'évasion monétaire.

C'est vrai. Les énormes dépôts de l'épargne locale ne sont pas — serait-ce pour partie — utilisés localement mais rapatriés à disposition des sièges métropolitains et ne participent donc pas à l'accroissement du patrimoine et de l'emploi.

— C'est vrai. De honteuses dispa-

rités existent dans les conditions d'emploi — à fonction et compétences égales — entre les Antillais et les Métropolitains expatriés pour quelques années.

— C'est vrai. Telle entreprise installée en Guadeloupe depuis déjà sept ans n'a pas trouvé le moyen de former un seul cadre antillais pour figurer parmi les quinze cadres moyens qu'elle fait vivre toute année après année (à quels frais) entre la métropole et la Guadeloupe.

— C'est vrai. De larges incitations financières et fiscales sont accordées en amont à l'investisseur extérieur alléché par la « semi-gratuité » de l'investissement, mais nullement motivé par le désir de développer; alors que, pour la même part, c'est l'exploitant qui devrait être soutenu, lui qui lutte pour maintenir l'emploi en dépit des charges démesurées résultant de la départementalisation dans un espace géographique concurrentiel fonctionnant à 25 % de ses charges salariales, lui qui est littéralement asphyxié, comme M. Dijoud semble l'avoir perçu lors de son récent voyage en Guyane, par une administration paralytique.

Mais ces maux, quelle que soit leur réalité, n'ont pas encore à ce jour d'effets majeurs sur la centralisation départementaliste de l'immense majorité des Antillais. Voilà qui permet de déceler l'équivoque majeure : l'on se soucie, l'on s'inquiète au plan de la pérennité politique.

## Le piège se referme

Elle n'est sérieusement mise en cause par personne.

L'on se rassure au plan des bienfaits de la départementalisation économique : la manne est suffisante pour noyer dans l'ouf les désirs manifestes de séparatisme.

Or, c'est exactement l'inverse qui est en train de se produire. Avec l'implantation de la départementalisation économique qui ne favorise que les fortunes constituées, écrase la personnalité antillaise et annihile à terme l'initiative de ceux — et ils sont nombreux — qui croient et qui veulent.

Le piège, plus encore qu'en métropole, se referme vite : on nait (sans même le savoir) tout ce que l'on a, on constitue son maigre capital que la banque vous « prête » (sans qu'on le sache) à 17 % d'intérêt tant que l'on n'a pas son immatriculation au registre de commerce (plusieurs mois parfois), on croque sous le papier administratif, le 1 %, la taxe d'apprentissage, la T.V.A. aux taux différentiels, l'URSSAF, maintenant les ASSEDIC, la taxe foncière, la taxe professionnelle, les états, les déclarations, l'administration qui bloque et ne répond pas (parce que Paris n'a pas envoyé la réponse), les pouvoirs publics qui ne paient ni les primes promises ni les travaux engagés (parce que Paris n'a pas envoyé la réponse), la ges-

tion qui est impossible, ne serait-ce que par l'absence de gestionnaires — et avant même de pouvoir respirer, c'est la banque, ou l'URSSAF, ou le fisc qui ont saisi votre terre ou votre maison. Et là, à l'échelon du village, c'est la pire des incompréhensions : celle de la honte.

A rétiné de tout cela, surtout, que dans ce fœtus imposé par la centralisation administrative aveuglément importée, l'on ne peut pas — Blanc ou Noir — se sentir Antillais.

Et l'assimilation, sous toutes ses formes ! Son coût est démesuré, plus par l'ampleur des frais de sa gestion que par les bienfaits réels qu'elle distribue, contrebalancés qu'ils sont en grande partie par les coûts, les charges et l'inertie qu'ils entraînent.

Quoi qu'il en soit, cessons surtout de parler de nos « déseuresses ». Pratiquement, tout ce qui rentre de métropole y revient, soit par le biais des importations, soit par celui des dépôts bancaires.

Nos « danseuses » — comme un livre récent l'a bien marqué — sont surtout les membres de notre administration, qui, à cause du système, étouffent au lieu d'aider.

Et pourtant il existe sur place quelques hauts fonctionnaires, compétents, lucides et éclairés qui s'emploient de leur mieux à comprendre les hommes et à atténuer

les lourdeurs du système, certains d'entre eux aussi désespérés que nous par son inadaptation et son inefficacité.

Alors, ces vexations, ces frustrations, ces échecs, sont exploités à fond par les quelques édileux. Et même ceux qui sont leurs adversaires les plus actifs ne peuvent pas toujours leur donner tort. Ils trouvent, bien sûr, quelques clients pour les suivre ; ne serait-ce que parmi les victimes du système. Et la faiblesse qu'ils ont, au lieu d'être ramenée à ses justes proportions, est amplifiée de façon totalement superficielle.

Aux Antilles, une voilature colitaire dans le silence général s'entend plus nettement qu'ailleurs. Alors, la solution ? La porte, pour la trouver, n'est pas même étroite.

On proclame l'irréversibilité de l'appartenance à la nation française (mais cessons de parler de la départementalisation ! On ne parle pas de la départementalisation de la Savoie ou des Alpes-Maritimes). Personne ne la conteste véritablement. On ne souhaite pas s'en défaire. Elle suppose tous les droits civiques qui s'y rattachent naturellement. Seule, au plan administratif, économique et social, une redistribution adaptée à la personnalité antillaise, dans le cadre des mêmes masses de concours, s'impose.

Il est vrai que, sur ce plan, il faut aussi répondre à ceux qui revendiquent, et surtout à ceux qui offrent, avec quelque démagogie, les attributs linguistiques et culturels de la personnalité antillaise. Ce n'est pas par la cristallisation de l'enseignement — ou de la culture — que l'on y parviendra. Le crêole, au plan de la langue, n'est rien d'autre que le patrimoine abâtardi de la colonisation. La personnalité antillaise, c'est beaucoup plus dans la fierté intrinsèque qu'elle s'épanouira que dans le développement du crêole : fierté d'un système permettant de faire sa vie soi-même, à armes égales.

Mais l'appartenance à la nation

(\*) Président de société.

## Les vraies exigences

par CAMILLE PETIT (\*)

DEPUIS quelques semaines, la presse écrite et audiovisuelle réactive une place de choix à la Martinique. Chaque jour une information spectaculaire entretient l'idée d'une mutation profonde et inévitable à court terme. Le statut départemental aurait — dit-on — fait faillite et, contesté par l'ensemble de la population, devrait être révisé sous la pression populaire dans le sens de l'autonomie, voire de l'indépendance.

Il s'agit d'une véritable campagne d'insinuation fondée sur des difficultés sociales au demeurant sectorielles et une utilisation à peine rajoutée de slogans imprécis et parfois anciens qui réussissent ainsi à recueillir une caution que leurs auteurs n'espèrent plus.

Depuis plus de vingt ans ils sont répandus par divers groupuscules évoluant à la recherche de patronage métropolitain, d'un part à l'autre, à l'ombre d'un élu dont le prestige d'intellectuel est plus certain que son efficacité d'homme politique.

Soyons nets : ainsi M. Césaire, député, maire de Fort-de-France, se trouve une place au premier plan de l'actualité, se servant des confusions qu'il n'a cessé d'entretenir en infléchissant ses imprécisions pour se révéler tel qu'en lui-même sans se soucier de ses propres contradictions.

Il paraît indispensable de ramener les choses à leurs véritables dimensions. Il y a vingt ans déjà, le « mo » de Fort-de-France annonçait une « révolution antillaise » et une « imminente révolution décolonisatrice ». Que s'est-il passé depuis ? Les consultations électorales, dont personne n'a contesté plus la sincérité, ont assuré l'élection et la réélection de deux députés ayant opté sans équivoque pour la départementalisation, ainsi que la réélection d'une majorité de conseillers généraux ayant fait la même option, de même que les différents sénateurs.

Aux dernières élections législatives, sur trente-quatre communes de la Martinique, trente-trois ont donné la majorité aux candidats départementalistes, notam-

ment en réaction contre le programme commun, qui prescrivait l'autodétermination pour les DOM, déjà classés au chapitre des affaires étrangères de la France.

Comment pourrait-il en être autrement puisque l'application de ce statut départemental a donné des résultats plus qu'appréciables et que, à certaines améliorations s'imposent encore, nul ne peut nier l'évaluation du niveau de vie de la population, sa protection sociale, l'effort de formation poursuivi à tous les niveaux, une réussite qui contraste singulièrement avec la stagnation ou la régression des autres pays de la zone Caraïbe ?

Mais, au fait, quelle alternative présentait-on à ce développement dans l'ensemble français ? La C.E.E. ? L'autonomie sans projet économique. Les intellectuels — ou soi-disant tels — qui se réunissent en divers séminaires, ateliers, colloques, conciles n'ont jamais pu présenter de proposition concrète, et ce n'est la mise à la disposition d'un régime autonome d'une enveloppe globale octroyée par la France, dont ils feraient miracle. C'est le fameux divorce ou la séparation avec une confortable pension alimentaire !

## Une singulière perspective

Il y a cependant une novation dans les affirmations aujourd'hui si largement diffusées. Subitement on prétend que les Martiniquais sont, par l'effet de la départementalisation, devenus des parasseux, oisifs, inactifs, et M. Césaire entend les mettre au travail en leur interdisant de chercher des alibis climatiques ou traditionnels. C'est une singulière perspective mais c'est, semble-t-il, l'aveu que M. Césaire et ses amis ont la nostalgie des régimes — forts — où quelques leaders dominent un peuple au

(\*) Député R.P.R. de la Martinique, maire de Sainte-Marie, président du conseil régional.

## Les écorcheurs

par MAX ELIZÉ (\*)

JE ne conteste pas que la Martinique est une île écorchée (1). Les exemples sont nombreux de réactions hors de proportion avec les faits parfois dérisoires qui leur donnent naissance. Un simple accrochage dans la rue, un arbitrage qui déplaît aux amateurs de football, une rumeur non contrôlée, un emploi attribué à Pierre plutôt qu'à Paul, peuvent être autant de points de départ de réactions en chaîne dont l'aboutissement est la violence, l'affrontement et parfois, hélas ! des rixes aux suites mortelles.

Mais qui a écorché la Martinique ? Et peut-elle guérir les ulcérations de son épiderme ?

En fait, trop de Martiniquais sont mal dans leur peau. Nous sommes trop nombreux à ne pas aborder nos interlocuteurs sur un pied d'égalité et à osciller entre l'agressif complexe de supériorité et le surnois complexe d'infériorité. Si aujourd'hui les Martiniquais semblent écorchés, c'est parce que, à une période où l'on tendait à leur faire accroître qu'ils n'avaient pour ancêtres que des « Gaulois aux yeux bleus », on voudrait aujourd'hui substituer le mythe de l'Afrique unique *alma mater* des Antilles.

Le temps n'est pas bien vieux où, d'un enfant métis, on disait qu'il était « mal sorti » parce qu'il était plus noir qu'on n'aurait pu l'envisager. Aujourd'hui, on

adopterait le slogan des Noirs américains : « Black is beautiful ! ». La vérité est tout autre. A des degrés plus ou moins poussés, notre population est métissée. Nous sommes le confluent des races de cinq continents. Cette réalité limpide devrait nous conduire à participer de toutes les cultures.

Ceux qui aujourd'hui s'efforcent de dresser les Antillais contre les métropolitains ou vice versa ne font qu'ajouter à nos écorchures.

Le nouveau mot d'ordre du P.P.M., « génocide par substitution », et l'ouvrage de Philippe de Balaize, *Les Danseuses de la France*, sont, chacun dans leur genre, funestes à la Martinique, car, si l'on devait les suivre dans leurs conclusions, on n'aboutirait qu'à des mutilations. C'est pour avoir cru du comme fer que la Martinique se mourait qu'Arthur Régis a démissionné de son poste de conseiller général de Fort-de-France. Or son acte de kamikaze a été désavoué dans la forme et dans le fond par ceux-là mêmes qui lui en avaient vendu l'idée. On en a fait un écorché vif.

Et puis voici que le siège ainsi libéré est désormais occupé par un autre pourfendeur du « génocide par substitution », qui a, quant à lui, invité l'électorat à ne pas verser dans le racisme antimétropolitain. Autant lui demander de marier l'eau et le feu.

## Assimilé et assimilateur

Comment obtenir que l'on accueille en ami celui-là même qui est rendu responsable de nos difficultés, de nos souffrances et de la mort d'un peuple ? Et qui a écorché plus profondément la Martinique que ceux qui triomphaient nous ramenant en 1946 l'assimila-

(1) Le Monde des 6, 7, 8, 9, 10 mars.

tion ? L'assimilation n'est pas un produit de l'esprit giscardien.

Et parce que, tardivement, le P.P.M. reconnaît l'erreur historique de l'assimilation, il voudrait maintenant que nous refusions la communauté nationale française, accusant la départementalisation de tous les maux, y compris du plus grand crime d'une nation envers une autre le « génocide », aux relents d'hittérisme. En fait, la départementalisation, régime administratif et politique, et à mes yeux le meilleur possible pour la Martinique, n'est pas nécessairement l'assimilation qui conduit à l'effacement culturel de l'assimilé devant l'assimilateur : « La départementalisation ne veut pas dire l'uniformisation » (V.G.R., la Réunion, 20 octobre 1978).

Si les Martiniquais ont bien des raisons de vouloir être eux-mêmes, ils entendent aussi participer à la vie nationale. Nous sommes quasi unanimes à vouloir conserver notre passeport, notre nationalité française.

Les écorcheurs sont ceux qui, jour après jour, priment l'impossibilité d'être tout à la fois français et authentiquement martiniquais.

En 1978, toutes les communes de la Martinique, à l'exception de Fort-de-France, ont voté pour les candidats défendant au Parlement le régime départemental.

Les Martiniquais écorchés, c'est surtout à Fort-de-France qu'on les trouve, dans une ville hyperconcombrée, qui attire les chômeurs non secourus, représentant 20 % de la population active. On y vit sous embouteillage comme d'autres vivent sous perfusion. Le bidonville débordé, la municipalité et ses finances ne lui permettent pas de contribuer à la réalisation de l'indispensable rocade qui désengorgerait la ville.

Les écorchés, on les trouve enfin parmi ceux pour qui la vie en métropole s'est traduite par le sentiment d'être traités en étrangers, alors qu'ils y venaient en se croyant, à bon droit, dans leur pays. Ce sont les écorchés de l'immigration.

Il faut amener les hommes et les femmes des départements d'outre-mer au niveau de compétence qui leur permettra d'affronter la concurrence et de parvenir au plein emploi dans leurs îles. Il faudra mener le combat de l'instruction, de l'éducation, de la formation professionnelle. Cela prendra du temps.

Ce parti est ambitieux et difficile. C'est un effort qu'il faut cependant accomplir. C'est à ce prix que la Martinique sera heureuse et fière d'elle-même.

(\*) Conseiller général de Fort-de-France (U.D.F.), membre du Conseil économique et social.

LES AVENTURES  
DE JACQUES LACAN,  
PSYCHANALYSTE.

ACTUEL

lemagazine des années 80.

AVRIL 1980 EN VENTE PARTOUT 10 F.

N°6

صك زامن الأهل







# ASIE

En Afghanistan

## La résistance s'organise laborieusement et doit « compter sur ses propres forces »

Peshawar. — Ville marquée au début de la route de Kaboul après la passe de Khyber, imprégnée de poussière et d'odeurs de croûtes, ville-garnison des pilotes de Mirage et « capitale » du Pachtounistan — pays du peuple pathan — Peshawar est depuis bientôt deux ans, et plus encore depuis l'intervention soviétique en Afghanistan, le quartier général de la résistance afghane.

Celle-ci s'organise à présent en grande partie sous des pressions extérieures — et notamment celles des pays islamiques — pour tenter de former un front capable de rassembler les nombreux groupes autonomes engagés sur le terrain dans la lutte contre l'occupant soviétique (le Monde des 8, 9 et 10 mars 1980) et d'être le porte-parole unique de tous les moudjahidines (les Combattants de la liberté).

Premier pas vers cette union : l'Alliance islamique pour la libération de l'Afghanistan, constituée fin janvier dans la foulée de la conférence ministérielle des pays islamiques par tous les mouvements de résis-

Une jeune Afghane, qui a passé plus d'un mois dans un centre de détention à Kaboul avant d'être relâchée à la fin mars, a fait état des mauvais traitements infligés à ses codétenus afghans. « J'ai pu voir, a-t-elle dit, David Wilkie à l'A.F.P., les prisonniers afghans conduits à l'interrogatoire. Je me souviens particulièrement de l'un d'entre eux, aux pommettes gon-

flées et au visage marqué de brûlures de cigarettes. Il se triturait nerveusement les mains en attendant d'être ramené devant les enquêteurs. Souvent, la nuit, j'entendais les cris de ceux qu'on battait ou qu'on torturait à l'électricité. Parfois, ils étaient bâillonnés et l'on n'entendait que des gémissements ou des gémissements et des bruits sourds venant de l'étage en

dessous. A d'autres moments, les cris se faisaient perçants ou bien les prisonniers sanglotaient comme des bébés. Les gardiens « travaillaient » un prisonnier durant près de quatre heures sans interruption. » Ce témoignage confirme que les tortures n'ont pas cessé depuis le renversement d'Amin.

ajouté, je devais solliciter l'autorisation d'un Soviétique. »

« De nombreux Afghans fuient leur pays pour échapper au service militaire obligatoire et pour ainsi combler les vides laissés par des dizaines de milliers de déserteurs. » Ils affluent, aux sièges des mouvements de résistance pour se faire enrôler dans celle-ci et, surtout, essayer d'obtenir armes et munitions. Car c'est ce qui paraît manquer le plus à la résistance. Mais les marchands de canons se pressent à Peshawar. Les moudjahidines déploient amèrement qu'en dépit de la générosité qu'il montre à l'égard des cent cinquante mille réfugiés, le Pakistan se refuse à leur fournir une assistance militaire afin de ne pas prêter le flanc aux accusations de Moscou et de Kaboul. L'un d'entre eux déclare : « Pour l'essentiel, nous nous battons avec les armes apportées par les déserteurs, celles prises aux soldats soviétiques ou celles, artisanales, achetées dans les fabriques de Durrani (le Monde du 1<sup>er</sup> février). Nous manquons désespérément d'engins anticars, de canons légers et de munitions. » A lui seul, l'héroïsme ne suffit pas à faire reculer l'armée rouge.

De notre envoyé spécial

tance en exil à l'exception du Hezbi-E-Islami (le parti islamique) s'est dotée depuis d'un président et d'un comité directeur (le Monde du 25 mars).

La révolution « socialiste » d'avril 1978 et l'entrée en force des troupes soviétiques ont remis en selle des partis islamiques qui n'avaient jamais eu qu'une influence extrêmement limitée auprès de la population. La résistance s'est cristallisée autour de ces groupes tandis que le facteur national a transcendé les vieilles oppositions tribales ou ethniques. Tous les mouvements de résistance se réclament de l'islam et font de celui-ci leur principal cheval de bataille contre

l'envahisseur. Ils appartiennent en majorité, d'autre part, à la droite et surtout à l'extrême droite. Les uns, comme le Jamiat Islami Afghanistan (la Société islamique) et le Hezbi-E-Islami, puisent leur courant originel auprès des Frères musulmans « ce sont deux branches d'un même arbre », nous déclarait récemment le chef de l'Alliance, M. Ghulam Rasoul Sayaf, qui combattirent la monarchie puis le régime républicain de Daoud. Les autres, comme le Front national révolutionnaire de M. Syed Ahmed Galina, comptent, der-

rière ce personnage religieux d'origine irakienne, descendant du prophète, des membres de l'aristocratie déchue et de la bourgeoisie marchande.

C'est le cas aussi, mais dans une moindre mesure, de M. Sayyid Mujahiddi, qui anime le Front national de libération, et qui fut un membre influent du clergé sous le roi Zahir Shah. Mais s'il est allié à l'université coranique d'Al Bahar au Caïre, il s'est également intéressé à la culture occidentale. Il a étudié à l'école américaine de Kaboul, voyagé à l'étranger et séjourné

à Copenhague. Second dirigeant de l'Alliance, il en préside le comité de guerre. Il lui revient, à ce titre, la tâche redoutable de coordonner autant que possible les opérations de la guérilla et d'assurer sa logistique.

Quelle attitude observer à l'égard de l'ancien souverain renversé en 1973 par son cousin Daoud, actuellement en exil à Rome, et qui ne s'est pas, depuis, manifesté publiquement ? Cette question a été pendant quelque temps un obstacle à l'union des mouvements de résistance. Cette union est plutôt un mariage de convenance que de cœur. M. Ghani et ses partisans ne se sentent guère de critiquer les « fanatiques » auxquels ils ont dû s'associer par la force des choses. Ils auraient préféré que M. Mujahiddi, plutôt que M. Sayaf, fut porté à la présidence de l'Alliance et n'ont pas voté pour celui-ci. « Ce ne sont pas des démocrates », ils ne savent pas ce que cela veut dire et souhaitent plutôt instaurer une dictature et en tout cas un parti unique », nous dit M. Ghani de ses partisans. M. Sayaf, lui, est bien entendu, plus optimiste sur l'avenir de l'Alliance ; il entend la renforcer. Téméraire et même lui insulter un « nouvel esprit de Jihad » (combat pour la foi) (le Monde du 25 mars).

Si le choix s'est porté sur cette personnalité du Jihad, c'est non seulement parce qu'il apparaît comme étant actuellement le groupe prédominant au sein de l'Alliance, mais parce que M. Sayaf n'a pas été mêlé — il était emprisonné à Kaboul depuis 1974 — aux querelles de personnes qui ont divisé les responsables en exil depuis des mois. C'est d'ailleurs en grande partie en raison de telles rivalités que le chef du Hezbi-E-Islami, le Gréghori Hekmatyar — appelé « ingénieur » parce qu'il avait commencé des études techniques — n'a pas jusqu'à maintenant voulu que sa formation se joigne à l'Alliance. M. Hekmatyar a incontestablement une forte personnalité et aussi un sens aigu du pouvoir ; il acceptera sans doute l'autorité de l'Alliance, à moins que ne lui soit accordée une place préminente, aussi longtemps que dans les maquis les rapports de forces apparaissent plutôt en faveur du Hezbi.

Ce parti doit à son intransigeance à l'égard de la monarchie comme de la république et aujourd'hui de la communauté — ce qui ne l'empêche pas d'être très sévère à l'égard des États-Unis — de connaître une réelle faveur auprès des combattants ou des réfugiés souhaitant rejoindre la résistance. Ces derniers se pressent en grand nombre à son siège de Peshawar. Sans doute a-t-il aussi marqué des points sur le plan de la propagande en refusant pas à pousser à la surenchère au cours de la guerre des communiqués de victoire à la quelle se livrent les mouvements de résistance. Portés encore en l'absence de matériels de communications — par des courriers jusqu'à la frontière et au poste de téléphone le plus proche des échos des combats sont ainsi notablement « gonflés » lorsqu'ils arrivent à la connaissance de la presse.

Les conflits traditionnels entre musulmans de la droite et de la gauche de la résistance à l'extérieur commencent également à faire surface. Prenant ombrage du comportement personnel de M. Hekmatyar, M. Yunis Kalis — chef rebelle qui tient le maquis entre Kaboul et la frontière pakistanaise où ses hommes ont organisé plusieurs embuscades et attentats — s'est séparé de lui pour former son propre parti islamique, le Hezbi-E-Islami (groupe « Kalis ») et a adhéré à l'Alliance.

L'entrepreneur d'unification de la résistance se heurte ainsi au farouche individualisme des Afghans, à l'esprit de clan, aux loyautés tribales ou ethniques. Mais les réfugiés ressentent aujourd'hui la nécessité de s'unir : à un parti, ne serait-ce que dans l'espoir d'obtenir armes, munitions ou même subsistance. Il reste cependant encore beaucoup de chemin à parcourir avant que M. Sayaf et Hekmatyar puissent imposer leur autorité sur l'ensemble des moudjahidines et doter, par exemple, la résistance d'un commandement unifié, pour ne pas parler d'un gouvernement. « Si elle ne vient pas de l'extérieur, la direction de la lutte de libération émergera de l'intérieur », nous déclare un cadre de la résistance.

À Peshawar, on rencontre aussi des anciens officiers de l'armée régulière afghane sans activité. L'un d'entre eux nous a assuré que « tous les officiers et soldats déserteraient s'ils le pouvaient, mais que les Russes contrôlaient strictement chaque unité ». « Pour monter dans mon char », a-t-il

### Insuffisante solidarité islamique

Il n'est guère besoin de faire passer ces guerriers nés que sont les Afghans, et qui expriment un désir manifeste de se battre, par des centres d'entraînement pour leur donner le sens du combat. Que les camps de réfugiés soient un terrain fertile pour les partis islamiques, c'est évident et inévitable. Soudes que les Soviétiques n'en viennent pas à user d'un droit de suite, les Pakistanais continuent à affirmer ne pas vouloir autoriser sur leur sol l'installation de semblables bases. Mais Islamabad aurait beaucoup de mal à empêcher que des armes et des munitions débarquées sur la côte du sud du Pakistan, sur l'océan Indien, ne transitent par le pays arabe à travers le Baloutchistan vers les zones de combats.

Les résistants se plaignent aussi du caractère « peu effectif » de la solidarité islamique. Même les moines déçus par la coopération extraordinaire, en janvier, sont demeurés largement lettre morte. Pen de pays musulmans ont rompu, comme ils l'avaient alors décidé, leurs relations diplomatiques avec Kaboul. Quelques-uns — c'est le cas du Pakistan — y ont cependant réduit leur représentation. Les pays islamiques ne contribuent pas non plus de façon substantielle au Haut Commissariat des Nations unies aux réfugiés.

Il est probable que les pays islamiques exprimeront de façon plus concrète leur solidarité lors de la conférence ministérielle ordinaire, qui aura lieu de nouveau à Islamabad du 17 au 26 avril : une des conditions posées à l'octroi de leur assistance — l'union des mouvements rebelles — est aujourd'hui partiellement réunie. Sans attendre, les partis afghans cherchent en tout cas à développer des relations avec le monde musulman. Le Jamiat Islami reçoit depuis longtemps des fonds saoudiens. M. Hekmatyar s'est rendu il y a quelques semaines à Téhéran et a trouvé, a-t-il dit, de la « compréhension » auprès de l'imam Khomeiny, qui aide encore modestement les cinquante mille à soixante mille réfugiés sur son territoire.

Mais, d'une façon générale, les résistants afghans au Pakistan perçoivent plutôt l'impression d'isolement et d'ingratitude, d'être abandonnés à leur sort par la majorité des États musulmans — qui ne veulent pas envahir leurs rapports avec l'O.R.A.S. — et la communauté internationale, plutôt préoccupée de rechercher une « solution politique » à la crise. Il ne leur reste, pour l'essentiel, qu'à compter sur leurs propres forces en s'appuyant plus pour le moment sur le sentiment, sinon le fanatisme religieux, le nationalisme et maintenant la haine de l'occupant soviétique et d'un régime collaborateur également regardé comme profane.

GERARD VIRATTE

### SÉOUL ENVISAGE UNE RUPTURE DES NÉGOCIATIONS AVEC PYONGYANG

Panmunjom (A.F.P.). — La cinquième rencontre, au niveau technique, entre représentants de la Corée du Sud et de la Corée du Nord, au village-frontière de Panmunjom, en vue de l'instauration d'un dialogue entre les premiers ministres des deux pays, n'a donné, mardi 1<sup>er</sup> avril, aucun résultat, la discussion ayant été bloquée par une polémique à propos de l'incursion d'agents armés nord-coréens dans le sud. Malgré cet échec, les deux parties ont décidé de se rencontrer le 18 mai pour de nouveaux pourparlers. Le porte-parole sud-coréen a toutefois laissé entendre que les négociations pourraient être rompues si la Corée du Nord poursuivait ses « provocations armées ».

## PARIS-NICE-PARIS LE NOUVEAU SERVICE AIR FRANCE.

Pour vous proposer les tarifs les plus bas possible, malgré la hausse constante du prix du carburant, Air France met en place, avec Air Inter, un nouveau service sur la ligne Paris-Nice-Paris à partir du 6 avril. Il existe 2 classes et 5 formules tarifaires valables sur un ou plusieurs vols par jour.

**LA CLASSE AFFAIRES.** C'est une exclusivité Air France. Elle remplace la 1<sup>re</sup> classe. Elle vous offre les avantages suivants : au sol, entière liberté de réservation, d'annulation et de modifications. Enregistrement et embarquement distincts de la classe économique. En vol, service de haut niveau avec prestations gratuites de qualité et distribution de journaux.

**LA CLASSE ÉCONOMIQUE.** Les plus bas tarifs de cette classe, proposés malgré l'augmentation du prix du carburant, s'expliquent par la diminution de l'espace réservé à chaque passager et par un service simplifié. Un coffret repas est vendu à l'embarquement lorsque l'horaire le justifie. A bord, des boissons non alcoolisées et de la bière sont offertes gratuitement sur tous les vols, ainsi que du vin aux heures des repas.

### LES TARIFS.

PREX	CONDITIONS
<b>Classe affaires.</b> Aller-retour ..... 1200 F Aller simple ..... 600 F	Aucune.
<b>Classe économique.</b> Aller-retour ..... 1000 F Aller simple ..... 500 F	Aucune.
<b>Tarif Air France Vacances</b> Aller-retour uniquement : 680 F (Tarif "Avion pour tous" Air Inter)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Valable sur vol bleu quotidien désigné dans les 2 sens.</li> <li>Durée de séjour 7 jours minimum, 35 jours maximum.</li> <li>Réservation, émission et règlement du billet simultanés.</li> <li>Retenue sur le prix du billet en cas d'annulation ou de modification.</li> </ul>
<b>Tarifs spéciaux</b> Aller-retour ..... 800 F Aller simple ..... 400 F	<ul style="list-style-type: none"> <li>Valable sur vols blancs Air France uniquement pour : <ul style="list-style-type: none"> <li>groupes de 10 personnes au moins,</li> <li>hommes de 65 ans au moins,</li> <li>jeunes de 25 ans au plus,</li> <li>étudiants de 27 ans au plus,</li> <li>familles de 3 personnes au moins.</li> </ul> </li> </ul>
Aller-retour ..... 580 F Aller simple ..... 340 F	<ul style="list-style-type: none"> <li>Valable sur vols bleus Air France uniquement pour : les mêmes catégories de passagers que ci-dessus + les conjoints qui accompagnent un passager payant plein tarif en classe économique.</li> </ul>

Pour tous renseignements complémentaires sur les conditions d'application de ces tarifs, consultez les agences Air France ou votre agent de voyages.



صكيامن الاصل



PROCHE-ORIENT

LA CRISE ENTRE WASHINGTON ET TÉHÉRAN

M. Carter se livre à un délicat exercice électoral

L'imbroglio diplomatique sur le transfert des otages n'est pas dénoué par le nouveau message américain

Washington. — C'est peu après 7 heures du matin, le mardi 1<sup>er</sup> avril, alors que les bureaux de vote du Wisconsin et du Kansas allaient ouvrir, et au moment où une bonne partie des Américains regardaient, comme chaque jour, leur télévision en prenant leur petit déjeuner, que le président a invité les cameramen dans son bureau ovale de la Maison Blanche pour faire connaître « à chaud » sa réaction au discours que M. Bani Sadr venait de prononcer à Téhéran. « Le président iranien », a-t-il dit, « a annoncé ce matin que les otages sont transférés sous le contrôle du gouvernement iranien. Nous considérons cela comme un pas positif. A la lumière de cette action, nous n'avons pas jugé opportun d'imposer maintenant des sanctions supplémentaires. » Cela dit, M. Carter affirmait, en réponse à des questions, que les restrictions actuelles au commerce étaient maintenues, de même que le gel des avoirs iraniens. Les conditions posées par M. Bani Sadr, à savoir l'engagement de s'abstenir de toute action hostile et de tout geste de propagande, n'étaient donc que très partiellement remplies. Elles devaient l'être encore moins dans l'après-midi, après qu'il eut été connu à Washington la déclaration du président iranien jugeant « non satisfaisante » la réponse de son interlocuteur américain. Parlant devant le congrès du syndicat des journalistes du monde, M. Carter employait un ton plus dur, affirmant notamment : « Personne, ni sein du gouver-

De notre correspondant

nement américain, n'a présenté d'excuse à aucun membre du gouvernement iranien, car il n'y a rien dont nous devions nous excuser. » Le président justifiait en même temps sa patience : « On ne doit pas considérer comme un signe de faiblesse qu'un pays aussi puissant que le nôtre fasse preuve de patience pour sauver de précieuses vies américaines. »

Ce double exercice de diplomatie électorale — désir de donner des nouvelles rassurantes d'abord de flatter les sentiments nationalistes ensuite, — est-il de nature à faciliter la solution de la crise ? Parmi les responsables de la négociation, on en parlait pas très sûr mardi soir. Sans doute cherchant à minimiser la réaction négative de M. Bani Sadr. On se rend compte d'autant mieux les difficultés intérieures du président iranien que la négociation se déroule, en fait depuis longtemps, beaucoup plus entre les divers centres de pouvoir iraniens qu'entre Washington et Téhéran. C'est pourquoi les leaders du Congrès, réveillés dès 6 heures du matin par M. Vance qui croyait pouvoir leur annoncer un transfert quasi immédiat des otages à la garde du gouvernement iranien, se sont dès l'abord montrés sceptiques, après tant de faux espoirs. Mais le fait que le chef de l'Etat ait engagé son prestige personnel dans la libération des otages, est considéré comme de bon augure.

On relevait de même comme un signe encourageant que l'imam Khomeiny, tout en critiquant vivement les Etats-Unis dans le discours lu par son fils, ne mentionnait pas le projet de transfert des otages évoqué par M. Bani Sadr : ce n'était pas une approbation, mais pas non plus un rejet. Or ce transfert, même s'il ne signifie pas encore la libération des captifs, entraînera à coup sûr, pense-t-on ici, de meilleures conditions de détention, un droit de visite effectif et, en tout cas, moins imprévisible. Enfin, l'ouverture d'une véritable négociation, entre gouvernements responsables cette fois, pour obtenir leur rapatriement.

C'est pourquoi cet objectif est considéré ici comme prioritaire. Certains vont jusqu'à penser qu'il vaut mieux une déclaration de « non-belligérance » répondant assez largement aux conditions de M. Bani Sadr, et à tout le moins plus élaborée que les propos plutôt improvisés tenus par M. Carter mardi. Selon la chaîne de télévision ABC, c'est précisément ce que le président iranien aurait à nouveau demandé à M. Carter. Certes, un haut fonctionnaire de la Maison Blanche a précisé que les Etats-Unis n'avaient entrepris aucune action hostile contre l'Iran, et qu'ils ne cherchaient pas non plus à faire de la propagande, ce qui répondait aux demandes de Téhéran. Mais, sans doute pour éviter les surenchères nationalistes des adversaires du président, du côté républicain, on n'est pas allé au-delà de ces propos « informels ». — M. T.

Téhéran. — Un savant jeu de dupes paraît se poursuivre entre Téhéran et Washington sans qu'on puisse déterminer au juste lequel des deux gouvernements en est la victime. Chacun des deux parties s'accuse réciproquement de manquements aux engagements pris, de ruses et de mauvaise foi. Le dialogue se poursuit selon les normes d'une diplomatie qui se veut secrète, les indiscretions et les « fuites » calculées auxquelles se livrent de multiples intermédiaires contribuent à brouiller les cartes, à accentuer le flou surréaliste qui caractérise le conflit franco-américain.

Pourtant les choses paraissent claires, le dimanche 30 mars. Ce jour-là, le président Bani Sadr recevait du président Carter un avertissement dépourvu d'équivoque : si les otages américains n'étaient pas transférés dans les vingt-quatre heures de la garde des « étudiants islamiques », à celle du gouvernement de Téhéran, Washington serait contraint d'appliquer des sanctions à l'Iran. A l'expiration du délai imparti par l'ultimatum, lundi, les otages sont toujours aux mains des « étudiants islamiques », et mardi c'est l'imam Khomeiny qui oppose un non catégorique aux exigences des Américains, tout en dénonçant leur duplicité (le Monde du 3 avril). Bien que plus conciliant dans la forme, le président Bani Sadr annonce sans ambiguïté que les otages ne seraient transférés

De notre envoyé spécial

qu'à un certain nombre de conditions, que Washington avait rejetées la veille, dans un échange de messages à confidentialité, mais dont le contenu avait été communiqué, « sous le sceau du secret », à certains envoyés spéciaux de la presse occidentale à Téhéran. Il ne restait donc plus aux Etats-Unis d'autre possibilité que de passer aux actes. Tel était l'avis général, y compris dans les milieux officiels iraniens, quand on apprenait, mardi après-midi, avec « stupeur », dans l'entourage de M. Bani Sadr, que le président Carter avait décidé de différer les sanctions. On chercha en vain dans le discours du président iranien le passage qui autorisait le chef de la Maison Blanche à parler d'un « pas positif » conduisant au transfert des otages.

Da coup, la confusion se sub-

Maison Blanche jusqu'à la désignation, encore hypothétique, du Parlement iranien ?

Croit-on à Washington que les dirigeants iraniens sont capables de tenir leurs promesses concernant le transfert des otages ? Certains observateurs à Téhéran sont plus que sceptiques à ce sujet. Certes, le Conseil de la révolution, dit-on, aurait pris la décision de principe de prendre en charge les otages. Certes, encore, le président Bani Sadr a engagé sa propre autorité en se prononçant publiquement dans le même sens. Mais personne — sauf ceux qui prennent leurs désirs pour des réalités — n'est en mesure de soutenir que l'imam Khomeiny ait donné sa bénédiction à une telle mesure. Beaucoup estiment, au contraire, que le mystère qu'observe le guide de la révolution — notamment dans son message à la nation diffusé hier mardi — indique qu'il n'est nullement disposé à donner

HELAS ! MONSIEUR CARTER  
JE NE SUIS QUE LE CHEF  
DE L'ETAT IRANIE.



(Dessin de KONK.)

Bombe H dans New York : Carter appelle Giscard au secours et menace Israël de chasser par la force les Juifs des territoires arabes occupés.

Opération policière monstre aux U.S.A. pour retrouver les terroristes de Kadhafi et la bombe H cachée dans Manhattan.

Dramatique appel du maire de New York à Begin : « Evacuez la Giscard, sinon 10 millions de New-Yorkais vont périr ! »

Sensation à la Maison-Blanche : Carter fait appel à des psychiatres pour convaincre Kadhafi de renoncer à son chantage nucléaire.

Pour égarer les 40 000 policiers lancés à leurs trousses, les terroristes de Kadhafi lâchent 300 pigeons radioactifs sur les gratte-ciel de New York.

Stupéfaction aux U.S.A. : une des terroristes de Kadhafi appartenait au jet-set new-yorkais.

Premier chantage atomique de l'histoire : Kadhafi prend toute la ville de New York en otage.

Victoire des services secrets français : ils arrêtent Palestiniens qui s'apprêtaient à cambrioler le stock de plutonium de Gadarache.

à Washington : c'est un satellite oublié qui sert de radio au plus terrifiant chantage de l'histoire.

Un coup de téléphone du Kremlin stoppe in extremis une attaque nucléaire d'Israël contre la Lybie.



Tous ces épisodes, et cent autres, sont dans  
**"LE CINQUIEME CAVALIER"**  
le roman vrai de Lapierre et Collins  
que toute la France est en train de lire.

UN SUSPENSE DIABOLIQUE AU COEUR DE L'ACTUALITE.

situés une fois de plus à la clarté. Les spéculations allaient bon train. On se demandait si l'Amérique avait un adversaire intraitable ? D'une manœuvre électorale du président Carter qui aurait cherché à susciter l'opinion face à ses adversaires intraitables ? L'affirmation (infonction ?) de M. Carter, selon laquelle il aurait reçu de M. Bani Sadr de « nouvelles assurances » concernant le sort des otages, a eu comme effet de susciter une vive réaction de la part du président iranien. Celui-ci fit diffuser, dans la soirée de mardi, une déclaration démentant implicitement les propos du chef de la Maison Blanche et réitérant les conditions de Téhéran : les otages ne seraient transférés que si le gouvernement de Washington rendait publique une déclaration formelle par laquelle il s'engageait à mettre un terme à « toute propagande, provocation ou menaces de sanctions » et admettait la compétence du Parlement iranien pour décider du sort des otages.

sa caution au projet du président Bani Sadr. Quel intérêt, d'ailleurs, aurait-il à le faire ?

Le transfert des otages à la garde des forces de l'ordre aurait comme conséquence de rendre le gouvernement iranien directement responsable d'un acte contraire aux lois internationales, celui de détention des otages bénéficiant de l'immunité diplomatique. Il est beaucoup plus commode, tout au moins pour l'imam, que pour l'Iran, de laisser les captifs américains aux mains d'étudiants « incontrôlables ». M. Sadek Ghotbzadeh, ministre des affaires étrangères, a lui-même perdu toutes ses illusions. Il a tiré les leçons des tergiversations de ses collègues du Conseil de la révolution, dont la plupart — on le sait — sont favorables au statu quo. Se rendant compte de la vanité de ses efforts en faveur du transfert des otages, il a décidé de « s'écarter » et s'est abstenu d'assister aux dernières réunions du Conseil de la révolution. Il refuse, contrairement à ses habitudes, tous contacts avec les journalistes. Il est parti, hier mardi, « en vacances » pour quarante-huit heures. Mieux, il entreprendra, dès samedi 5 avril, une tournée dans les pays arabes pour « exposer l'idéologie et la politique de la grande révolution islamique ». Le chef de la diplomatie iranienne paraît ainsi se désintéresser de l'épreuve de force engagée entre Téhéran et Washington et qui risquerait, à tout moment, de dégénérer en une crise internationale.

ERIC ROULEAU.

Irak

M. TARIO AZIZ  
VICE-PRÉMIER MINISTRE  
ÉCHAPPE À UN ATTENTAT

Beyrouth (Reuters). — M. Tariq Aziz, vice-premier ministre irakien, a été la cible, mardi 1<sup>er</sup> avril, d'un attentat à la grenade au cours d'une réunion publique à l'université Moustansiriyah à Bagdad, rapporte l'agence de presse irakienne INA. M. Aziz, également membre du conseil de commandement révolutionnaire au pouvoir, a été blessé, de même qu'un certain nombre d'étudiants. L'agence, en précisant que le vice-président a pu regagner son domicile après avoir reçu des soins à l'hôpital. L'homme qui avait lancé la grenade, un certain Samir Nour Ali, a été tué immédiatement par les forces de sécurité, ajoute l'agence irakienne.



# AFRIQUE

## VINGT ANS D'INDÉPENDANCES

### III. — Le succès sans le paysan ?

par JEAN-PIERRE LANGELLIER

Nés il y a vingt ans dans l'équivoque, les États indépendants d'Afrique francophone forment, sur le continent noir, un ensemble original et une zone démographique et politique périphérique par rapport aux régions de développement prioritaires ou à celles où se joue, le plus souvent, dans la confrontation, l'avenir africain. La vie politique y est généralement moins active qu'en Afrique anglophone, et celle-ci ne voit pas sans surprise la personnalisation extrême des rapports entre les présidents successifs de la République française et les chefs des États de la « famille » (1. le Monde - des 1<sup>er</sup> et 2 avril).

« Nous savons que nous sommes des paysans, que les oiseaux ne volent pas tous à la même hauteur. Nous ne voulons pas être comme les riches de la ville. Nous voulons être comme qu'on nous a dit. Humilité, désenchantement, espoir très quand même. Cette modeste confiance d'un

vieillard de Haute-Volta exprime plus justement qu'une rhétorique de chiffres les frustrations et les attentes de l'Africain moyen, vingt ans après la larme de fond des indépendances.

Un cas limite, son pauvre village perdu dans l'immensité sahélienne, avec son cortège de femmes marchant lentement vers le puits, sa chaleur oppressante en attente de la saison sèche et l'écho des prières appelant la pluie ? Peut-être. Et après ? N'y partage-t-on pas aussi les inquiétudes et les difficultés d'être du « dépeuplé » de Pikine, chassé de la capitale vers la cité-dortoir du Grand-Dakar, du chômeur de Bamako, de Bangui ou d'ailleurs, aspiré par la « ville-vampire », agitée, chantante et trompeuse ? S'il existe en 1980, un « Homo Africanus », dans cette région du monde, ce serait plutôt notre paysan voltaïque, ou du moins son fils. Car, malgré quelques kyates urbains, feu l'Africain français — de meurtre, avant tout, un univers villageois.

#### Les déficits vivriers

Évoquer son évolution — ou plus souvent son inertie — économique, c'est fatalement recenser d'abord les échecs et les quelques réussites d'une politique agricole. Quel chef d'État n'a pas solennellement proclamé l'agriculture « priorité des priorités » ? Et pourtant, erreur maladroite, de toutes les dépendances, trop de gouvernements ont délaissé le domaine vivrier. Peu important à cet égard les idéologies officielles. Seule compte, en dernier ressort, l'indifférence dont on témoigne en haut lieu envers les besoins fondamentaux du monde rural.

L'Afrique de l'Ouest, dans son ensemble, importe deux fois plus de produits agricoles qu'elle n'en exporte. Les deux ou trois gros exportateurs de grains du continent n'appartiennent pas à l'Afrique noire francophone. Dans les pays du Sahel, la sécheresse chronique depuis dix ans — aggrave les déficits céréaliers. De Nouakchott à Bamako, de Dakar à Ouagadougou, les achats de grains à l'étranger grèvent lourdement les budgets nationaux. Même la Côte d'Ivoire, pourtant avérée en matière agricole, affecte au développement des cultures vivrières le quart seulement des crédits consacrés au secteur primaire.

mondial. Le pouvoir d'achat de la paysannerie n'a, le plus souvent, pratiquement pas progressé — en France constante — depuis l'indépendance. Le cas du Sénégal est typique : malgré les tentatives de diversification, l'agriculture y reste soumise à la « tyrannie archaïque » tant dénoncée naguère par René Dumont. La moitié des terres cultivées sont consacrées à l'arachide, qui procure 40 % des recettes d'exportation. Mais une grande partie du revenu de l'arachide tombe, par le biais de la fiscalité, dans les caisses de l'État. Pendant ce temps, le paysan sénégalais continue d'être victime de la commercialisation de son produit à un prix de vente inférieur à celui de son coût de production. Les revenus agricoles à l'exportation restent trop vulnérables, ballottés au gré des fluctuations du cours international. De ces revenus, les États africains ont un besoin trop vital pour ne pas tenter d'en tirer un profit maximal, fût-ce aux dépens du producteur.

Ainsi, une grande partie des paysans continuent de travailler pour les marchés extérieurs, principalement européens. Les autres vivent dans une économie d'autosubsistance, l'État gagnant la ville, où les guesles du chômage. Dans la brousse de Centrafrique, le paysan éprouve une véritable haine pour le coton, qu'un secrétaire d'État à la France d'outre-mer qualifie jadis de « culture sans profit et sans joie ». Au Niger, la population tient encore l'arachide pour la « culture de l'impureté ». Le résultat dérisoire des prix d'achat infligés en l'espèce aux producteurs pour

des motifs « idéologiques » est une des principales causes de la faillite agricole en Guinée : chute libre des exportations ou effacement d'un marché parallèle, fuite des produits en contrebande. La Guinée, pourtant bende des dioux, est contrainte d'importer 10 % de sa consommation de céréales. Les carences de la commercialisation agricole enrichissent certains : ici, une bourgeoisie administrative ; des agriculteurs bien placés. Pour plus de détails, il suffit, par exemple, de fréquenter quelques heures les planqueras « marmas » de Lomé, millionnaires en C.F.A. roulant Mercedes, anaphoriques signant des chèques à tour de bras. Le président Houphouët-Boigny, le seul qui ait su obéir à son intuition paysanne, le revenu moyen du producteur du parti agricole supposait l'enrichissement collectif — fût-il inégal — des populations rurales. Ailleurs, la propriété des villes et des bourgeois naissantes, petites ou grandes, doit beaucoup à la surexploitation. De l'impôt à la location du matériel agricole, le revenu moyen du producteur subit de multiples ponctions (les marxistes parleraient de « plus-values »).

#### L'atout du sous-sol

publique, trop faible et trop contraignante, n'atténue guère la dépendance des économies africaines. Il y a plusieurs années, la France — comme les autres pays industrialisés — s'est engagée à consacrer 0,70 % de son produit national brut à l'aide publique. On est loin du compte. La part française atteint seulement 0,40 %.

Le procès de l'aide à l'Afrique a été instruit mille fois. Faut-il rappeler les points forts du réquisitoire ? L'assistance bilatérale, pour l'essentiel, une « aide liée » à l'achat par le pays bénéficiaire de biens d'équipement au pays donneur. L'aide est une source de corruption qui renforce une classe dirigeante liée le plus souvent au capitalisme international. L'aide entretient l'idée d'un retard à combler, incitant l'Afrique à prendre comme seuls modèles les développements ces derniers temps, l'aide multilatérale prolonge la tutelle des organismes de financement internationaux. L'aide ne s'attaque pas aux

racines du mal : la détérioration continue des termes de l'échange. La plupart des budgets africains sont alimentés par l'exportation d'une ou deux matières premières. Ils sont à la merci du « désordre établi » qui règne dans ce domaine : dans le chaos des cours, spéculations, manipulations de stocks, accidents climatiques. La mise en place d'un vaste ensemble de mécanismes de régulation des cours des principales matières premières concerne donc au premier chef.

Membres de la convention de Lomé liant la C.E.E. aux cinquante-huit États A.C.P., tous les pays d'Afrique francophone peuvent bénéficier des avantages que procurent les programmes Staber et Minex. Le Staber vise à atténuer, autant que possible, les effets des chutes brutales de recettes provoquées soit par les fluctuations des cours mondiaux, soit par de fortes variations de production. Signé le 31 octobre dernier, Lomé II a renforcé cette « assurance » contre les mauvaises années « qui s'applique maintenant à quarante-quatre produits de base agricoles. Pour les trente-cinq pays les moins développés — dont neuf appartenant à l'Afrique francophone — les transferts Staber sont des dons. Innovation de Lomé II, le Minex est une « assurance accidents » qui poursuit, dans le domaine minier, les mêmes objectifs que le Staber et concerne les sept principaux minerais exportés vers la C.E.E. : cuivre, cobalt, phosphates, manganèse, bauxite, étain et fer. L'aide communautaire intervient dès lors qu'un accident de nature quelconque entraîne une baisse d'au moins 10 % de la capacité de production ou d'exportation. Le Staber, le Minex, la Guinée, le Gabon et la Mauritanie sont des bénéficiaires potentiels de ce mécanisme de protection.

Dans l'ingélu dialogue Nord-Sud, cette double initiative de l'Europe ouvre la voie à une authentique atténuation de la dépendance. Que la France, ancienne puissance tutrice, aide, au sein de la C.E.E., les pays africains à reconstruire leur destin, serait un juste retour de l'histoire.

#### Prochain article :

MON COLONEL  
MON PRÉSIDENT...  
par Ph. DECRAENE

## Coopération, prestige et profit

Dans sa conception initiale, la coopération franco-africaine n'était-elle qu'une manière de poursuivre la colonisation par d'autres moyens ? Tous les accords marqués de son sceau ont été négociés, voire conclus, alors que les territoires d'outre-mer n'avaient pas encore accédé à l'indépendance. Reprise par Albert Bourgi, dans sa *Politique française de coopération en Afrique* (1), d'un ouvrage d'Alfred Grosser (2), une lettre de M. Michel Debré, adressée à Léon M'Ba, président de la République gabonaise, éclaircit cet aspect historique de la coopération. Alors premier ministre, M. Michel Debré écrivait le 15 juillet 1960 : « On donne l'indépendance à condition que l'Etat, une fois indépendant, s'engage à respecter les accords de coopération signés antérieurement. Il y a deux systèmes qui entrent en vigueur simultanément : l'indépendance et l'accord de coopération. » Et pour tout dire à cet égard d'être complet, il ajoutait : « L'un ne va pas sans l'autre. »

Bien entendu, au lendemain des indépendances, certains de ces accords seront renégociés, d'autres verront le jour plus tard, mais tous resteront fortement marqués par leur origine coloniale.

« En établissant des liens privilégiés avec les États africains et malgaches, la France poursuit un double objectif », affirme l'auteur de l'ouvrage. D'abord, « s'assurer une part majeure dans le commerce de ces territoires ». Ensuite, « maintenir la cohésion d'une zone monétaire (la zone franc) au sein de laquelle elle joue un rôle prépondérant ». Deux objectifs largement atteints.

Le tableau de « l'hégémonie française » ne serait pourtant pas complet si n'était abordé le domaine culturel des relations franco-africaines. Le président Senghor exaltait, dans la revue *Esprit* en novembre 1962, « le merveilleux outil trouvé dans les décombres du régime colonial, cet outil (qui) est la langue française ». Pour Albert Bourgi souligne que « 10 % seulement des populations africaines la connaissent ». Le be-

soin de rayonnement culturel et politique de la France est, pour tant, selon le rapport Jeanmichel publié en 1963 — le premier du genre — la motivation déterminante de la coopération. La V<sup>e</sup> République vient en effet de la hisser au rang des grandes ambitions françaises ; il lui faut une politique, une vraie. Les rapporteurs souhaitent d'abord que celle-ci soit insérée dans le cadre plus général de la lutte contre la sous-développement. Les dangers de « néo-colonialisme » et de « paternalisme » sont dénoncés. Mais la France doit se donner les moyens de sa politique. « Dans l'état actuel des choses, il paraît possible de maintenir le taux de l'aide publique à 1,5 % du produit national brut français... », recommandent-ils.

Le « cartellisme »

Quelques mois plus tard, Raymond Carlier écrit une série d'articles sous le titre général : « Attention ! la France dilapide son argent ». Malgré la légèreté des accusations, le journaliste donne son nom une « théorie » politique, le « cartellisme », dont les adeptes n'ont pas tous disparu, loin s'en faut. Dix-sept ans plus tard, en effet, la France, qui a ramené à 0,7 % seulement de son P.N.B. l'engagement d'aide au développement, n'en consacre en réalité que 0,4 %, y compris, d'ailleurs, l'aide apportée aux DOM-TOM. L'« égo-altruisme » a ses limites... Elles seront dénoncées en 1970 dans un second rapport, consacré cette fois à M. Georges Gorse, ancien ministre. Prenant occasion d'un bilan de dix années de coopération, celui-ci critique, tance et propose. « Il faut doubler l'aide à l'agriculture, seule capable d'améliorer le sort des paysans du tiers-monde ». Et, après avoir déploré la baisse des efforts publics et la multiplication des formes d'aide privée qui aggravent les déséquilibres économiques des pays en développement, le rapport Gorse invite le gouvernement à reconsidérer l'ensemble de sa politique de coopération. En vain, évidemment.

Alors que M. Gorse et son équipe s'en prenaient ouvertement au mercantilisme de l'aide française, qui « vise à la fois à planter le drapeau de l'industrie et à faire passer le produit à la fois à l'industrie et à l'administration n'ont plus leur place », un autre ministre s'efforçait, quelques années plus tard, à légitimer et à renforcer cette tare de la coopération.

Contrairement à celui de M. Georges Gorse qui n'a jamais été publié en externe, le rapport de M. Abelin aura, lui, en septembre 1975, un large écho. L'agriculture ? Il n'en est plus question, ou presque. Désormais, le destin essentiel de la coopération sera l'aide à l'industrie. Le mythe de l'« usine-qui-tourne » rapporte des milliards, est né. Mais, pour un tel dessein, le budget du ministère de la Coopération est insuffisant. Logiquement, jusqu'au bout, le rapport Abelin préconise alors l'entrée du secteur privé dans les procédures bilatérales et multilatérales d'aide. Sous le règne de M. Giscard d'Estaing, les motivations d'ordre historique ou administratif cèdent la place à l'efficacité économique. Deux ans après l'éclatement spectaculaire, en 1973, de la crise pétrolière, cela peut sembler presque normal. Pas pour Albert Bourgi. A ses yeux, « débarrassés du souci de prestige et de profit, la coopération (...) serait beaucoup plus profitable aux deux parties ».

Une chose apparaît en tout cas clairement au fil de cet ouvrage d'histoire, documenté, clair et vivant, c'est l'empirisme dont ont toujours fait preuve les gouvernements français pour la coopération. Mais, après tout, peut-être les dirigeants de ce pays pensent-ils pouvoir encore offrir le luxe d'une absence de doctrine en la matière.

C'est M. Mamadou Dia, l'ancien président du conseil sénégalais, qui disait qu'il « faut prendre, le néo-colonialisme d'une France réduite à l'état de l'U.R.S.S. et des États-Unis ». Au royaume des aveugles...

PATRICE CLAUDE

(1) Albert Bourgi, la *Politique française de coopération en Afrique*, éd. P. Fataken et D. Rand. (2) Le *Politique française de coopération en Afrique*, éd. J. Mourlin, Le Seuil, 1963.

#### Algérie

### Les enfants des harkis peuvent entrer sans visa dans le pays

De notre correspondant

Alger. — Les milieux officiels algériens ont accueilli avec une certaine surprise les déclarations faites à Paris par deux dirigeants d'une organisation de rapatriés, le R.E.C.O.R.A., selon laquelle les enfants des harkis âgés de moins de trente ans seraient désormais autorisés à se rendre librement en Algérie. Les milieux officiels algériens ont accueilli avec une certaine surprise les déclarations faites à Paris par deux dirigeants d'une organisation de rapatriés, le R.E.C.O.R.A., selon laquelle les enfants des harkis âgés de moins de trente ans seraient désormais autorisés à se rendre librement en Algérie. Les milieux officiels algériens ont accueilli avec une certaine surprise les déclarations faites à Paris par deux dirigeants d'une organisation de rapatriés, le R.E.C.O.R.A., selon laquelle les enfants des harkis âgés de moins de trente ans seraient désormais autorisés à se rendre librement en Algérie.

La communauté nationale. Un certain nombre de jeunes, las de vivre en marge d'une société qui les refuse, ont même demandé de rentrer en Algérie où ils ont accompli leurs obligations militaires et ont retrouvé sans difficulté leur nationalité d'origine. Paradoxalement, les seuls vrais problèmes concernant les jeunes, surtout lorsqu'ils sont mineurs, ont trait non pas à leur entrée en Algérie, mais à leur sortie. Des enfants, envoyés par leurs parents harkis pour des vacances dans leur famille restée en Algérie, sont parfois retenus par les grands-parents ou les oncles, et ne peuvent plus repartir en France.

DANIEL JUNKUA

[Rappelons qu'en 1962 et 1963 l'armée française, en se retirant, a permis à sa propre initiative et sans son contrôle le départ en France de plusieurs milliers de harkis, de harkis et de membres de commandos sentiers d'obédience aux rapatriés dont tant d'autres furent victimes. Quelque cent cinquante mille « Français musulmans » au total y compris les familles, ont ainsi franchi la Méditerranée. Au début de 1965, à la suite d'un accord passé avec les autorités algériennes, des harkis restés en Algérie ont été autorisés à gagner la France. Ils étaient regroupés dans un centre d'accueil qui a fonctionné jusqu'en 1970. Plus de cinq mille familles complètes, dont quelques-unes évadées de camps où ils étaient détenus, ont pu ainsi franchir la Méditerranée. Ils étaient auparavant, à la demande des autorités françaises, un engagement de ne plus rentrer en Algérie et se voyaient notifier, par les services algériens qui les avaient précédemment libérés, l'interdiction de revenir au pays. Aucun texte ne les a cependant jamais déchu de la nationalité algérienne, cela afin de ne pas pénaliser leur descendance.]

« Le P.S. se félicite de l'annonce faite, à l'occasion de la rencontre des dirigeants du R.E.C.O.R.A. et de l'ambassadeur d'Algérie en France, de l'octroi de la libre circulation aux enfants des Français musulmans ». Rappelant qu'il « n'avait cessé d'œuvrer » en ce sens, « en particulier lors de ses contacts avec les responsables algériens », il « salue ce geste humanitaire qui ne pourra que contribuer à l'amélioration des relations franco-algériennes ».

Les enfants de harkis, en revanche — dont le nombre doit atteindre deux à trois cent mille — n'ont jamais fait l'objet de mesures systématiques de rapatriement. Les autorités considèrent en effet qu'ils n'ont pas à explorer les routes de leurs parents et sont prêts à les accueillir dans

صكنا من الأصل







Le Monde

# politique

## Le programme de la session parlementaire de printemps

La session parlementaire ordinaire de printemps, qui s'ouvre ce mercredi 2 avril, sera notamment consacrée à des projets et propositions de loi de caractère social. A l'Assemblée nationale, la séance de mercredi devait être limitée au renouvellement du bureau qui comprend, outre le président de l'Assemblée, M. Chaban-Delmas — élu pour la durée de la législature — six vice-présidents, trois questeurs et douze secrétaires. Parmi les vice-présidents — MM. Pasquini (R.P.R.), Brocard (U.D.F.), Gau (P.S.), Hermier (P.C.), Stasi (U.D.F.) et Bêche (P.S.) —, M. Pasquini abandonnera son poste au profit de M. Hector Rivière, député R.P.R. de Guyane, et MM. Méxandeau, Delehedde et Lagorce sont candidats pour les deux postes dévolus au groupe socialiste. M. Jean Bégault, député U.D.F. du Maine-et-Loire, remplacera M. Jean Moreillon (U.D.F.) au poste de questeur, MM. Corréze (R.P.R.) et Bayou (P.S.) restant en fonctions.

Jeudi 3 avril, la composition des six commissions permanentes de l'Assemblée nationale sera publiée au Journal officiel, et les membres de la commission chargée de vérifier et d'apurer les comptes de l'Assemblée seront nommés. La séance du vendredi sera consacrée en début d'après-midi, fixera le calendrier des premiers jours de travail législatif. Cependant — et bien que la maîtrise de l'ordre du jour ordinaire appartienne au législatif et non à l'exécutif — un programme de travail a été préparé par le gouvernement. Selon le secrétariat d'Etat chargé des relations avec le Parlement, l'ordre du jour pourrait être le suivant : d'abord, les députés pourraient examiner cinq propositions de loi relatives au viol et aux attentats à la pudeur, au cours d'une discussion commune.

Si la commission des lois demandait le report de ce texte, celui-ci pourrait être inscrit à l'ordre du jour d'une séance du vendredi après-midi. Un certain nombre de textes techniques, « ne nécessitant pas la présence de tous les députés », seront, en effet, inscrits ce jour-là, notamment les projets concernant les syndicats et administrateurs judiciaires, la suppression de l'organisation syndicale de l'insolvabilité et la publicité sur l'alcool.

A l'occasion du week-end de Pâques, les députés s'éloignent. Ils ne reviennent qu'à Paris, le mardi 8 avril, date à laquelle ils examineront, en deuxième lecture, le projet de loi d'orientation agricole que le Sénat a adopté en première lecture, lors d'une session extraordinaire, en février dernier. Ce débat devrait se poursuivre mardi 9 avril et, éventuellement, jeudi 10. Dans l'après-midi de jeudi, les députés pourraient examiner une proposition de loi relative à la protection des acheteurs de maisons individuelles.

Les 15 et 16 avril, le gouvernement souhaite que le projet de loi créant une distribution d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales soit examiné. Il s'agit là du premier texte relatif à la participation. Le 16, les députés pourraient se saisir, en deuxième lecture, du projet de loi relatif au statut de la magistrature, dont les sénateurs poursuivront l'examen dès mercredi 2 avril. Le 17, un débat de politique étrangère devrait avoir lieu et le 18 avril, les projets de loi concernant la prévention et le traitement des difficultés des entreprises devraient venir en discussion.

Du 22 au 24 avril, les députés consacreront, à nouveau, leurs travaux à la participation avec la proposition de loi de MM. Labbé et Delalande (R.P.R.) sur « l'intérêt des travailleurs au capital, aux fruits de l'expansion et de la gestion des entreprises ». Dans la

**ERRATUM** — Une erreur de transmission a modifié, en partie, le sens de la déclaration faite, lundi 27 mars, par M. Didier Julia sur la situation en Martinique, à propos de la polémique entre giscardiens et gaullistes (Le Monde du 2 avril). Le chargé de mission du R.P.R. avait, en fait, déclaré : « La direction nationale du R.P.R. renouvelle sa confiance à Michel Zenarou, exempt de tout soupçon de collusion avec le pouvoir ». Elle constate que les intérêts de la Martinique sont apparus comme mis en cause avec la poursuite systématique de la politique actuelle conduite par M. Djindjic.

**C.C.A. BORDEAUX**  
BORDEAUX  
CHAMPAGNES ET ALCOOLS  
AVANT HUSSE  
MAGASIN D'ALCOOLS  
12 rue de la République  
41, 40  
HEIDISIECK Monopole  
Bret (vente 50 l) 41, 40  
PAVIE MACQUIN 76  
60 l de St-Eloi 35, 50  
LECOULTRE DARTON 76  
60 l de St-Eloi 43, 50  
CITRAN 74 (20 l) 21, 50  
Tous droits ont été réservés à l'éditeur.  
200, rue de Tournay 75004 PARIS 27.50.27.  
Société d'Information Commerciale  
100, rue de la République 75001 PARIS  
FOURMIS HALLS - Service 1 - Paris Bercy  
Service Informations

même semaine, le projet rendant applicable le code de procédure pénale dans les territoires d'outre-mer devrait être examiné. Les 29 et 30 avril, outre la discussion des conclusions d'une éventuelle commission mixte paritaire sur le projet de loi d'orientation agricole, le projet de loi relatif à la formation alternée, auquel seraient jointes deux propositions de loi des groupes R.P.R. et U.D.F. sur le même thème, pourraient être discutés.

### Des textes sur la famille

Au début du mois de mai, après un texte sur les opérations d'assurance et de capitalisation, l'Assemblée nationale aura à examiner plusieurs textes sur la famille et les femmes, notamment l'accès aux universités des mères de famille, le regroupement en un seul versement des allocations post-natales, l'allongement des congés de maternité, l'amélioration des dispositions relatives à l'accueil dans les équipements collectifs des enfants des mères de famille nombreuses, enfin un texte assurant aux femmes 20 % des candidatures lors des élections municipales. Les 13 et 14 mai, le projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier pourrait venir en discussion.

Dans la deuxième quinzaine du mois de mai, outre diverses conventions internationales (dont la convention de Lomé entre la C.E.E. et les pays A.C.P.), plusieurs projets relatifs aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur, au régime définitif du budget de 1979, au contrôle des matières nucléaires, sont prévus. A la fin du mois, la proposition de loi de M. Berger (R.P.R.) sur la Sécurité sociale devrait être également examinée. En juin, l'Assemblée nationale pourrait débattre des projets relatifs à l'assurance veuvage, à la création d'un contrat de résidence et au régime des baux commerciaux. Un débat sur l'avenir de la recherche française pourrait aussi avoir lieu et, si le programme de la fin de session le permet, les députés pourraient examiner le projet de loi sur le développement des collectivités locales, après que les sénateurs en auront achevé l'examen. Le Sénat aura d'ailleurs à examiner la plupart de ces textes en première ou en seconde lecture.

Enfin, il paraît probable que la proposition de loi de M. Deilly, sénateur (Gauche démocratique) de Seine-et-Marne, concernant la modification de l'article 40 de la loi organique relative aux lois de finances, vienne rapidement en discussion au Sénat, puis à l'Assemblée nationale (c'est notamment l'interprétation de cet article qui fut à l'origine de l'« imbroglio » budgétaire de la dernière session d'automne). Toutes ces indications, respécies, sont susceptibles d'être modifiées au cours de la session.

● M. Claude Labbé, député des Hauts-de-Seine, a été réélu pour la septième fois, mardi 1<sup>er</sup> avril, président du groupe R.P.R. de l'Assemblée nationale. M. Labbé avait succédé à M. Roger Frey le 9 octobre 1973. Les députés du groupe R.P.R. (cent cinquante-quatre membres) ont d'autre part élu le bureau d'ensemble, qui comprend cinq vice-présidents et douze membres. Les vice-présidents sont MM. Falala (Marne), Mauger (Vendée), Albert (Alpes-Maritimes), Lamirolle (Yvelines) et Delalande (Val-d'Oise). Deux vice-présidents du bureau sortant n'ont pas été réélus : MM. Guermeur (Ministère) et Bernard-Marie (Pyrénées-Atlantiques). M. Neuwirth (Loire), qui fait également partie du bureau du groupe.

● M. Robert Dillinger, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, a demandé mardi 1<sup>er</sup> avril, dans une lettre adressée à M. Raymond Barre, l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale d'un débat sur la politique économique et sociale du gouvernement. « Un tel débat », écrit-il, « devrait aborder particulièrement les problèmes des prix, des salaires, de la rémunération de l'épargne populaire, des inégalités, des profits et des investissements ».

## M. Fiterman (P.C.F.) : M. Mitterrand applique une « stratégie du jeu de massacre »

Le bureau politique du parti communiste a publié, mardi 1<sup>er</sup> avril, une déclaration condamnant des propos tenus la semaine dernière, à Saint-Domingue, devant l'Internationale socialiste, par M. François Mitterrand, tels qu'ils ont été rapportés par le correspondant de l'Humanité. Le bureau politique indique notamment : « La déclaration que le premier secrétaire du P.C.F. donne de la stratégie des partis socialistes et de l'Internationale socialiste se résume dans cette phrase : « Mettre un cran d'arrêt au communisme international. » Il faut — explique-t-il — couper à la racine le développement du communisme qui trouve son aliment dans le capitalisme. » Il ajoute : « Nous devons refuser les sollicitations du communisme international parce qu'il détruit à sa façon les libertés fondamentales de l'homme » (...).

« En même temps, pour étayer son orientation fondamentale contre le « communisme international », c'est-à-dire contre les pays socialistes et contre l'ensemble des partis communistes, — M. François Mitterrand emploie les arguments réactionnaires les plus usés, en particulier cette calomnie : les partis communistes seraient « inféodés à Moscou ». Il reprend à son compte la thèse de Léon Blum qui, en 1920 au congrès de Tours, a défini la distinction essentielle entre socialisme et communisme en refusant que la politique socialiste française soit dictée à Moscou. Il applique cette thèse à la situation de 1980.

Le bureau politique du P.C.F. estime que l'absence de « toute référence à l'union de la gauche en France », dans les propos de M. Mitterrand, « met en lumière les objectifs qu'il assigne à la présidence : européenne ». Il ajoute :

« C'est la même stratégie qui conduisit François Mitterrand à

## LE P.C. PROPOSE AU P.S. DES CANDIDATURES D'UNION POUR DEUX ÉLECTIONS CANTONALES

Les fédérations communistes du Val-de-Marne et de Seine-et-Marne ont proposé à leurs homologues socialistes de présenter des candidats uniques de gauche pour deux élections cantonales. Le P.C. souhaitait que Mme Nicole Garand, dont l'élection dans le canton de Vincennes-Fontenay-Nord (Val-de-Marne) a été annoncée par le Conseil d'Etat le 27 février dernier, soit candidate unique dès le premier tour fixé au dimanche 21 avril. En cas d'accord, les communistes auraient obtenu le conseil d'Etat le 27 février dernier, soit candidate unique dès le premier tour fixé au dimanche 21 avril. En cas d'accord, les communistes auraient obtenu le conseil d'Etat le 27 février dernier, soit candidate unique dès le premier tour fixé au dimanche 21 avril.

La fédération socialiste du Val-de-Marne a repoussé cette proposition, estimant que l'union de la gauche ne se réduisait pas à un accord électoral avec un report automatique de voix au deuxième tour, mais devait constituer une dynamique et correspondre aux désirs d'un véritable arrangement. Elle ajoute que « les électeurs ont le droit de voter pour le candidat de leur choix » et qu'en conséquence elle « n'accepte pas une telle union ».

Le 2 avril commente ainsi la position du P.S. : « En refusant une candidature unique, la fédération socialiste du Val-de-Marne bafoue le souhait des électeurs de chaque département de voir une majorité de gauche diriger le conseil général du Val-de-Marne et dans le Val-de-Marne. En réalité, la gauche détient vingt-quatre des trente-neuf sièges du conseil général du Val-de-Marne, tandis qu'en Seine-et-Marne, M. Roynette (P.S.) n'a été élu président en mars 1979 que par 19 voix contre 18 et un bulletin blanc.

**BACCALAUREAT SCIENCES PO**  
LIVRE ET CASSETTE  
REVISEZ VOTRE PROGRAMME  
« HISTOIRE XX »  
1914-1945  
6 livres de 50p. + 6 cassettes de 90mn  
• Érudits, Grande Bretagne  
• L'empire russe, URSS  
• Évolution de l'économie mondiale  
• La France  
• Italie, Allemagne  
• Le monde extra-européen  
Vente en librairie (diffusion Valbert)  
ou par correspondance  
75 frs (les cassettes par livret)  
à Groupe SIGMA Éditions  
18, rue du Cloître Notre-Dame  
75004 Paris - 325.63.30  
documentation gratuite même adresse

## M. ROCARD DANS LE PAS-DE-CALAIS

### « N'anticipons pas... »

De notre correspondant

Lille. — Comment les militants socialistes du Pas-de-Calais n'auraient-ils pas perçu comme une avant-première de campagne présidentielle la visite de M. Michel Rocard ? Il n'était que de voir la cohorte impressionnante de caméraman et de photographes qui, toute la journée, ont accompagné le député des Yvelines pour s'en convaincre. Depuis la descente au fond de la mine, à la fosse 7 de Liévin, en compagnie de M. Pierre Mauroy, député maire de Lille, Daniel Percheron, premier secrétaire de la fédération du Pas-de-Calais, et André Delella, maire de Lens au meeting d'Auchel, où, dans la soirée, une assistance nombreuse était réunie, en passant par les réceptions de Lescar, sous-Lens et de Liévin, dont le député maire est M. Henri Darrais, président du conseil général du Pas-de-Calais, M. Michel Rocard s'est trouvé porté par une grande vague de sympathie. Beaucoup d'élus socialistes étaient là, ceux du courant Mauroy, venus sans peine accueillir l'hôte du jour, mais aussi les députés du courant Mitterrand, qui lui ont fait un accueil des plus courtois. Bien sûr, la fédération du Pas-de-Calais situe officiellement ce déplacement dans le cadre d'une campagne d'adhésion qui fera venir dans les jours prochains d'autres leaders du P.S., y compris M. Mit-

terrand, le 13 avril prochain, à Boulogne-sur-Mer.

Il y a dans cette fédération, où tous les courants sont associés à la direction, un très large esprit d'ouverture... mais il reste que MM. Darrais et Percheron, pour ne citer qu'eux, ne font guère mystère de leur choix.

Dans une conférence de presse élargie, M. Rocard n'a rien apporté de vraiment nouveau. La candidature ? « Je trouve sans cesse, déclare-t-il, que le P.S. est renvoyé à l'automne sa décision. (...) Si le premier secrétaire veut être candidat, il le sera, la question n'a pas changé depuis le congrès de Metz... » Cependant, M. Rocard s'interroge sur l'impact de primaires.

Le soir, à Auchel, M. Rocard a réaffirmé : « La campagne présidentielle s'ouvrira en automne prochain, et pas avant. » « N'anticipons pas », a-t-il dit. « N'anticipons pas », a-t-il dit. « N'anticipons pas », a-t-il dit.

## « Le Matin » et le séjour de M. Marchais à Moscou

### « UNE INVRAISEMBLABLE ACCUMULATION DE MENSONGES » déclare le P.C.F.

Le bureau politique du P.C.F. a répondu, mardi 1<sup>er</sup> avril, à l'article paru le même jour dans le Matin de Paris et qui s'appuyait sur les souvenirs qu'avait enregistrés l'auteur responsable communiste Bernard Jourdain, décédé en novembre 1979, affirmant que ce dernier avait suivi, en compagnie de M. Georges Marchais à l'automne de 1955, les cours de l'École supérieure des cadres du P.C. soviétique à Moscou (Le Monde du 2 avril). Le bureau politique qualifie les affirmations de ce quotidien d'« invraisemblable accumulation de mensonges et d'ajustements les plus grotesques ».

Le bureau politique ajoute : « Ce nouvel épisode de la campagne développée contre notre parti et son secrétaire général conduit à une conclusion : le Matin ment, il ment délibérément, il ment honteusement. (...) »

## UNE LETTRE DE M. AUGUSTIN LAURENT

M. Augustin Laurent, ancien ministre, ancien député et ancien maire de Lille (P.S.), nous a adressé la lettre suivante :

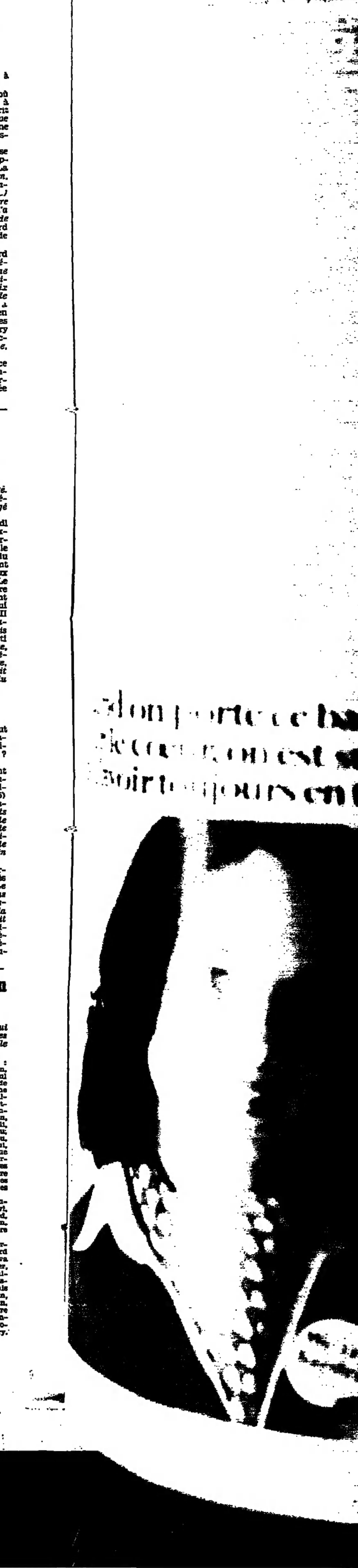
Faisant fi de tout bois dans sa contre-offensive par dépit, le Matin a cru devoir invoquer la guerre d'Algérie et dénoncer les « assassinats du peuple algérien ». Par le moyen de l'amalgame (méthode maison) des noms ont été cités, dont celui de Mitterrand bien sûr, et par ricochet inattendu, celui de M. Marchais en sa qualité de secrétaire général de la C.F.D.T.

Dès lors qu'il est fait appel à l'histoire, les témoignages sont peuliers. Pour pallier les défauts de mémoire de ses auteurs, l'imposture, l'apocryphe, celui-ci : la révolte en Algérie a commencé bien avant 1954.

La révolte a été déclenchée par les partisans de Messali Hadj et Ferrat Babas

## Un appel pour une meilleure compréhension de la question corse

Trois cents personnes au nombre desquelles Jean-Paul Sartre, Jean Cardonnel et le général de Gaulle viennent de signer un appel pour une meilleure compréhension de la question corse. « Il y a aujourd'hui une question corse », écrivent les signataires, « la géographie, l'histoire, la langue, l'insularité ont modelé un peuple qui ne peut plus se satisfaire du cercueil centralisateur. Il se soude, par mémoire historique, dans une solidarité massive face à toutes répressions, à toutes humiliations, à toutes emprisonnements. Il a particulièrement conscience que les schémas planifiés par le pouvoir le conduisent, par dépit de population, à l'émigration rapide. La participation des corses à la lutte à cette lutte, en démontre l'urgence. Là encore, la Corse est le





Le Monde

# Société

## La chancellerie critique le projet de cartes d'identité établi par le ministère de l'intérieur

La commission Informatique et Libertés reporte sa décision

La Commission nationale de l'informatique et des libertés ne rendra pas avant deux semaines son avis sur le projet d'automatisation des cartes d'identité des Français du ministère de l'intérieur. Cet avis devait être connu le

1<sup>er</sup> avril. Mais, au moment où les commissaires se réunissent, le ministère de la justice leur a fait part de diverses objections que la commission souhaite examiner à loisir (nos dernières éditions). Pour l'essentiel, la note de la chancellerie

explique que le projet aurait pour conséquence l'établissement d'un « état civil parallèle » dont la création relève non d'un décret, comme cela est actuellement prévu, mais de la loi.

Le cas échéant son nom d'épouse et son ancien nom. Or, rappelle la chancellerie, aucune loi n'oblige la femme mariée à faire état de son nom de jeune fille ni d'avantage le bénéficiaire d'un changement de nom ou d'une adoption plénière à les mentionner. C'est presque un zéro pointé qu'inflige ainsi M. Peyrille à M. Bonnet, à qui il reproche en outre de ne pas l'avoir consulté, sur certains aspects du projet. La nouvelle carte d'identité, souligne par exemple la chancellerie, aura des incidences sur la délivrance des fichiers d'état civil, donc sur l'état des personnes qui relèvent de la compétence du ministère de la justice.

Ces critiques semblent des brouilles à côté de l'erreur de droit que la chancellerie soupçonne le ministère de l'intérieur d'avoir commise. Selon elle, le projet Bonnet sura pour conséquence l'établissement d'un « état civil parallèle ».

dont la création relève non d'un décret, mais de la loi. Ainsi le veut l'article 34 de la Constitution qui soumet au vote du Parlement ce qui relève de « l'état des personnes ». La chancellerie voit dans ce projet d'état civil parallèle un danger pour la vie privée et les libertés individuelles. Le mode de fabrication des nouvelles cartes, souligne-t-elle, permettra de conserver en mémoire non seulement les renseignements figurant sur ces cartes, mais toutes les informations recueillies lors des demandes de titres d'identité successives. Ce nouvel état civil comportera des mentions qui n'y figurent pas ordinairement — comme la nationalité d'origine — ou qui ne paraissent pas nécessaires à l'établissement d'une carte d'identité. Enfin, la chancellerie souligne que les dangers du projet sont accentués par le fait que « la plupart des Français sont ou seront titulaires d'une carte d'identité nationale », autrement dit que, l'habitude aidant, celle-ci deviendra pratiquement obligatoire.

Cette somme de critiques, fondamentales ou de détail, sera certainement contestée par le ministère de l'intérieur, qui a fréquemment insisté sur sa volonté de ne conserver en mémoire que le nom, le nom de l'épouse (si celle-ci accepte d'en faire mention), la date et le département de naissance, le sexe, la préfecture et la date de délivrance, la date de fabrication, le domicile, le numéro de la carte et, le cas échéant, une indication de porte ou de vol. En aucun cas, explique-t-on, place Beauvau, l'ordinateur ne mémorisera la nationalité, la filiation et les autres mentions figurant sur les formulaires de demande de carte. Même si l'on ne peut mettre en doute la sincérité de ces déclarations, il est symptomatique que

## Le nombre des disparitions signalées est en diminution

Les demandes de « recherches dans l'intérêt des familles » sont de moins en moins nombreuses indiquait le bulletin d'information du ministère de l'intérieur du 13 mars : 22 589 en 1976, 19 500 en 1977, 19 350 en 1978 et seulement 13 569 en 1979. Pour l'an dernier, 7 013 disparitions concernaient des hommes et 6 556 des femmes. Chez les mineurs, en revanche, la majorité des fugueurs sont des filles et pratiquement tous sont retrouvés. En 1979, 7 030 personnes ont été retrouvées, 3 332 ont consenti à communiquer leur adresse à ceux qui les faisaient rechercher. En cas de refus, la police est tenue au secret. « Il faut bien faire la différence entre les diverses sortes de disparitions », a expliqué M. Jean Confida, directeur de la police générale à la préfecture de police de Paris, lors des « Dossiers de l'écran » consacrés, mardi 1<sup>er</sup> avril à Antenne 2, aux personnes disparues : « celles qui relèvent d'affaires criminelles sont découvertes à 85 %, les autres à 50 %. Et sur ces 50 %, de façon à peu près constante, la moitié — donc 25 % du total — se refusent à ce que leur nouvelle adresse soit communiquée ».

## PIRE QUE LA MORT

Le lundi 16 janvier 1978, Michelle Ollier n'a rien fait que de très banal. Cette infirmière de quarante-huit ans a quitté l'appartement qu'elle partageait à Avignon avec sa sœur Marguerite, kinésithérapeute, pour se rendre à l'hôpital Saint-Louis, où elle travaillait. Elle est allée chercher Ali Ramadi, vingt-sept ans, un jeune immigré handicapé physique dont elle s'occupait, pour le conduire à son cours d'alphabétisation. Ali et Michelle ne sont jamais arrivés au cours d'alphabétisation. Nul ne les a jamais revus. « On n'a retrouvé trace ni de la voiture ni du faucon », dit Mlle Marguerite Ollier qui, depuis deux ans, a multiplié les recherches, y compris au Maroc d'où était originaire Ali. Mlle Ollier ne croit plus guère que sa sœur soit vivante.

C'était une femme libre, précise sa sœur, elle n'avait pas à se cacher pour faire ce qu'elle souhaitait, et elle ne craignait pas le qu'en dira-t-on. Cette disparition était donc, dès le départ, alarmante. Mais la police part du principe que 80 % des disparitions sont volontaires. Mlle Ollier reproche aux enquêteurs d'avoir manqué de discernement. Mais peut-on admettre qu'une personne qu'on aime, avec qui on vit, disparaisse, et de son plein gré laisse sa famille dans l'angoisse ? L'enquête réalisée par Marianne Gossel et Claude Massot pour les « Dossiers de l'écran » sur une autre disparition, celle de Danielle Driessens, en décembre 1976 — elle avait vingt et un ans — tendrait à prouver que non. Danielle, qui habitait Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), a dit à son compagnon : « Je pars » elle a pris une valise, sa voiture et a disparu. On a retrouvé la voiture deux ans plus tard, sur un parking, « il n'y a pas possible qu'elle soit partie volontairement », disent ses proches : elle aurait donné signe de vie à sa mère.

JOSYANE SAVIGNEAU

## LE PRÉFET DE L'HÉRAULT INTERDIT LES VENTES D'ALCOOL LORS DES BALS PUBLICS

De notre correspondant

Montpellier. — Le préfet de l'Hérault, M. Maurice Lambert, vient de prendre un arrêté qui interdit, dans les bals publics, la vente des boissons du groupe deux, c'est-à-dire la bière, les vins doux et les alcools, et qui limite l'ouverture des bals jusqu'à 1 heure du matin.

Cette mesure, prise pour éviter les bagarres du samedi soir, a suscité la protestation des comités des fêtes du département. Pour eux, l'application de la décision conduirait à supprimer les bals de village. « C'est une atteinte, disent-ils, aux comités des fêtes et au bénévolat ».

Us font aussi remarquer que si les organisateurs de bals ne vendent plus de boissons alcoolisées, ils perdent un supplément de recette indispensable, sans limiter les risques de bagarres, puisqu'il sera toujours possible d'aller boire dans les cafés du voisinage. Ils y voient aussi un risque de chômage pour les musiciens.

Les comités ont donc décidé, à l'unanimité, de faire appel à la solidarité des maires du département et d'entreprendre une démarche auprès du préfet pour qu'il annule sa décision.

R. B.

## Quand on porte ce badge sur le cœur, on est sûr de l'avoir toujours en tête.



Chaque Société de service prétend rendre de meilleurs services que ses concurrents. Nous aussi nous prétendons en faire plus. Pour ne jamais l'oublier, nous avons inscrit partout « We try harder ».

Et pour vous le prouver, nous avons créé l'Assistance Avis. Cela veut dire que 24 heures sur 24, pendant toute la durée de la location de votre voiture Avis, si vous arrivez le moindre pépin, vous téléphonez et nous arrivons à votre secours.

Cela, c'est notre nouveau service. Nos services traditionnels, vous les connaissez depuis longtemps. Et vous en êtes satisfaits, nous le savons par les cartes d'appréciation que nous dépeçons quotidiennement.

En dehors des agences Avis, vous pouvez réserver votre voiture Avis auprès de notre Centre de réservation : tél. 609.92.12, ou auprès de votre agence de voyages.

Avis loue des voitures Opel ainsi que des camions en courte et longue durée.

Après vos voyages, envoyez-nous une carte.

CARTE D'APPRECIATION COMMENT CARD

Service	Qualité	Propreté	Confort	Personnel
1	1	1	1	1
2	2	2	2	2
3	3	3	3	3
4	4	4	4	4
5	5	5	5	5



Opel Senator



AVIS

Nous essayons toujours d'en faire plus.



# SOCIÉTÉ

## LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME

### Quatre membres présumés du groupe Action directe sont recherchés

Près d'une semaine après le coup de filet de la police contre les membres présumés du groupe Action directe dans la région parisienne, la brigade criminelle dirigée par le commissaire divisionnaire Marcel Leclerc continue activement ses recherches. L'interpellation, le 27 mars, à Orléans, de deux personnes « suivies » appartenant à ce groupe, a permis à la police de prendre un avion en direction de la région parisienne dans lequel avait pris place M. Alain Peyrefitte, garde des sceaux, avait conduit la police à entreprendre

une opération qu'elle aurait sans doute préférée avoir eu le temps de préparer avec plus de soin (le Monde du 1<sup>er</sup> avril). Contrairement à ce qu'avait annoncé la direction centrale de la police judiciaire, le vendredi 28 mars, le groupe Action directe n'est, en effet, pas encore totalement démantelé.

De source policière, on indiquait, mardi 1<sup>er</sup> avril, que quatre personnes étaient en fuite. Il s'agit de Jean-Marc Rouillan, vingt-huit ans (voir encadré), Nathalie Ménigon, vingt-trois ans, et Philippe De Sa, vingt-deux ans. Au sujet des deux dernières personnes, on affirme à la police judiciaire détenir des preuves matérielles de leur participation au mitraillage du ministère du travail et de la participation et de celui de la coopération. Ces identifications semblent avoir été permises grâce à des documents découverts dans un appartement de la rue des Pyrénées, à Paris (20<sup>e</sup>). En outre, les enquêteurs ont perquisitionné d'autres domiciles utilisés par le groupe Action directe.

La présence, parmi les dix-neuf personnes entendues par la brigade criminelle, de Pascal Trillat (et non Jean comme nous l'avons écrit, vingt et un ans, confirme, d'autre part, que des militants proches des NAPP (Nouveaux armés pour l'autonomie populaire) ont pu se joindre au groupe Action directe, tout comme des membres des GARI (Groupes d'action révolutionnaire internationale) comme Jean-Marc Rouillan, selon la police. Pascal Trillat avait, en effet, été inculpé de recel de malfaiteurs en décembre 1977, et écroué. On lui reprochait alors d'avoir hébergé durant trois nuits Christian Euzébat, soupçonné par la police d'avoir participé à l'assassinat, le 23 mars 1977, du meurtrier de René - Pierre Overney, Jean-Marie Trumoni, employé au service de surveillance de la Régie Renault. Le 22 mars 1978, la dixième chambre correctionnelle du tribunal de Paris avait condamné Trillat à seize mois d'emprisonnement dont huit avec sursis et trois ans de mise à l'épreuve.

Pascal Trillat avait récemment mis à la disposition d'Olivier Givetti, également arrêté, membre présumé du groupe terroriste italien Prima Linea, un appartement situé rue de la Grange-aux-Belles, à Paris (10<sup>e</sup>), où les policiers ont découvert, le 28 mars, 600 kilos d'explosifs, des armes et plus d'un millier de cartes d'identité italiennes vierges.

D'autre part, divers éléments

laissent penser qu'une « scission » est intervenue parmi les autonomes au cours du premier trimestre 1979, notamment après les incidents provoqués à Paris dans le quartier de la gare Saint-Lazare. Certains autonomes auraient alors opté pour un type d'actions plus radicales et se se-

raient regroupés, avec des anarchistes, pour créer le groupe « Action directe ». Cette rencontre, à priori contre nature, s'explique sans doute par l'abandon d'éventuels clivages doctrinaux au profit d'un accord sur la base d'une « lutte armée » contre l'Etat.

### L'itinéraire d'un anarchiste

Depuis plusieurs jours, la police recherche Jean-Marc Rouillan, vingt-huit ans, et une jeune femme, Nathalie Ménigon, vingt-trois ans, soupçonnées (nos dernières éditions) d'être les auteurs des mitraillages du ministère du travail et de la participation, le 18 septembre 1978, et du ministère de la coopération, le 18 mars. En la personne de J.-M. Rouillan, les enquêteurs retrouvent en fait, en dépit de son âge, un « vieux » militant. Originaire du Sud-Ouest, il semble bien qu'il ait, vers dix-huit ans, été séduit par les idées anarchistes ou, si l'on préfère, libertaires. Vivant dans une région proche de l'Espagne, sensibilisé à la lutte anti-franquiste, il aurait rejoint, durant plusieurs années, des groupes espagnols engagés dans la clandestinité.

Dans le prolongement de cette « période espagnole », Jean-Marc Rouillan, aux mois d'avril et mai 1974, aurait participé à la naissance de l'un des GARI (groupes d'action révolutionnaire internationale), qui, de manière coordonnée, luttaient contre le régime franquiste en séquestrant pendant trois semaines le directeur de la Banque de Bilbao à Paris, puis en commettant divers attentats durant l'été 1974 à Lourdes, Toulouse et Bruxelles.

Ce passage présumé au GARI, de tendance libertaire, mènera, le 5 décembre 1974, J.-M. Rouillan en prison. Alors qu'il est interpellé, à Paris, à bord d'une voiture avec deux camarades, la police découvre notamment dans le véhicule de nombreux armes, Rouillan, alias Sebass, inconnu, vivait alors sous l'identité de Dominique Moran. Il est inculpé de détention et

de transport d'armes, de munitions de guerre et d'engins explosifs, infractions qui relèvent de la Cour de sûreté de l'Etat.

Cette-ci se dessaisira du dossier un an et demi plus tard, en mars 1978, estimant que les détenus présumés membres du GARI — au nombre de douze — ne pouvaient, en définitive, être considérés comme ayant été « en relation » avec une entreprise consistant ou tendant à substituer une autorité illégale à l'autorité de l'Etat.

L'instruction continue donc sous la compétence d'un magistrat du tribunal de Paris. Le 25 mai 1977, l'un des derniers, Rouillan recouvre la liberté.

Depuis lors, il est tantôt considéré comme étant en fuite à l'étranger, tantôt comme vivant dans la clandestinité en France. Conservant ses attaches anarchistes, il semble se rapprocher d'un courant, issu des maïas, et de la lutte armée et de la soulevée. Ces caractéristiques se retrouvent dans le groupe Action directe.

Le 2 février 1979, la police arrête M. Eric Moreau, vingt-quatre ans, connu par elle comme militant autonome. Sur le siège arrière de sa voiture, elle découvre un tableau de Jérôme Bosch, l'Escamoteur, volé en décembre 1978 à Saint-Germain-en-Laye. Les enquêteurs ont la conviction que Rouillan est complice du vol.

Près de six ans après les actions entreprises par les GARI — dont les membres n'ont toujours pas été jugés, — Rouillan tente le nouveau d'échapper à la police.

LAURENT GRELSAMER.

# JUSTICE

PUBLIÉS PAR « LE CANARD ENCHAÎNÉ »

### Des documents confirment que la police était prévenue du projet d'assassinat de Jean de Broglie

L'instruction de l'affaire du meurtre de Jean de Broglie est officiellement close depuis le 21 mars. L'énorme dossier a été transmis à la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris sans que le mobile de ce crime n'ait été officiellement établi. Aujourd'hui, plus de trois ans après l'assassinat du député de l'Eure commis le 24 décembre 1976, le Canard enchaîné publie, ce mercredi 2 avril, deux documents prouvant que la police était au courant des projets de l'assassinat de Jean de Broglie. Ces documents, qui affirment l'hebdomadaire, « brillent par leur absence dans le dossier d'instruction », émanent des inspecteurs de la deuxième brigade territoriale qui, dès le 1<sup>er</sup> avril 1976, rédigeaient pour le chef de la brigade, Claude Siburguet et pour Jean Ducret, le directeur de la police judiciaire, deux feuillets les informant « qu'un trafic de faux bons du Trésor, portant sur plusieurs milliards de francs anciens, allait se déclencher dans les jours prochains ». Les inspecteurs précisent que, « parmi les instigateurs de ce trafic », figuraient un « gros bonnet » et un « avocat exerçant au barreau de Paris ».

Près de six mois plus tard, le 24 septembre 1976, les mêmes policiers adressaient un autre rapport, lui aussi destiné à M. Jean Ducret, dans lequel ils servaient, selon le Canard enchaîné, que « l'opération des faux bons du Trésor » n'avait pas encore démarré car « les bons du Trésor initiaux ne sont pas encore à l'origine ». Le rapport ajoutait : « Outre les deux personnages mentionnés verbalement le 1<sup>er</sup> avril 1976, il a été possible de savoir que les commanditaires étaient deux hommes de grand renom, l'un étant propriétaire de grands restaurants parisiens, l'autre exerçant une activité politique. » Le Canard enchaîné ajoute que ce dernier rapport était jointe une note, dont l'hebdomadaire publie le fac-similé, sur laquelle figurent les noms de MM. de Varga, Patrick Allenet de Bezenot et Jean de Broglie, ainsi que leurs adresses.

Le journal satirique rappelle ensuite les filatures par la police des coupables présumés du meurtre de Jean de Broglie, opérées dès le 22 septembre 1976, rappelant que quatre services de police — la dixième brigade ter-

ritoriale, les renseignements généraux, la brigade anti-gang (BRIG) et l'I.G.S. (inspection générale des services, la « police des policiers ») — « savaient, eux aussi, que de Broglie était menacé ». Le deuxième rapport de la dixième brigade territoriale indique, d'autre part, toujours selon le Canard enchaîné, que, « à la suite d'une médiation commandée par l'homme politique lors d'une affaire précédente portant sur plusieurs millions, ce dernier devait être abattu par des hommes de main dans les 10 jours prochains, certainement avant l'opération bons du Trésor ».

Ces révélations amènent à se poser deux questions. Tout d'abord, si l'on était prévenu, que la police était au courant, bien avant le meurtre, des menaces qui pesaient sur le député de l'Eure. Dans ce cas, pourquoi, n'a-t-on rien fait pour prévenir cet assassinat et surtout pourquoi a-t-on cessé la filature le 8 décembre 1976, soit une quinzaine de jours avant le crime ? Le Canard enchaîné ajoute même qu'à la fin novembre 1976, deux rapports concernant les risques encourus par de Broglie étaient transmis par les renseignements généraux. Ces deux documents n'ont, bien sûr, pas été remis au juge d'instruction.

Plusieurs policiers, dont le directeur des renseignements généraux, ont été auditionnés par le juge d'instruction de l'époque, M. Guy Foch, mais M. Michel Poniatowski s'est toujours refusé à être entendu par le magistrat instructeur.

M. Ottaviani, alors chef de la brigade criminelle, qui a dirigé l'enquête sur le meurtre, a toujours démenti avoir été au courant des projets du crime. Il a toujours déclaré que si les principaux protagonistes de cette affaire étaient connus, c'est en raison de soupçons pesant sur eux en raison d'affaires de droit commun. Il n'empêche qu'ils ont tous été arrêtés quelques jours après l'assassinat.

### L'affaire des faux bons du Trésor

Le Canard enchaîné affirme que le policier avait été averti que les menaces contre Jean de Broglie étaient en liaison avec une affaire de trafic de faux bons du Trésor. La justice a bien été saisie à l'époque d'une affaire de ce type, mais le nom de Jean de Broglie ne figurait pas au dossier.

L'ancien policier Guy Simonet avait été soupçonné d'être mêlé à un trafic de bons du Trésor avant son arrestation. Mais certaines informations laissent à penser qu'il s'agit d'une affaire dans laquelle était impliqué un avocat de la cour de Paris, M. Marc Ben Moïse, écroué le 1<sup>er</sup> décembre 1978 pour recel et usage de bons du Trésor contrefaits.

Le dossier est actuellement soumis à la chambre criminelle de la Cour de cassation. Cet avocat avait été appréhendé après l'arrestation d'un repris de justice,

Robert Bourguignon, qui tentait d'échapper à la justice générale, à Paris, pour un million et demi de faux bons du Trésor. Il avait expliqué qu'il avait dérobé ces titres au cours d'un cambriolage au domicile de M. Ben Moïse. Son procès, sur son ordre, après avoir été condamné, le 28 octobre 1978, à treize mois d'emprisonnement avec sursis et 5 000 francs d'amende pour avoir émis un chèque sans provision de 750 000 F au profit d'un client de marque — le marchand Bokassa —, M. Ben Moïse venait, au surplus, de déposer, à titre de garantie, dans une banque qui lui prêtait 500 000 F, des bons du Trésor d'un montant de 750 000 francs, qui se révéleront également faux.

L'avocat expliqua qu'un lot de bons du Trésor, d'un montant de 2 millions 500 000 francs, avait été déposé à son cabinet par un autre client demeurant au Gahon. M. Marguerite Tertzagian, P.-D. G. d'une société d'import-export de produits alimentaires, la SUDDEX, M. Tertzagian fut appréhendé le 19 octobre 1977. Il mit en cause M. Pierre Maitre, directeur de la SUDDEX, qui avait fait des affaires en Grande-Bretagne. Il fut arrêté en Tunisie d'où il fut extradé le 8 décembre 1977.

Quel qu'il en soit, M. Jean Ferré, juge d'instruction, a clos le dossier le 13 juillet 1978. M. Ben Moïse, Bourguignon, Maitre, ainsi que le jeune de ce dernier, sont tous en liberté sous contrôle judiciaire. La chambre d'accusation rendit également un arrêt de renvoi en correctionnelle, et M. Ben Moïse forma un pourvoi en cassation contre cet arrêt.

M. Robert Ballanger, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, a évoqué, mercredi 2 avril, la publication par le Canard enchaîné des documents sur l'assassinat de Jean de Broglie, déclarant notamment : « La participation avec laquelle M. Poniatowski a voulu réformer ce dossier prouve bien qu'il craignait des retombées assez désagréables pour lui et ses amis ».

Yves Legoff, l'un des ravisseurs de M. Olivier Eté, arrêté à Papete le 26 mars et dont le corps a été retrouvé le 31 mars (le Monde du 2 avril), avait été condamné en 1971 par la cour d'appel de Val-d'Oise à huit ans de réclusion criminelle pour le meurtre de sa belle-mère le 13 décembre 1967 à Montmorency (Val-d'Oise). Yves Legoff, né le 13 octobre 1943 à Meaux, était sorti de prison au terme de sa peine ; en 1977 il s'était installé à Tahiti avec sa seconde épouse,

## APRÈS L'ATTENTAT DE BAYONNE

### Le Pays basque et ses ambiguïtés

Bayonne. — Les extrémistes basques du mouvement Iparratarak sont-ils allés trop loin en voulant piéger le 28 mars dans la cour du centre hospitalier la voiture de Mme Simone Blacabe, épouse du sous-préfet de Bayonne ? Une semaine après cet attentat manqué qui coûta la vie à ses deux auteurs, bien malin

qui pourrait répondre. Du moins est-ce encore l'occasion de rechercher cette réalité basque si diverse, si diffuse, d'un bout à l'autre d'un pays conscient de son identité mais qui n'a jamais tellement aimé s'afficher et préfère dans les moments difficiles se replier encore davantage sur lui-même.

#### De notre envoyé spécial

« position politique », qu'il essaie d'administrer sa ville et de « lui donner une dimension économique ». Et il insiste sur son souci de « développer le Musée basque, qui est aussi, indique-t-il au passage, le musée de la tradition bayonnaise ».

« Je ne vous ennuie pas, on n'oublie pas les Basques, et B. n'aurait dû jouer son rôle de capitale du pays. Sur le plan culturel, nous sommes solidaires et nous sommes opposés au plan politique à toute velléité d'indépendance, au reste impossible. Mais pour la charte culturelle, par exemple, tous les Basques ont le droit de se faire entendre, comme ils le feraient, comme ils le feraient, comme ils le feraient ».

Il répond : « Ce garçon était de mon canton, et dans mon canton le suis moi-même. Ses parents, sa famille, sont mes amis, mes amis, mes amis. Je suis de surcroît que les parents étaient opposés à l'engagement de leur fils, qu'il y avait eu des conflits violents, comme il y en aura sans doute encore d'autres avec les autres enfants et pour la même raison. Alors, je suis allé à cet enterrement parce que je suis médecin, parce que je suis chrétien aussi. Et, le soir, le préfet n'a pas manqué de m'enquêter. Evidemment, pour être habillé, j'aurais dû me contenter d'enlever ma chemise ».

Il est loin des extrémistes, M. Labéguerie. On ne peut pas laisser un peuple s'enfoncer dans une violence immodérée, mais il faut bien constater que s'il n'y a

presque pas de village qui ne compte son petit noyau de jeunes engagés au maximum ». « Et ce sont, dit-il, nos fils et nous n'avons aucun pouvoir sur eux. Alors, il faut bien peut-être que nous en tirions les conséquences ».

Si au moins Paris comprenait. Cette charte culturelle — tous jours elle — ce serait pour lui une arme fort utile. Car il est bien malheureux, M. Labéguerie, bien désolé de s'entendre dire, à Cambo comme ailleurs, qu'il n'est que « le suppôt du pouvoir central ». Pourtant, il se donne bien du mal à l'heure où les cabinets parisiens, en vain, l'ont crié casse-cou.

« Ce Pays basque, qui fut intégrée, est en train de rincer au rouge. Si l'on continue de ne rien faire, nous en aurons encore pour vingt ans de difficultés et d'ennuis. Et si l'on mesure que les mille ou douze cents jeunes qui étaient aux obèses d'Ollargaray à Ixassou sont aussi engagés qu'on le dit, alors raison de plus pour s'inquiéter, car ce ne sont pas les C.R.S. qui régleront le problème ».

Du côté de la police on voit les choses sans plus d'optimisme. L'attentat du 28 mars apparaît comme la démonstration qu'il ne s'agit pas d'une action d'éléments isolés. Car on n'en est plus depuis quelques mois aux « gins artanx », mais des engins perfectionnés, minutés, on se demande qui a pu les fournir, qui les prépare et pourquoi on les confie finalement à des jeunes gens inexpérimentés.

On redoute donc la suite. « Cela ne s'arrêtera jamais tant qu'ils n'auront pas gagné », dit M. Lepaille, commissaire au service des renseignements généraux. Lui aussi pose la question-clé : « Il faudrait savoir comment vont évoluer ici les jeunes de seize à trente ans. Ou bien ils embolent le pas aux nationalistes basques traditionnels, qu'il s'agit de demander des crédits pour l'ouverture d'écoles, enseignement la langue ou de crédits pour des mouvements comme Iparratarak. Ou bien ils prennent carrément la

contre-pied de cette attitude et découvrent alors que le seul objectif est celui d'une lutte de révolution nationale. » Dans un tel climat, ce n'est pas sans inquiétude que l'on observe l'évolution de l'autre côté de la frontière, où demeurent bel et bien, en dépit de l'autonomie consentie par Madrid, un millier d'irréductibles de l'ETA.

JEAN-MARC THEOLLEFRE.

**Hachette**  
littérature

**Claude Lorieux**

**LES AVENTURIERS DE LA MER DU NORD**

POURQUOI SONT-ELLES FRAGILES ?

حكايات من الماضي



Le Monde

# ARTS ET SPECTACLES

## LE MYTHE AMÉRICAIN



## Ciné - Télé - Passions

remuer beaucoup de mots et d'idées, on peut plonger dans l'étude des marchés de l'industrie capitaliste avancée. On peut évoquer, comme au temps des accords Blum-Byrnes, l'image d'un peuple dont la tête porte le signe du dollar et qui étend ses tentacles sur nos salles, sans pour autant expliquer ce qui pousse les Français à préférer les films américains. Il existe, c'est certain, un rapport de fascination, mais ce n'est pas celui du chevreau devant le cobra. Il ne faut pas oublier non plus que d'autres pays, à commencer par l'Italie, sont en bonne place. Sans doute, grâce à leur budgets publicitaires colossaux et à leurs circuits d'exploitation privilégiés, les films américains se trouvent-ils en position favorable. À la dernière rentrée, ils ont défilé en vague (le Monde du 13 septembre 1979), mais tous n'ont pas eu le succès d'*Alien*, d'*Apocalypse Now* ou de *Manhattan*. L'idée d'un modèle imposé par le seul pouvoir de l'argent est plutôt simpliste. Et d'ailleurs quel modèle ? A remonter le cours de l'histoire, on peut voir que la force du cinéma américain est de savoir s'adapter, et vite, à l'évolution des structures économiques d'une part, d'autre part à celle des sensibilités. Depuis dix ans, et plus, sa production diminue quantitativement, elle reste conçue pour avoir une portée internationale. Elle prend en compte et met en spectacle les courants d'inquiétude et d'incertitude, d'où la vogue des films fantastiques dans lesquels le diable a des responsabilités comme *L'Exorciste*, ou la vogue de la science-fiction qui exorcise la menace des conflits armés et les forces mauvaises en le projetant dans le futur et dans l'espace — la *Guerre des étoiles*, *Alien*.

Les *Hommes du Président*. Ainsi, l'efficacité spectaculaire du *Syndrôme chinois* — boudé par les intellectuels — frappe l'imaginaire et — peu importe alors les conventions romanesques du scénario — leur fait prendre conscience des risques nucléaires. Aujourd'hui, les Américains n'ont plus besoin de recourir à l'antiquité romaine ou à la Bible pour satisfaire le goût du grand spectacle, ils s'en servent pour défoncer leur mauvaise conscience vietnamienne : *Coming Home*, *Voyage au bout de l'enfer*, *Apocalypse Now*. A ce propos, le film de Coppola, que l'on éprouve ou non son idéologie habilement masquée par le « voyage métaphysique » d'un roman de Conrad, constitue une rencontre exemplaire entre la mégamécanie d'un metteur en scène de talent et la perfection spectaculaire et technique. Disons prosaïquement qu'avec un tel film les spectateurs en ont pour leur argent, et admirons un cinéma qui, depuis Griffith, Ford, Hawks, Welles, Kazan, Kubrick et tant d'autres, fait éclater un

univers d'images incomparables. Les détracteurs du cinéma américain ne lui pardonnent pas d'être riche et d'utiliser sa richesse pour passionner les foules, de survivre à toutes les crises. Ils ne lui pardonnent pas une production courante dont le niveau professionnel et artistique ne peut être atteint en Europe que par des personnalités exceptionnelles. Nous n'avons pas à tenir compte ici des films de sous-séries qui ne sont pas exportés. Ceux qui nous parviennent peuvent être des réussites ou des échecs, ils ne sont jamais des produits basés, insignifiants. On peut considérer que Spielberg a raté 1971, le comique satirique ne lui convenant pas. Il n'empêche qu'il a réussi des séquences éblouissantes d'imaginaire et de virtuosité : le concours de Jettsterburg tournant à la bagarre frénétique, la démolition du parc d'attractions et de la maison sur la côte... Et elles valent le déplacement. Et si l'impérialisme du cinéma américain était tout simplement celui de la qualité ?

### Le nombre et la manière

L'invasion de la télévision française par les feuilletons américains pose un problème. Les directeurs de chaîne y trouvent de quoi meubler leurs programmes aux moindres frais. Cette politique est préjudiciable à la création et à nos réalisateurs. On doit pourtant reconnaître, à moins d'une mauvaise foi obstinée ou d'une ignorance délibérée, que ces produits sont d'une bonne fabrication. A-t-on oublié le temps où l'on découvrait *Le nom de la loi*, avec Steve Mac Queen, *Les Incorruptibles*, avec Robert Stack ? C'était dans les années 60, et on avait beau croire alors à une spécificité de l'expression télévisuelle — qui s'est révélée mythique — on appréciait ces modèles d'actions bien menées, de budget bien utilisé, de montage nerveux. Sans se faire le champion inconditionnel des feuilletons, séries, téléfilms américains, qui, c'est vrai, arrivent en trop grand nombre aujourd'hui sur nos petits écrans, on ne peut en ignorer les qualités formelles et l'humour. On peut critiquer l'effet émotionnel de *Racines* ou de *Holocauste*, on ne peut pas le nier. Il n'est pas la

seule cause d'un succès dont on peut se sentir gêné. Il y a aussi l'habitude du récit, de la réalisation. Et sur quelques films, sur quelques nostalgies ambiguës joue donc le grand triomphe de Nina Compagnon, *Les Dames de la côte*. Les Américains ont depuis longtemps compris qu'on pouvait supprimer la concurrence de la télévision en lui faisant diffuser des produits filmés aussi élaborés que ceux du grand cinéma. Téléfilm à l'origine, *Duel*, qui fit découvrir Spielberg, est sorti dans les salles commerciales sans que l'on sente une différence de niveau et de style avec un film proprement dit. Le sujet est loin d'être épuisé, mais il apparaît clairement que l'essor du cinéma américain ne peut pas être le fruit d'une alliance au seul pouvoir économique. C'est une passion justifiée, c'est la reconnaissance du plaisir que provoque le spectacle. La phrase d'Anouk Aimée : « Est-ce qu'il y a un film américain à voir ? » dans toujours le long des rues, des avenues des boulevards que le néon éclaire.

JACQUES SICLIER.

## Ambiguïtés

« Il n'y a pas que l'Amérique », proclame, sur un rythme venu tout droit d'outre-Atlantique, une des dernières chansons à la mode. L'hégémonie de la culture américaine en France aujourd'hui est pourtant un fait. Cette prédominance ne s'exprime pas seulement par l'omniprésence d'une production de masse aux procédés éprouvés (séries stéréotypées pour la télévision, cinéma « hollywoodien » ou variétés standardisées), mais aussi par l'influence d'une avant-garde active qui, en bien des domaines, est pour les artistes français une féconde source d'inspiration.

Telle est l'ambiguïté de l'impérialisme américain, comme peut-être de tout impérialisme : véhiculer le pire et le meilleur, il est à la fois la forme douce d'une inacceptable « aliénation » et, pour paraphraser Sartre à propos du marxisme, l'indépassable horizon de notre culture vivante.

Est-ce odier à l'idéologie dominante *made in U.S.A.* que de reconnaître, en effet, l'exceptionnelle vitalité, la formidable énergie créatrice, manifestées par les États-Unis depuis la dernière guerre ? Ne constate-t-on pas qu'à certaines époques un pays, une région, ou une ville, par suite de circonstances historiques, s'impose comme le foyer artistique le plus riche, le plus inventif ? Les États-Unis, appuyés sur leur puissance économique, tiennent sans doute, en cette seconde moitié du vingtième siècle, la place qu'ont occupée en d'autres temps, dans le monde occidental, l'Italie, l'Espagne, la France, l'Allemagne ou l'Autriche.

La culture française ne peut donc échapper complètement au modèle américain. Encore convient-il qu'elle ne se contente pas de l'importer tel quel ou de le reproduire mécaniquement. Les transferts purs et simples, comme on le voit, par exemple, pour la comédie musicale, échouent, ou dénaturent la production originale. En revanche, lorsque l'imitation n'est pas servile, un art propre se développe : ainsi est né un jazz français, voire européen.

Mieux que la France, l'Allemagne a su, semble-t-il, résister à cette invasion pacifique des États-Unis. C'est qu'elle s'est efforcée de préserver le meilleur de ses traditions intellectuelles et que l'État n'a pas ménagé son aide. Il est possible à une nation de sauvegarder son identité sans s'enfermer dans un nationalisme étroit. Après tout, il est dans la nature du colonisateur d'offrir aussi, malgré lui, au colonisé, les instruments de sa libération.

THOMAS FERENCZI.

« On ou du cinéma, est-ce qu'il y a un film américain à voir ? », demandait Anouk Aimée dans les *Musées*. *Rencontres* d'Alexandre Astruc. C'était en 1958, et cette réplique, soulignée par François Truffaut dans sa rubrique du magazine *Arts*, situait bien l'esprit cinéphilique de l'époque. Astruc, Truffaut, l'équipe des *Cahiers du cinéma* admiraient, défendaient le cinéma américain. Ils n'étaient pas les seuls. Toute une génération ne jurait alors que par ce qui nous arrivait de Hollywood. Neuf ans plus tôt, tous les

membres de l'industrie cinématographique française avaient manifesté, à Paris, contre les accords Blum-Byrnes, qui accordaient à la distribution des films américains un « quota » de trente-six semaines par an. Un comité de défense du cinéma français lutta avec succès contre ces accords. Cette bataille contre la mainmise — on ne disait pas encore « impérialisme » — de Hollywood n'a guère trouvé d'écho. Après des spectacles, comme l'héroïne des *Musées*, *Rencontres*, beaucoup continuent, depuis vingt-cinq ans, à chercher dans les programmes d'abord un film américain.

### L'impérialisme du savoir-faire

Hollywood n'est plus dans Hollywood où les grands studios, créateurs de mythes, de rêves et d'illusions n'existent plus ou ont été transformés. Le règne des stars est passé, avec tout son cortège de romantisme et de fantasmes, mais le culte des fantômes n'a pas disparu. L'Amérique du cinéma américain demeure vivante, et pas seulement parmi les spectateurs. Autrefois, Alexandre Astruc rêvait d'être Orson Welles. Bien des jeunes réalisateurs français des années 70 rêvent d'être Altman, Coppola, Kubrick, Pollack, Scorsese,

Spielberg... L'antiaméricanisme n'atteint pas le monde des cinéastes. Les producteurs et distributeurs français, inquiets pour la survie de notre cinéma national, ont porté leur lutte sur le terrain de la fiscalité, et demandent l'aide de l'État. Leur bête noire est la télévision, qui diffuse trop de films achetés bon marché et détourne les spectateurs des salles. Ils en font leur ennemi numéro un. Les spectateurs ne se soucient pas d'impérialisme économique, artistique ou culturel. On peut

## UNE SELECTION

### cinéma

**FLOODS D'OR**  
DE WERNER SCHROETER  
La dernière œuvre franchement expérimentale de l'auteur de *Le Mort de Maria Malibran* (1971), également repris à l'Olympie, avant le tournant plus « réaliste » du *Royaume de Naples* et de *Palermo Wollfburg*. André Ferréol et Magdalena Montezuma dans les rôles principaux de ce film en quatre parties.

**CINQ SOIRÉES**  
DE MIKITA MIKHAILOV  
Du bon vieux cinéma psychologique à aoutail, les retrouvailles d'anciens amants que la vie a pu user, mais qui ont su garder quelques illusions. La grande tradition du théâtre russe, deux acteurs parfaits, le léger décalage qui crée une émotion différente.

Certaines nouvelles, de Jacques Devila : les « dernières vacances » d'adolescents pris dans le dernier quart d'heure de l'Algérie française. Prix Jean-Vigo, 1979 : le *Roi et l'Oiseau*, de Paul Grimaud ; un projet presque mythique, à force de retard involontaire, enfin mené à bien. Texte de Jacques Prévert : le Pays de silence et de l'obscure, de Werner Herzog ; un documentaire (le monde de sourde-muets également aveugles) transcendant par la vision de Werner Herzog, la détresse transfigurée ; Geel, de Vincent Blanchet et André Van In : des fous flamands en liberté dans un village. Ni psychiatrie ni antipsychiatrie ; Black Jack, de Ken Loach : enfants et brigands

au dix-huitième siècle, par l'auteur de *Kes et Family Life* ; Mon *Be Fero*, d'Ingmar Bergman ; un autre grand cinéaste s'abandonne au regard documentaire ; Images d'un monde ethnique, d'Arthur Lamothe : des Indiens parlent aux Québécois.

### théâtre

**EN ATTENDANT GODOY**  
AUX SOUFFES-DU-NORD  
Des murailles écrasantes de la cour d'honneur, où le spectacle a été créé, aux murs magiquement délabrés des Souffes-du-Nord, le classique de Beckett, par Krjcia, avec une distribution fastueuse : Michel Bouquet, Georges Wilson, André Buron, Rufus.

*La Passion selon Pier Paolo Pasolini*, à Gémier : l'appel de la mort, la chute des hommes et Jean-Pierre Joris. Lili Calamboula, au Palais des glaces : elle se souvient de ses espoirs et de ses révoltes sur la musique d'Astor Piazzola. A cinquante ans, Elle découvre la mer, au Petit-Odeon : la tendresse d'une fille pour sa mère.

### musique

« L'OPÉRA DE POUSSIÈRE » DE LANDOWSKI  
Lille fête à Paris son millénaire par une série de manifestations de tous genres. On y verra en particulier l'Opéra de poussière, une des meilleures œuvres de Marcel Landowski, Par le Centre lyrique de Wallonie (Cercle culturel de la communauté française de Belgique, 46, rue Quin-

campois, les 9 et 10 avril, à 20 h. 45).

### PAQUES A LOURDES

Comme chaque année, la Semaine sainte à Lourdes s'accompagne d'un Festival de musique sacrée dirigé par Kurt Redel, qui présentera la Passion selon saint Jean (le 4), la Création (le 6), le Messie (le 7), deux concerts aux chœurs (les 8 et 10), le *Shabbat*, de Rosinelli, et la Messe, de Puccini (le 12), le Requiem allemand, de Brahms (le 13). Une atmosphère particulière.

### CONCERTS A ANNECY

La présence de nombreux jeunes musiciens aux cours d'interprétation qui ont lieu à Annecy pendant les vacances de Pâques s'accompagne de trois concerts donnés par les lauréats des grands concours (le 5 avril, à 19 h. 30 et 21 heures) et par les participants à cette session (Théâtre, le 13, à 17 h. 30). Des « heures musicales » ont lieu, d'autre part, tous les jours au château, en fin d'après-midi (C.M.I.A., 10, rue Jean-Jacques-Rousseau, Annecy).

### CONCERTS A LA SAINTE-CHAPELLE

Dans un Paris presque déserté par la musique, la Sainte-Chapelle (qui sera bientôt fermée pour quinze mois) reçoit chaque soir des concerts inspirés par la Semaine sainte : les Chœurs de Bach du temps de Paques (le 2), Beethoven, Bach, Stradella, Mozart, Haendel, Brahms (le 3), Telemann, Vivaldi, Loelliet, Bach, Fraecobaldi (le 4), Ingegerli, Schütz, Lasseus, Janquin (le 5), la *Missa Criola* (le 6, à 18 h. 30) et des œuvres vocales du dixième siècle à nos jours (le 7, à 18 h. 30).

### MONTERRAT CABBALLE

AU SUD  
Monterrat Cabballe semble se plaire dans le midi de la France :

elle chantera Luisa Miller, avec J. Carreras, à Nice (les 5 et 7), un récital à Cannes (le 8), Marie Stuart (les 11 et 13) et la Tosca, avec Carreras, toujours à Nice (les 18 et 20).

Orchestre philharmonique, direction E. Krivine, avec J.-P. Colard (Champs-Élysées, le 2) ; Leconte de Lins, de M.-A. Charpentier, direction W. Christie (Saintes, les 3 et 4) ; Motels, de Bach, et Sonates au Saint-Sépulchre, de Vivaldi (Saintes, le 5) ; Monsieur Beaucaire, de Messager (Nancy, les 5, 6, 10, 11, 12 et 13) ; reprise des *Muses de Figue*, mise en scène Stralier, direction Christoph von Dohnanyi, avec W. Schoene, M. Price, T. Berganza, M. King, T. Siratas (Opéra de Paris, les 7, 8, 11, 14, 16 et 19) ; Mozart et Schubert, par l'Octuor de Paris (salle Favart, le 9 avril).

### expositions

**TRÉSORS DE LA BIBLIOTHÈQUE DE L'ARSENAL**

En dévoilant ses « trésors », la Bibliothèque de l'Arsenal offre la plus riche exposition de manuscrits à peinture qu'on puisse voir depuis celles, déjà anciennes, de la Nationale.

**HARTUNG AU MUSÉE D'ART MODERNE DE LA VILLE DE PARIS**

De 1922 à 1939 : des dessins en quantité, des peintures, des gouaches, des gravures, l'œuvre de jeunesse d'un peintre devenu célèbre.

**LES AZULEJOS PORTUGAIS AU MUSÉE DES ARTS DÉCORATIFS**

Ce sont des carreaux de faïence murale qui, une fois assemblés,

offrent un motif décoratif ou une composition historique.

**La donation Masurel, au musée du Luxembourg** : des œuvres cubistes et post-cubistes, avant leur installation près de Lille. Les *Plantas* et les *Architectures*, de Malevitch, au Centre Georges-Pompidou : le suprématisme et l'architecture. D'ail, au Centre Georges-Pompidou : un monument et une rétrospective pour le dernier des surréalistes. Monet, Violette-Duc et Mucha, au Grand Palais : de quel occuper largement sa journée.

### danse

**LE BALLET DU VINGTIÈME SIÈCLE AU THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES**

Des chorégraphes de Maurice Béjart, au premier programme, et de John Neumeier, au second programme (à chacun son Mahler).

**MOSHE EFRAÏM ET LA COMPAGNIE KOL DEMAMA AU THÉÂTRE DE LA VILLE**

Ancien danseur de la Balshava Dance Company. Moshe Efrat a intégré des danseurs « ouïds » et musés à sa troupe. En alternance, Rina Schenfeld présente ses propres chorégraphies (5, 9 et 11 avril). Le Lac des cygnes, par la troupe de l'Opéra, au Palais des Congrès : si peu romantique. Jeune danse : la Compagnie de l'Orme orange, au Théâtre Oblique.

### variétés

**PRINTEMPS DE BOURGES**

La fête annuelle de la chanson. Avec Guy Bedos, Anna Prucnal, Francis Lalanne, Maxime Le Forestier, Gérard Piorron, Odéus, Jacques Villaret, Graenne Altwright, Marquis de Sade, Starshoot,

Trust, Bijou, Ange, Jean-Pierre Alarcen, Beauzelet Broussard, etc. (Du 5 au 13 avril).

**Font et Val à la Galté-Montparnasse** : sketches et chansons en liberté ; Renaud à Bobino : chroniques de révolte et de sentiments chantées avec gouaille et tendresse médiane ; Jacques Douai au Théâtre Fontaine : la mémoire collective d'un peuple.

### jazz

**ARNETT COBB AU DREHER**

Un des saxophonistes légendaires de l'orchestre Lionel Hampton. Fougues, puissant, « hurleur » dans le style qui a inspiré tous les musiciens du rock. 22 h. 30, brasserie Dréher, place du Châtelet.

**LE GROUPE LO AU THÉÂTRE DUNOIS**

Le groupe Lo, à la démarche originale, présente pendant un mois son dernier spectacle musical, voyage immobile dans les sons improvisés ou invasion musicale par leur instrument, le mégaphone. Le groupe Lo joue « Transports en commun ». Ne rions pas le coche. Théâtre 28, rue Dunois, métro : Chevaleret, 22 h. 30, du mercredi au samedi.

### RHIZOME A LA CHAPELLE DES LOMBARDS

L'événement. Jean-Louis Chautemps reconstruit le groupe Rhizome, avec des musiciens classiques (Renaud François, Jean-Claude Malgouyres, Jacques Di Donato, Marc Valfon), des claqueurs de la musique improvisée (Bernard Lubat) et des improvisés, les Chautanotes. Le goût de la surprise. Entreprise de gaieté critique. En marge de toutes les conceptions dominantes. Chapelle des Lombards, 20 h. 30, du 2 au 8 avril.







# Broadway

## est une autre planète

Cette année, à l'exception de *Coup de chapeau*, refaisé par Barillet et Grady, qui bat les records d'entrées grâce à François Périer super-vedette — les valeurs américaines ont chaviré : la fraîcheur de l'aube de Herb Gardner, le *Pige*, d'ins. Lavin. Une drôle de vie de Brian Clark, Wings de Kopit malgré Madeleine Renaud, qui reprend l'indépassable *Harold et Maude*, un classique...

Il serait cependant étonnant que, dans la saison 1980-1981 aucune pièce américaine ne tente de séduire les Français. Cela ne passe presque toujours de la même manière : quelqu'un va à New York, passe une soirée fabuleuse dans un théâtre de mille cinq cents places dont pas un stupéfait n'est inoccupé, constate que, à leur allure et à leur comportement, les spectateurs appartiennent à des catégories socio-professionnelles similaires à

celles qui composent, chez nous, le public à tarif plein. Et fait les comptes... Il existe des exemples de succès fameux : *Equus*, *Même heure l'année prochaine*, pour ne pas oublier *Harold et Maude*. On parle même d'un riche étranger, qui disputerait au ministère de la culture et de la communication le Théâtre de Paris, dans le but d'y importer des comédies musicales.

Le mythe Broadway est solide, il ne meurt pas de quelques déceptions, ni de quelques millions perdus. Il continue d'attirer dans les prunelles gavées d'images chantantes et dansantes. L'inaccessibilité Broadway, c'est la consécration suprême, un fantasme d'enfant, un rêve de Dame Tartin... Le Quel d'Orsay envoie de temps en temps la Comédie-Française ou le T.N.P., mais dans un cadre très officiel, limité, loin des circuits commer-

ciaux. Et par exemple, les New-Yorkais ne connaissent pas le Théâtre du Soleil. Il existe également des circuits dans les universités, qui n'approchent pas Broadway et dont les programmes ne sont guère représentatifs... Les Américains ne sont pas au courant du théâtre français et n'en souffrent pas.

Il faut plus qu'un grain de folie téméraire, pour monter là-bas, dans les règles, un vrai spectacle américain en anglais, avec une troupe de Paris...

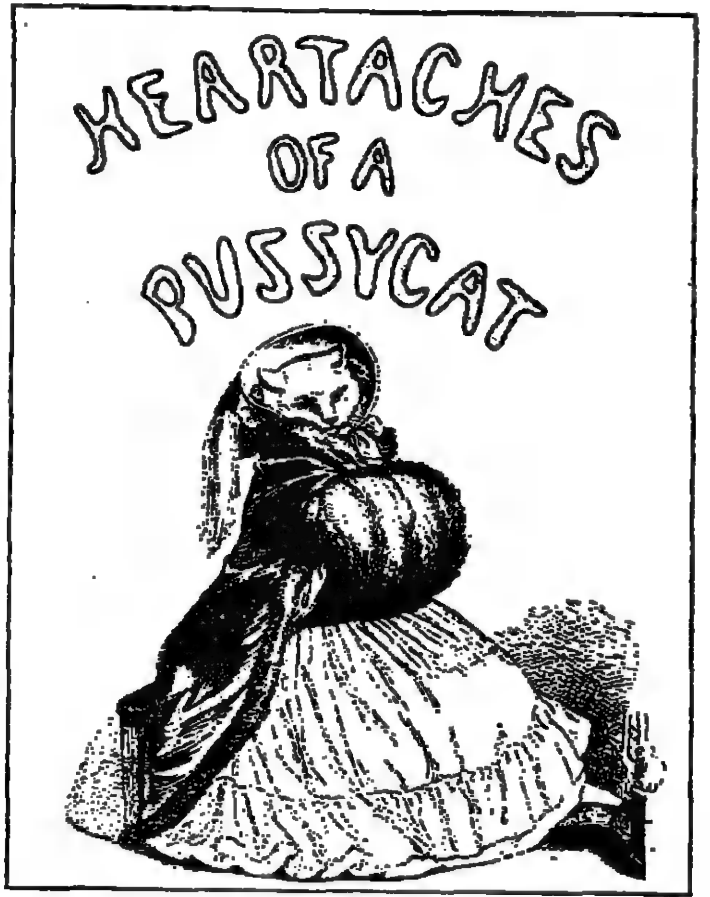
L'histoire commence en 1977. Le groupe T.S.E. rôde à Shizax et à Taormina, orne à Saint-Denis les *Peines de cœur* d'une chaise aux glaces et c'est l'engouement que l'on sait pour les masques tétriques, pour la délicatesse sophistiquée de cette histoire, qui frôle ironiquement la comédie de mœurs jouée par des animaux auxquels les hommes res-

semblent. Le Théâtre Gérard-Philipe, salle municipale, a un cahier des charges et ne peut pas exploiter la sueur jusqu'à épuisement. Les directeurs de salles privées ne se précipitent pas. Un producteur, Kim d'Estainville s'y intéresse et traite avec le Montparnasse. Le groupe T.S.E. est coproducteur. L'affaire est excellente, le spectacle se joue plus d'un an, part en tournée, émerveille les Londoniens pendant une semaine — en français. C'est le « must » et tout le monde y va, y compris des professionnels américains de passage, dont Jérôme Robbins. Ils sont emballés, affirment que c'est ce dont Broadway a besoin.

On rêve des projets : Arise — la tête du groupe T.S.E. — reproduirait sa mise en scène dans une production américaine, avec une distribution autochtone augmentée de danseurs avec des arrangements musicaux et une chorégraphie de Jérôme Robbins. La garantie n'étant pas suffisante, l'affaire ne se fait pas, elle semble abandonnée.

Kim d'Estainville décide de risquer lui-même le grand coup. Sur Broadway même. « Cette histoire, dit-il, revient excessivement cher. On est sûr de ne pas rentabiliser, puisque le nombre de places et de représentations est syndicalement limité. On peut espérer une reprise sur Broadway, mais c'est un double risque. Autant foncer directement. »

Il fonce. Il voit des avocats, des hommes d'affaires, des publicitaires. Il est ébloui par leur efficacité, leur ouverture d'esprit. Là-bas, on ne commence pas par hausser les épaules avec un rire découragé. Là-bas, le postulat est « tout est possible ». On met Kim d'Estainville au courant des habitudes, des mœurs, des pièges à éviter. On établit les budgets, on cherche une salle, on trouve l'Arise, 51<sup>e</sup> rue, entre deux « hit ». Evita et Anne, un peu grand mais libre aux dates qui conviennent. On détermine le matériel à louer, la personne à engager — là-bas, les salles n'ont pas d'équipements permanents, — les pourcen-



tages à se partager. On négocie avec les syndicats : les acteurs français ont le droit de rester quatre mois. Si le succès s'annonce, des comédiens américains s'inscrivent peu à peu dans le spectacle, on refait des masques pour eux. Si le succès se confirme, une deuxième distribution est mise en place, la routine...

Les Français, les Hollandais, les Argentins du T.S.E. prennent des leçons d'anglais et partent vers New-York avec l'impression de retourner aux sources. Le Théâtre d'Arise paraphrase avec un humour amoureux les lois et les codes de l'« entertainment ». Sa mythologie va de Joan Crawford à Barbara Strands, de Hitchcock à Balanchine.

s'agissait d'un spectacle avant-gardiste. Sur Broadway, ce n'est pas une bonne publicité. On avait même conseillé à Kim d'Estainville de ne pas trop insister sur le fait que Balzac est l'auteur de la nouvelle de base. Dans le *New York Times*, c'est la catastrophe : le critique déteste tout : les masques, les accents : l'histoire simpliste, l'ironie sophistiquée...

« On a eu brusquement l'impression de les avoir agressés, confie Arise, stupéfait. Comme si on avait voulu jouer les intellectuels européens. Comme si on avait joué Luxe aux Folies-Bergère, ou Comédie policière au Français... C'est pourtant notre spectacle le plus fidèle, le plus direct ! »

Ils ont voulu s'insérer dans le système Broadway, et pour le jeu, ils ont eu un avoir compris les règles : mais il y a celles qui sont édictées et celles qui ne le sont pas, qui relèvent de la tradition, de l'environnement, de la manière d'être, d'une culture à laquelle ils imaginent rendre hommage. Une culture dont, malgré la fascination qu'elle exerce et son influence, on assimile seulement les raffinés. Dimanche 23 mars : dernière représentation de *Heartaches of a Pussycat*.

Les dents se sont cassées sur le rêve de Dame Tartin.

COLETTE GODARD.

## un étranger à Paris

casé la langue : James, Faulkner, Ginsberg, Dylan.

« Tout cela, poursuit Robert Kramer, joue au rôle dans ce travail que je fais en ce moment. En un sens, la transposition de la vision américaine, je l'ai faite, je ne fais aucun effort pour que le film appartienne à ce pays. Je crois que cela peut être mal accepté, alors qu'aux Etats-Unis nous sommes tous des étrangers... » Ce n'est pas que Robert Kramer ne se trouve pas bien en France, au contraire, et à l'inverse, par exemple, l'idée de s'habituer à la journée de huit heures. Simplement il constate qu'il choque. C'est toujours cette question du regard d'un pays sur un autre pays. Parfois on lui reproche une « erreur » de son regard, on lui dit, concernant son film : « Mais non, un Français ne ferait pas ça ! »

Des choses l'amusent aussi : que nous ayons une cuisine bien définie qui ne tolère pas l'initiative individuelle ; ou bien l'armement : les diners.

Comment un Américain à Paris décrit-il la relation de Paris à l'Amérique ? « Je constate la dominance du rêve américain, dit Robert Kramer. Même les Cahiers du cinéma commencent à admirer le cinéma hollywoodien. Santa-Fé, New-York : personne ici ne m'en a dit du mal ; un peu comme des Séné-

galais diraient : « Paris c'est le paradis. »

Robert Kramer dit que depuis deux ou trois mois, il entrevoit les contradictions : il y a d'un côté la politique gouvernementale, la question du rapprochement avec les Etats-Unis. Il y a l'admiration, voire la fascination, même à gauche. Et puis, même temps, il entend le discours anti-impérialiste, et la certitude chez les Français qu'il existe une culture unique, nationale, des particularismes, des valeurs à maintenir, à transmettre absolument par l'école.

### Le même vie

« En fait, dit Robert Kramer, on confond souvent l'invasion du capital multinational et le processus de modernisation. Dire que ce processus, ce passage à un autre siècle, signifie l'implantation du capital, l'impérialisme, ce n'est pas une description suffisante. » Franchement, dit-il encore, la grande ville est la même de Berlin à Los Angeles. S'il y a des différences, il y en a plus et l'on juge d'un point de vue « macro » si l'on voit de la lune. Et là, derrière une culture nationale, pour moi, c'est un peu comme l'animal qui met sa tête dans le sable. Je suis beaucoup plus frappé par les ressemblances : la formulation des problèmes concrets est la même en Europe ou aux

Etats-Unis. Se vendre, ne pas se vendre, famille, pas famille, c'est le même livre, le même feuilleton de télévision. »

Vivant en France, préparant ce film (qui suit trois fils conducteurs : un récit policier, la vie quotidienne, l'histoire d'un vieil homme qui veut maîtriser sa propre mort et y faire participer sa fille), Robert Kramer a fait, comme ça, d'autres constatations. Faisant un reportage dans le port de Marseille, il a observé à quel point son équipe et lui étaient fascinés par l'image des machines.

« Quelle est l'origine de cette fascination, dit Robert Kramer ? C'est tout de même complexe, cette clarté externe par rapport à une confusion interne. Tout est ici, comme la musique, utilise la machine, joue avec le jeu. Et, par exemple, Baudouin. En Amérique, on ne choisit jamais une architecture comme celle-ci, ce grand spectacle bâti sur la machine. De même, il n'y a pas de peintre américain comme Fernand Léger. Nous n'avons pas cette célébration de la machine. Peut-être parce que des gens qui ont passé beaucoup de temps dans les usines de Detroit n'ont pas la même relation à cela que les Européens. »

CLAIRE DEVARIEUX.

(1) « Milestone », « Ice », « The edge ».

14 JUILLET BASTILLE - 14 JUILLET PARNASSE

U.G.C. BIARRITZ v.o. - MARGNAN PATHÉ v.o. - HAUTEFVILLE v.o. GAUMONT BERLITZ v.f. - REX v.f. - CLICHY PATHÉ v.f. MONT-PARNASSE 83 v.f. - CAMBONNE v.f.

• Des scènes d'une drôlerie dévastatrice. R. CHAZAL (France Soir)

• Une avalanche d'éclats de rire. C. DURANTE (Figaro Magazine)

• Ras de marée rigolard... Une incroyable tarte à la crème à la face de l'Amérique. F. FORESTIER (L'Express)

• A mi-chemin entre Kubrick de "Folamour" et "Collarashov" R. BENAYOUN (Le Point)



## SIMONE BARBES ou LA VERTU

Complément de programme : JEUX D'OMBRES de Gérard FROT-COUTAZ

DANS 40 SALLES : PARIS ET PÉRIPHÉRIE



## ERIC ROHMER SIX CONTES MORAUX

- MA NUIT CHEZ MAUD • LE GENOU DE CLAIRE
- LA COLLECTIONNEUSE • L'AMOUR L'APRÈS-MIDI
- LA CARRIÈRE DE SUZANNE • LA BOULANGÈRE DE MONCEAU

AU CINÉMA 14 JUILLET PARNASSE - 14 JUILLET BASTILLE - 14 JUILLET PARNASSE

MARGNAN PATHÉ - PARAMOUNT MONT-PARNASSE





## «Too much»

**HERVÉ GUIBERT.**



## *Les icônes du libéralisme*

JACQUES MICHEL

De 15 h. à 21 h.; dim., de 15 h. à 18 h. Jusqu'au 12 avril.

**FLEURS SUR PAPIERS PENTS.**  
(1844-1870). Bibliothèque de la



## L'avènement de la « modern dance »

différents chroniques dans le temps et dans l'espace. C'est cette qualité technique qui a conquis le grand public. En dix années, la plupart des compagnies new-yorkaises ont connu un triomphe au Théâtre de la Ville. Pas un seul lauréat de Bagnolet n'y a été programmé dans le même temps en raison, dit Gérard Violette, responsable des choix, de leur manque de professionnalisme. Meggy Marin vient d'être retenue cependant ; mais elle a été formée à bonne école à Moudra.

Il y a là un problème préoccupant — et certains spectacles que l'on a pu voir ces temps derniers, tant à Paris qu'en province, rebuteusement n'ont été que leur inconscience. Ils

punt par leur Inconsistance. Un centre pour la formation de jeunes chorégraphes a été créé à Angers. C'est une excellente initiative. Mais la mise en place s'avère difficile. La pédagogie de son directeur, Nikolaï, a été contestée par les élèves qui la trouvent trop intensive et trop scolaire. Les choses se sont arrangées depuis avec l'installation dans un lieu de travail mieux adapté — une ancienne bonetterie. Nikolaï a oublié ses premiers mécomptes et s'achante de trouver chez les stagiaires une imagination et une invention particulièrement fertiles.

moderne demeure un phénomène spécifiquement américain ? Karin Waehner, qui lutte depuis des années pour acclimater un style inspiré de Mary Wigman, le penserait : « La France ne sera jamais la patrie de la danse moderne. Cela ne correspond ni au corps ni à l'esprit français. C'est un pays trop vieux. Le plus qu'on puisse faire, c'est ralentir le processus qui tend à faire de la danse moderne une nouvelle danse classique. »

Suzan Buirge, élève de Nikolaïa, installée à Paris, est elle optimiste ?

Le continué à enseigner les principes de base ; mais il doit tenir compte de l'espace et de la culture, ne pas plaquer la technique américaine sur des esprits francs. Au Canada, par exemple, dans l'Amérique, le danseur éprouve le besoin que son art ne soit plus divertissement, mais une participation à l'aventure de l'humanité.

Dans le sillage de Carolyn Carlson, de la voix de la danseuse, de Jeanne Danneberg se sont exprimés un an, deux ans, pour aller travailler chez Cunningham. Ils tentent de trouver à leur tour des modes d'expression qui leur soient propres, mais ils ont gardé de l'originalité des étiquettes sorties du centre de Nikolais. C'est, en fait, à la prochaine génération que l'on saura si la griffe américaine a bien pris.

MARCELLE NICHEL

« Je pense, dit M<sup>r</sup>ce Cunningham, qu'un mauvais professeur est quelqu'un qui donne des habitudes : le bon professeur évite cela, et le meilleur est probablement celui qui ne se préoccupe pas du tout d'enseigner. Mais, puisque j'ai voulu avoir des danseurs qui bougent d'une autre manière, il est devenu nécessaire de leur montrer comment faire... Dans mon enseignement, je préfère le geste à la parole. A une étudiante qui demandait comment traiter un exercice particulier, j'ai

**CALAIS.** Salon des réalités nouvelles, 1946-1956. — Musée des beaux-arts, 23, rue de Richelieu (91-96-00).  
**CHALON-SUR-SAÔNE.** Gens d'images : vingt-cinq ans de prix Népce (1956-1979). — Musée Mirophore-phare, 10, rue de la République (48-01-70). Jusqu'au 27 avril.  
**CHARLES.** Bois polychromes. Musées des septentrion. — Salon Paul-Émile, 10, rue de la République (36-41-40). Jusqu'au 8 avril.  
**COMPIGNY-N.** Ferdinand Bae (1878-1940). — Vivend, 2 rue d'Austerlitz. Jusqu'au 27 avril.  
**DUNESQUE.** — La peinture d'histoire. — Le musée de la ville de la France. — Musée des beaux-arts. Jusqu'au 27 avril.  
**ÉVREUX.** Collages de papiers peints. Centre contemporain. — 90-85-84. Jusqu'au 20 avril.  
**GRENOBLE.** Musée : Intérieur. — Musée de la ville. — Musée place de la République. Jusqu'au 5 mai. — Musée place de la République. Jusqu'au 5 mai.

[illegible]

1946-1947, Musée du Louvre - Paris  
 1948-1949, Musée du Louvre - Paris  
 1950-1951, Musée du Louvre - Paris  
 1952-1953, Musée du Louvre - Paris  
 1954-1955, Musée du Louvre - Paris  
 1956-1957, Musée du Louvre - Paris  
 1958-1959, Musée du Louvre - Paris  
 1960-1961, Musée du Louvre - Paris  
 1962-1963, Musée du Louvre - Paris  
 1964-1965, Musée du Louvre - Paris  
 1966-1967, Musée du Louvre - Paris  
 1968-1969, Musée du Louvre - Paris  
 1970-1971, Musée du Louvre - Paris  
 1972-1973, Musée du Louvre - Paris  
 1974-1975, Musée du Louvre - Paris  
 1976-1977, Musée du Louvre - Paris  
 1978-1979, Musée du Louvre - Paris  
 1980-1981, Musée du Louvre - Paris  
 1982-1983, Musée du Louvre - Paris  
 1984-1985, Musée du Louvre - Paris  
 1986-1987, Musée du Louvre - Paris  
 1988-1989, Musée du Louvre - Paris  
 1990-1991, Musée du Louvre - Paris  
 1992-1993, Musée du Louvre - Paris  
 1994-1995, Musée du Louvre - Paris  
 1996-1997, Musée du Louvre - Paris  
 1998-1999, Musée du Louvre - Paris  
 2000-2001, Musée du Louvre - Paris  
 2002-2003, Musée du Louvre - Paris  
 2004-2005, Musée du Louvre - Paris  
 2006-2007, Musée du Louvre - Paris  
 2008-2009, Musée du Louvre - Paris  
 2010-2011, Musée du Louvre - Paris  
 2012-2013, Musée du Louvre - Paris  
 2014-2015, Musée du Louvre - Paris  
 2016-2017, Musée du Louvre - Paris  
 2018-2019, Musée du Louvre - Paris  
 2020-2021, Musée du Louvre - Paris  
 2022-2023, Musée du Louvre - Paris  
 2024-2025, Musée du Louvre - Paris















# RADIO-TÉLÉVISION

# SPORTS

## TENNIS

EN MARGE DES TOURNIS DE LA RIVIERA

## Yannick Noah et sa prospective

De notre envoyé spécial

Nice. — Profitant des loisirs forcés de Yannick Noah, consacré à une angine qui l'a contraint de déclarer forfait au tournoi de Monte-Carlo, j'ai rencontré le joueur numéro un français dans sa retraite de prédilection : sur cette colline des hauteurs de Nice qui abrite le tennis-club quasi centenaire et le parc impérial, où il a passé cinq ans de son adolescence, et la résidence voisine, nouvellement installée dont sa mère et ses deux jeunes sœurs, Isabelle et Nathalie, entretiennent le foyer. Pas d'intrus dans ce salon du Club House, pas d'indiscrétions, seulement la terrasse pour solliciter un autographe ou tenir la jambe du jeune champion noir — nous seuls.

« Je n'ai pratiquement pas joué depuis la Coupe Davis à Montpellier — je suis « bandette » (immobilisé) depuis plus d'un mois. Je manque de compétition et je commence à me faire roussir ici et là... mais je suis tout de même le champion de France, le « seul international » classé dans les trente premiers professionnels du monde, et le premier aussi à avoir contribué à développer la coupe d'abandon sur les petits courts... »

Yannick Noah est vêtu d'un jean et d'un simple blouson de cuir. Il rit avec ses dents du bonheur, largement, franchement, sans l'ombre d'une amertume. Il n'aura que vingt printemps le 16 mai prochain, il a donc la voie royale du succès devant lui.

« Ce qui va être le plus difficile, c'est de reprendre l'entraînement. A Nice, où j'ai suivi les classes du lycée d'études jusqu'à seize ans, c'est encore facile, je suis chez moi. En revanche, à Paris, où l'habitude de présent, ce n'est pas pareil. L'équipe de France bénéficie des installations de Roland-Garros, la mise en condition athlétique s'aggrave de la proximité du bois de Boulogne, et dès que la saison à l'air libre va commencer, nous pourrions croquer la raquette entre nous durant les trois ou quatre heures absolues essentielles à notre bonne forme technique. Mais l'hiver où nous étions autorisés à jouer sur les courts couverts des clubs parisiens, une heure par-ci par-là a été terrible. C'est sous dire qu'on expose le 1<sup>er</sup> avril, au cours d'une conférence de presse, les grandes lignes d'un projet visant à une meilleure harmonisation entre l'athlétisme fédéral et le milieu scolaire. Il s'agit, en fait, d'organiser autour des sections athlétiques-études qui existent déjà à partir de la classe de seconde, mais dont pas limitées sur le plan de l'efficacité, sont désormais connues, un ensemble cohérent. Il s'agit tout d'abord de mettre en place de nouvelles sections athlétiques-études, départementales celles-là, qui accueilleraient des élèves de quatrième et de cinquième.

OLIVIER MERLIN.

## LE DIRECTEUR TECHNIQUE NATIONAL

## PROPOSE UN RENFORCEMENT DES SECTIONS ATHLÉTISME-ÉTUDES

M. Jean Pocobut, directeur technique national de la Fédération française d'athlétisme, a exposé le 1<sup>er</sup> avril, au cours d'une conférence de presse, les grandes lignes d'un projet visant à une meilleure harmonisation entre l'athlétisme fédéral et le milieu scolaire. Il s'agit, en fait, d'organiser autour des sections athlétiques-études qui existent déjà à partir de la classe de seconde, mais dont pas limitées sur le plan de l'efficacité, sont désormais connues, un ensemble cohérent. Il s'agit tout d'abord de mettre en place de nouvelles sections athlétiques-études, départementales celles-là, qui accueilleraient des élèves de quatrième et de cinquième.

Dans le même temps, des groupes nationaux par spécialité (trois à quatre groupes de huit athlètes chacun) seraient constitués épisodiquement pour la préparation aux championnats d'Europe juniors.

En aval des sections athlétiques-études interdépartementales, des efforts vont être entrepris afin que les étudiants en éducation physique bénéficient d'horaires aménagés dans les Centres d'éducation physique et sportive (CREPS) et les unités d'enseignement et de recherches en éducation physique et sportive (UEREPS). Pour les autres étudiants, la Fédération française d'athlétisme entend s'appuyer sur les clubs universitaires, à partir d'une expérience déjà en cours avec le Bordeaux Université club, afin de régler leurs cas individuellement.

ATHLÉTISME. — Le Belge Ronald Desruelles a subi un contrôle antidopage positif au cours des championnats d'Europe en salle, les 1<sup>er</sup> et 3 mars à Sindelfingen (R.F.A.) où il avait remporté le titre du saut en longueur avec un bond de 8,58 m. Ronald Desruelles, qui est possible d'une suspension de dix-huit mois, a utilisé un anabolisant multi-ingrédients, le méthano stéroïde sur les conseils d'un médecin de son entourage. Il semble en effet que Ronald Desruelles, qui a spontanément indiqué le nom du produit lors du contrôle, croit à l'efficacité de simples vitamines. La Fédération belge d'athlétisme, qui a révoqué l'affaire, envisagerait d'engager des poursuites contre ce médecin.

## IMPRIMERIE

## Chez Chaix, toujours occupé

## LES SYNDICATS ENGAGENT DES POURSUITES CONTRE TROIS MILITANTS

Les syndicats de l'imprimerie Chaix, à Saint-Ouen — entreprise fermée et occupée depuis cinquante-deux mois — ont engagé des poursuites contre trois militants. Cette action vise à faire évacuer l'entreprise, l'occupation constituant une atteinte au droit de propriété.

La Fédération française des travailleurs du Livre C.G.T., dans un communiqué, a « réitéré avec indignation » contre ces poursuites et rappelle que « les travailleurs de Chaix mènent une lutte courageuse pour retrouver un emploi dans leur entreprise, le maintien et le développement du potentiel graphique français ».

Avec leur organisation syndicale, ils ont réuni les éléments de la relation de Chaix et trouvé des industriels. A cela le ministère de l'Industrie, qui est en possession d'un plan de redémarrage, répond par la répression plutôt que par la négociation.

La Fédération du Livre C.G.T. déclare fermement que les travailleurs du Livre sont résolus à opposer à toute manœuvre d'occupation des forces de police.

## Le mécontentement des ouvriers grandit dans l'ex-groupe Del Duca

Depuis le 8 février, le personnel des imprimeries Del Duca, à Maisons-Alfort et à Biot — sous l'impulsion du Syndicat du Livre (F.F.T.L.-C.G.T.) — observe des arrêts de travail partiels et mène des actions destinées à faire aboutir ses revendications. Le mardi 1<sup>er</sup> avril, une caravane de voitures a stationné, boulevard des Italiens, et des serpents de papier — résidus de fabrication des magazines du groupe — ont été répandus devant le siège des Éditions mondiales.

Le Syndicat du Livre affirme que « plus de quarante postes de travail ont été supprimés » et que, d'autre part, « les salariés ont subi la perte de la valeur d'un mois de salaire » en 1979. Un tract précise : « Ces imprimeries, ce sont mille deux cents salariés qui confectionnent l'équipement, Modes de Paris, Modes et Travaux. Nous Deux, Intimité, Clair Foyer, et qui contribuent à la réalisation par le groupe de milliards d'anciens francs de profits annuels en hausse constante (9 500 000 000 en 1978). »

En ce qui concerne le « programme d'investissements pour moderniser les deux établissements », la direction du groupe conditionne sa réalisation à l'ac-

ception par le personnel de sacrifices inacceptables dans les domaines de la sécurité, du statut, de la modernisation des imprimeries — sur celle de Maisons-Alfort — avait été largement évoqué en octobre 1979 (le Monde du 10 octobre), avant le rachat des Éditions mondiales par une filiale de la B.N.P. et de quatre compagnies d'assurances (le Monde du 8 novembre).

A la direction des imprimeries Del Duca, dont les Éditions mondiales sont le principal actionnaire, on fait observer qu'un programme d'investissements de 30 millions de francs a été décidé dès octobre 1978 avec l'engagement formel qu'il n'y aurait pas de licenciement. Cependant, un plan de prétrahite à cinquante-neuf ans — avec une garantie de salaire à 60 % — était simulé, démentir. Ces propositions ont été, à maintes reprises, corrigées par écrit.

En ce qui concerne la baisse de salaire qui, selon le syndicat, serait intervenue en 1979, la direction fait observer que les salaires pratiqués à Maisons-Alfort sont 30 % plus élevés que ceux du barème de la convention de l'imprimerie parisienne.

Mercredi 2 avril

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

12 h 55 C'est arrivé un jour. L'homme-grenouille.  
13 h 10 Une minute pour les femmes. Incendie ? Pas de panique.  
13 h 20 Émissions régionales.  
13 h 45 Les inconnus de 13 h 45.  
13 h 55 Tirage du Loto.  
20 h Journal.  
20 h 25 Dramatique : « Le Séquestré ». Réalisation : G. Joré, avec J.A. Cassanova, P. Duquoy, P.-A. Wolff et bien...

## DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.  
19 h 20 Émissions régionales.  
22 h 45 Top club.  
20 h Journal.  
20 h 30 Mi-touche, mi-raison : Où va la Nite ? La fête, en direct de la Fête de Trévis, une nuit de la contrepèze : les « Révis » des stars de vacances.  
22 h 45 Magazine médical.  
Le diabète, vivre avec (n° 3).  
23 h 30 Journal.

## TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.  
De trois en trois : Pierrot et l'atelier de réparation.  
18 h 55 Tribune libre.  
Les femmes et la contraception, avec Annie Muellet, députée de Paris, et la docteur L. Courroux.  
19 h 10 Journal.  
19 h 20 Émissions régionales.  
19 h 55 Dessin animé.  
L'œuvre pédagogique.  
20 h Les jeux.  
20 h 30 Cinéma 16 : « Louis et Régine ». Scénario et réalisation : P. Lall. Avec P. Ouchaud, D. Noll, etc.  
22 h Journal.

Jeudi 3 avril

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

12 h 15 Réponse à tout.  
12 h 30 Midi-jeunesse.  
13 h Journal.  
13 h 30 Émissions régionales.  
13 h 50 Obélix santé.  
L'enfant saisi.  
14 h 10 Le Viking.  
14 h 25 Cinq vacances.  
Joe et les tourterelles : 14 h 34, Étonnages ; 14 h 40, Étonnages ; 14 h 50, Comment la souris reçoit la pierre sur la tête et découvre le monde ; 15 h 15, Étonnages ; 15 h 25, Étonnages ; 15 h 35, Étonnages ; 15 h 45, Étonnages ; 15 h 55, Étonnages ; 16 h 15, Étonnages ; 16 h 25, Étonnages ; 16 h 35, Étonnages ; 16 h 45, Étonnages ; 16 h 55, Étonnages ; 17 h 15, Étonnages ; 17 h 25, Étonnages ; 17 h 35, Étonnages ; 17 h 45, Étonnages ; 17 h 55, Étonnages ; 18 h 15, Étonnages ; 18 h 25, Étonnages ; 18 h 35, Étonnages ; 18 h 45, Étonnages ; 18 h 55, Étonnages ; 19 h 15, Étonnages ; 19 h 25, Étonnages ; 19 h 35, Étonnages ; 19 h 45, Étonnages ; 19 h 55, Étonnages ; 20 h 15, Étonnages ; 20 h 25, Étonnages ; 20 h 35, Étonnages ; 20 h 45, Étonnages ; 20 h 55, Étonnages ; 21 h 15, Étonnages ; 21 h 25, Étonnages ; 21 h 35, Étonnages ; 21 h 45, Étonnages ; 21 h 55, Étonnages ; 22 h 15, Étonnages ; 22 h 25, Étonnages ; 22 h 35, Étonnages ; 22 h 45, Étonnages ; 22 h 55, Étonnages ; 23 h 15, Étonnages ; 23 h 25, Étonnages ; 23 h 35, Étonnages ; 23 h 45, Étonnages ; 23 h 55, Étonnages ; 24 h 15, Étonnages ; 24 h 25, Étonnages ; 24 h 35, Étonnages ; 24 h 45, Étonnages ; 24 h 55, Étonnages ; 25 h 15, Étonnages ; 25 h 25, Étonnages ; 25 h 35, Étonnages ; 25 h 45, Étonnages ; 25 h 55, Étonnages ; 26 h 15, Étonnages ; 26 h 25, Étonnages ; 26 h 35, Étonnages ; 26 h 45, Étonnages ; 26 h 55, Étonnages ; 27 h 15, Étonnages ; 27 h 25, Étonnages ; 27 h 35, Étonnages ; 27 h 45, Étonnages ; 27 h 55, Étonnages ; 28 h 15, Étonnages ; 28 h 25, Étonnages ; 28 h 35, Étonnages ; 28 h 45, Étonnages ; 28 h 55, Étonnages ; 29 h 15, Étonnages ; 29 h 25, Étonnages ; 29 h 35, Étonnages ; 29 h 45, Étonnages ; 29 h 55, Étonnages ; 30 h 15, Étonnages ; 30 h 25, Étonnages ; 30 h 35, Étonnages ; 30 h 45, Étonnages ; 30 h 55, Étonnages ; 31 h 15, Étonnages ; 31 h 25, Étonnages ; 31 h 35, Étonnages ; 31 h 45, Étonnages ; 31 h 55, Étonnages ; 32 h 15, Étonnages ; 32 h 25, Étonnages ; 32 h 35, Étonnages ; 32 h 45, Étonnages ; 32 h 55, Étonnages ; 33 h 15, Étonnages ; 33 h 25, Étonnages ; 33 h 35, Étonnages ; 33 h 45, Étonnages ; 33 h 55, Étonnages ; 34 h 15, Étonnages ; 34 h 25, Étonnages ; 34 h 35, Étonnages ; 34 h 45, Étonnages ; 34 h 55, Étonnages ; 35 h 15, Étonnages ; 35 h 25, Étonnages ; 35 h 35, Étonnages ; 35 h 45, Étonnages ; 35 h 55, Étonnages ; 36 h 15, Étonnages ; 36 h 25, Étonnages ; 36 h 35, Étonnages ; 36 h 45, Étonnages ; 36 h 55, Étonnages ; 37 h 15, Étonnages ; 37 h 25, Étonnages ; 37 h 35, Étonnages ; 37 h 45, Étonnages ; 37 h 55, Étonnages ; 38 h 15, Étonnages ; 38 h 25, Étonnages ; 38 h 35, Étonnages ; 38 h 45, Étonnages ; 38 h 55, Étonnages ; 39 h 15, Étonnages ; 39 h 25, Étonnages ; 39 h 35, Étonnages ; 39 h 45, Étonnages ; 39 h 55, Étonnages ; 40 h 15, Étonnages ; 40 h 25, Étonnages ; 40 h 35, Étonnages ; 40 h 45, Étonnages ; 40 h 55, Étonnages ; 41 h 15, Étonnages ; 41 h 25, Étonnages ; 41 h 35, Étonnages ; 41 h 45, Étonnages ; 41 h 55, Étonnages ; 42 h 15, Étonnages ; 42 h 25, Étonnages ; 42 h 35, Étonnages ; 42 h 45, Étonnages ; 42 h 55, Étonnages ; 43 h 15, Étonnages ; 43 h 25, Étonnages ; 43 h 35, Étonnages ; 43 h 45, Étonnages ; 43 h 55, Étonnages ; 44 h 15, Étonnages ; 44 h 25, Étonnages ; 44 h 35, Étonnages ; 44 h 45, Étonnages ; 44 h 55, Étonnages ; 45 h 15, Étonnages ; 45 h 25, Étonnages ; 45 h 35, Étonnages ; 45 h 45, Étonnages ; 45 h 55, Étonnages ; 46 h 15, Étonnages ; 46 h 25, Étonnages ; 46 h 35, Étonnages ; 46 h 45, Étonnages ; 46 h 55, Étonnages ; 47 h 15, Étonnages ; 47 h 25, Étonnages ; 47 h 35, Étonnages ; 47 h 45, Étonnages ; 47 h 55, Étonnages ; 48 h 15, Étonnages ; 48 h 25, Étonnages ; 48 h 35, Étonnages ; 48 h 45, Étonnages ; 48 h 55, Étonnages ; 49 h 15, Étonnages ; 49 h 25, Étonnages ; 49 h 35, Étonnages ; 49 h 45, Étonnages ; 49 h 55, Étonnages ; 50 h 15, Étonnages ; 50 h 25, Étonnages ; 50 h 35, Étonnages ; 50 h 45, Étonnages ; 50 h 55, Étonnages ; 51 h 15, Étonnages ; 51 h 25, Étonnages ; 51 h 35, Étonnages ; 51 h 45, Étonnages ; 51 h 55, Étonnages ; 52 h 15, Étonnages ; 52 h 25, Étonnages ; 52 h 35, Étonnages ; 52 h 45, Étonnages ; 52 h 55, Étonnages ; 53 h 15, Étonnages ; 53 h 25, Étonnages ; 53 h 35, Étonnages ; 53 h 45, Étonnages ; 53 h 55, Étonnages ; 54 h 15, Étonnages ; 54 h 25, Étonnages ; 54 h 35, Étonnages ; 54 h 45, Étonnages ; 54 h 55, Étonnages ; 55 h 15, Étonnages ; 55 h 25, Étonnages ; 55 h 35, Étonnages ; 55 h 45, Étonnages ; 55 h 55, Étonnages ; 56 h 15, Étonnages ; 56 h 25, Étonnages ; 56 h 35, Étonnages ; 56 h 45, Étonnages ; 56 h 55, Étonnages ; 57 h 15, Étonnages ; 57 h 25, Étonnages ; 57 h 35, Étonnages ; 57 h 45, Étonnages ; 57 h 55, Étonnages ; 58 h 15, Étonnages ; 58 h 25, Étonnages ; 58 h 35, Étonnages ; 58 h 45, Étonnages ; 58 h 55, Étonnages ; 59 h 15, Étonnages ; 59 h 25, Étonnages ; 59 h 35, Étonnages ; 59 h 45, Étonnages ; 59 h 55, Étonnages ; 60 h 15, Étonnages ; 60 h 25, Étonnages ; 60 h 35, Étonnages ; 60 h 45, Étonnages ; 60 h 55, Étonnages ; 61 h 15, Étonnages ; 61 h 25, Étonnages ; 61 h 35, Étonnages ; 61 h 45, Étonnages ; 61 h 55, Étonnages ; 62 h 15, Étonnages ; 62 h 25, Étonnages ; 62 h 35, Étonnages ; 62 h 45, Étonnages ; 62 h 55, Étonnages ; 63 h 15, Étonnages ; 63 h 25, Étonnages ; 63 h 35, Étonnages ; 63 h 45, Étonnages ; 63 h 55, Étonnages ; 64 h 15, Étonnages ; 64 h 25, Étonnages ; 64 h 35, Étonnages ; 64 h 45, Étonnages ; 64 h 55, Étonnages ; 65 h 15, Étonnages ; 65 h 25, Étonnages ; 65 h 35, Étonnages ; 65 h 45, Étonnages ; 65 h 55, Étonnages ; 66 h 15, Étonnages ; 66 h 25, Étonnages ; 66 h 35, Étonnages ; 66 h 45, Étonnages ; 66 h 55, Étonnages ; 67 h 15, Étonnages ; 67 h 25, Étonnages ; 67 h 35, Étonnages ; 67 h 45, Étonnages ; 67 h 55, Étonnages ; 68 h 15, Étonnages ; 68 h 25, Étonnages ; 68 h 35, Étonnages ; 68 h 45, Étonnages ; 68 h 55, Étonnages ; 69 h 15, Étonnages ; 69 h 25, Étonnages ; 69 h 35, Étonnages ; 69 h 45, Étonnages ; 69 h 55, Étonnages ; 70 h 15, Étonnages ; 70 h 25, Étonnages ; 70 h 35, Étonnages ; 70 h 45, Étonnages ; 70 h 55, Étonnages ; 71 h 15, Étonnages ; 71 h 25, Étonnages ; 71 h 35, Étonnages ; 71 h 45, Étonnages ; 71 h 55, Étonnages ; 72 h 15, Étonnages ; 72 h 25, Étonnages ; 72 h 35, Étonnages ; 72 h 45, Étonnages ; 72 h 55, Étonnages ; 73 h 15, Étonnages ; 73 h 25, Étonnages ; 73 h 35, Étonnages ; 73 h 45, Étonnages ; 73 h 55, Étonnages ; 74 h 15, Étonnages ; 74 h 25, Étonnages ; 74 h 35, Étonnages ; 74 h 45, Étonnages ; 74 h 55, Étonnages ; 75 h 15, Étonnages ; 75 h 25, Étonnages ; 75 h 35, Étonnages ; 75 h 45, Étonnages ; 75 h 55, Étonnages ; 76 h 15, Étonnages ; 76 h 25, Étonnages ; 76 h 35, Étonnages ; 76 h 45, Étonnages ; 76 h 55, Étonnages ; 77 h 15, Étonnages ; 77 h 25, Étonnages ; 77 h 35, Étonnages ; 77 h 45, Étonnages ; 77 h 55, Étonnages ; 78 h 15, Étonnages ; 78 h 25, Étonnages ; 78 h 35, Étonnages ; 78 h 45, Étonnages ; 78 h 55, Étonnages ; 79 h 15, Étonnages ; 79 h 25, Étonnages ; 79 h 35, Étonnages ; 79 h 45, Étonnages ; 79 h 55, Étonnages ; 80 h 15, Étonnages ; 80 h 25, Étonnages ; 80 h 35, Étonnages ; 80 h 45, Étonnages ; 80 h 55, Étonnages ; 81 h 15, Étonnages ; 81 h 25, Étonnages ; 81 h 35, Étonnages ; 81 h 45, Étonnages ; 81 h 55, Étonnages ; 82 h 15, Étonnages ; 82 h 25, Étonnages ; 82 h 35, Étonnages ; 82 h 45, Étonnages ; 82 h 55, Étonnages ; 83 h 15, Étonnages ; 83 h 25, Étonnages ; 83 h 35, Étonnages ; 83 h 45, Étonnages ; 83 h 55, Étonnages ; 84 h 15, Étonnages ; 84 h 25, Étonnages ; 84 h 35, Étonnages ; 84 h 45, Étonnages ; 84 h 55, Étonnages ; 85 h 15, Étonnages ; 85 h 25, Étonnages ; 85 h 35, Étonnages ; 85 h 45, Étonnages ; 85 h 55, Étonnages ; 86 h 15, Étonnages ; 86 h 25, Étonnages ; 86 h 35, Étonnages ; 86 h 45, Étonnages ; 86 h 55, Étonnages ; 87 h 15, Étonnages ; 87 h 25, Étonnages ; 87 h 35, Étonnages ; 87 h 45, Étonnages ; 87 h 55, Étonnages ; 88 h 15, Étonnages ; 88 h 25, Étonnages ; 88 h 35, Étonnages ; 88 h 45, Étonnages ; 88 h 55, Étonnages ; 89 h 15, Étonnages ; 89 h 25, Étonnages ; 89 h 35, Étonnages ; 89 h 45, Étonnages ; 89 h 55, Étonnages ; 90 h 15, Étonnages ; 90 h 25, Étonnages ; 90 h 35, Étonnages ; 90 h 45, Étonnages ; 90 h 55, Étonnages ; 91 h 15, Étonnages ; 91 h 25, Étonnages ; 91 h 35, Étonnages ; 91 h 45, Étonnages ; 91 h 55, Étonnages ; 92 h 15, Étonnages ; 92 h 25, Étonnages ; 92 h 35, Étonnages ; 92 h 45, Étonnages ; 92 h 55, Étonnages ; 93 h 15, Étonnages ; 93 h 25, Étonnages ; 93 h 35, Étonnages ; 93 h 45, Étonnages ; 93 h 55, Étonnages ; 94 h 15, Étonnages ; 94 h 25, Étonnages ; 94 h 35, Étonnages ; 94 h 45, Étonnages ; 94 h 55, Étonnages ; 95 h 15, Étonnages ; 95 h 25, Étonnages ; 95 h 35, Étonnages ; 95 h 45, Étonnages ; 95 h 55, Étonnages ; 96 h 15, Étonnages ; 96 h 25, Étonnages ; 96 h 35, Étonnages ; 96 h 45, Étonnages ; 96 h 55, Étonnages ; 97 h 15, Étonnages ; 97 h 25, Étonnages ; 97 h 35, Étonnages ; 97 h 45, Étonnages ; 97 h 55, Étonnages ; 98 h 15, Étonnages ; 98 h 25, Étonnages ; 98 h 35, Étonnages ; 98 h 45, Étonnages ; 98 h 55, Étonnages ; 99 h 15, Étonnages ; 99 h 25, Étonnages ; 99 h 35, Étonnages ; 99 h 45, Étonnages ; 99 h 55, Étonnages ; 100 h 15, Étonnages ; 100 h 25, Étonnages ; 100 h 35, Étonnages ; 100 h 45, Étonnages ; 100 h 55, Étonnages ; 101 h 15, Étonnages ; 101 h 25, Étonnages ; 101 h 35, Étonnages ; 101 h 45, Étonnages ; 101 h 55, Étonnages ; 102 h 15, Étonnages ; 102 h 25, Étonnages ; 102 h 35, Étonnages ; 102 h 45, Étonnages ; 102 h 55, Étonnages ; 103 h 15, Étonnages ; 103 h 25, Étonnages ; 103 h 35, Étonnages ; 103 h 45, Étonnages ; 103 h 55, Étonnages ; 104 h 15, Étonnages ; 104 h 25, Étonnages ; 104 h 35, Étonnages ; 104 h 45, Étonnages ; 104 h 55, Étonnages ; 105 h 15, Étonnages ; 105 h 25, Étonnages ; 105 h 35, Étonnages ; 105 h 45, Étonnages ; 105 h 55, Étonnages ; 106 h 15, Étonnages ; 106 h 25, Étonnages ; 106 h 35, Étonnages ; 106 h 45, Étonnages ; 106 h 55, Étonnages ; 107 h 15, Étonnages ; 107 h 25, Étonnages ; 107 h 35, Étonnages ; 107 h 45, Étonnages ; 107 h 55, Étonnages ; 108 h 15, Étonnages ; 108 h 25, Étonnages ; 108 h 35, Étonnages ; 108 h 45, Étonnages ; 108 h 55, Étonnages ; 109 h 15, Étonnages ; 109 h 25, Étonnages ; 109 h 35, Étonnages ; 109 h 45, Étonnages ; 109 h 55, Étonnages ; 110 h 15, Étonnages ; 110 h 25, Étonnages ; 110 h 35, Étonnages ; 110 h 45, Étonnages ; 110 h 55, Étonnages ; 111 h 15, Étonnages ; 111 h 25, Étonnages ; 111 h 35, Étonnages ; 111 h 45, Étonnages ; 111 h 55, Étonnages ; 112 h 15, Étonnages ; 112 h 25, Étonnages ; 112 h 35, Étonnages ; 112 h 45, Étonnages ; 112 h 55, Étonnages ; 113 h 15, Étonnages ; 113 h 25, Étonnages ; 113 h 35, Étonnages ; 113 h 45, Étonnages ; 113 h 55, Étonnages ; 114 h 15, Étonnages ; 114 h 25, Étonnages ; 114 h 35, Étonnages ; 114 h 45, Étonnages ; 114 h 55, Étonnages ; 115 h 15, Étonnages ; 115 h 25, Étonnages ; 115 h 35, Étonnages ; 115 h 45, Étonnages ; 115 h 55, Étonnages ; 116 h 15, Étonnages ; 116 h 25, Étonnages ; 116 h 35, Étonnages ; 116 h 45, Étonnages ; 116 h 55, Étonnages ; 117 h 15, Étonnages ; 117 h 25, Étonnages ; 117 h 35, Étonnages ; 117 h 45, Étonnages ; 117 h 55, Étonnages ; 118 h 15, Étonnages ; 118 h 25, Étonnages ; 118 h 35, Étonnages ; 118 h 45, Étonnages ; 118 h 55, Étonnages ; 119 h 15, Étonnages ; 119 h 25, Étonnages ; 119 h 35, Étonnages ; 119 h 45, Étonnages ; 119 h 55, Étonnages ; 120 h 15, Étonnages ; 120 h 25, Étonnages ; 120 h 35, Étonnages ; 120 h 45, Étonnages ; 120 h 55, Étonnages ; 121 h 15, Étonnages ; 121 h 25, Étonnages ; 121 h 35, Étonnages ; 121 h 45, Étonnages ; 121 h 55, Étonnages ; 122 h 15, Étonnages ; 122 h 25, Étonnages ; 122 h 35, Étonnages ; 122 h 45, Étonnages ; 122 h 55, Étonnages ; 123 h 15, Étonnages ; 123 h 25, Étonnages ; 123 h 35, Étonnages ; 123 h 45, Étonnages ; 123 h 55, Étonnages ; 124 h 15, Étonnages ; 124 h 25, Étonnages ; 124 h 35, Étonnages ; 124 h 45, Étonnages ; 124 h 55, Étonnages ; 125 h 15, Étonnages ; 125 h 25, Étonnages ; 125 h 35, Étonnages ; 125 h 45, Étonnages ; 125 h 55, Étonnages ; 126 h 15, Étonnages ; 126 h 25, Étonnages ; 126 h 35, Étonnages ; 126 h 45, Étonnages ; 126 h 55, Étonnages ; 127 h 15, Étonnages ; 127 h 25, Étonnages ; 127 h 35, Étonnages ; 127 h 45, Étonnages ; 127 h 55, Étonnages ; 128 h 15, Étonnages ; 128 h 25, Étonnages ; 128 h 35, Étonnages ; 128 h 45, Étonnages ; 128 h 55, Étonnages ; 129 h 15, Étonnages ; 129 h 25, Étonnages ; 129 h 35, Étonnages ; 129 h 45, Étonnages ; 129 h 55, Étonnages ; 130 h 15, Étonnages ; 130 h 25, Étonnages ; 130 h 35, Étonnages ; 130 h 45, Étonnages ; 130 h 55, Étonnages ; 131 h 15, Étonnages ; 131 h 25, Étonnages ; 131 h 35, Étonnages ; 131 h 45, Étonnages ; 131 h 55, Étonnages ; 132 h 15, Étonnages ; 132 h 25, Étonnages ; 132 h 35, Étonnages ; 132 h 45, Étonnages ; 132 h 55, Étonnages ; 133 h 15, Étonnages ; 133 h 25, Étonnages ; 133 h 35, Étonnages ; 133 h 45, Étonnages ; 133 h 55, Étonnages ; 134 h 15, Étonnages ; 134 h 25, Étonnages ; 134 h 35, Étonnages ; 134 h 45, Étonnages ; 134 h 55, Étonnages ; 135 h 15, Étonnages ; 135 h 25, Étonnages ; 135 h 35, Étonnages ; 135 h 45, Étonnages ; 135 h 55, Étonnages ; 136 h 15, Étonnages ; 136 h 25, Étonnages ; 136 h 35, Étonnages ; 136 h 45, Étonnages ; 136 h 55, Étonnages ; 137 h 15, Étonnages ; 137 h 25, Étonnages ; 137 h 35, Étonnages ; 137 h 45, Étonnages ; 137 h 55, Étonnages ; 138 h 15, Étonnages ; 138 h 25, Étonnages ; 138 h 35, Étonnages ; 138 h 45, Étonnages ; 138 h 55, Étonnages ; 139 h 15, Étonnages ; 139 h 25, Étonnages ; 1















# ANNONCES CLASSEES

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne 1.5
DEMANDES D'EMPLOI	57,00	57,00
IMMOBILIER	14,00	14,00
AUTOMOBILES	59,00	45,86
AGENDA	59,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	122,48

ANNONCES ENCADREES	La ligne	La ligne 1.5
OFFRES D'EMPLOI	33,00	33,00
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	8,00
IMMOBILIER	25,00	25,00
AUTOMOBILES	25,00	25,00
AGENDA	25,00	25,00

REPRODUCTION INTERDITE

## secrétaires

### Secrétaire de direction

Offrons poste  
 • Expérience poste similaire exigée  
 • Connaissance anglaise sera un avantage  
 • Lieu de travail : Zone Industrielle du Coudray (La Blanche-Mesnil)  
 Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photo à  
 Sté d'Electricité MORS 2 et 4, rue Isaac Newton  
 95155 LE BLANC-MESNIL - à l'attention du  
 Service de Personnel.

### SECRÉTAIRE

Un des premiers cabinets d'Architecture Français  
 travaille sur un vaste chantier  
 recherche, URGENT  
 SECRÉTAIRE  
 parfaitement bilingue anglaise.  
 25 ans minimum.  
 Grande disponibilité, ayant, si possible, travaillé  
 dans le bâtiment.  
 3 à 5 ans d'expérience.  
 Rémunération ouverte.  
 Téléphoner au 300-90-04 pour rendez-vous.

## formation professionnelle

### IFAGE

### Formation de Formateurs

Fondé en 1969, l'IFAGE fait partie du Centre  
 Français de Management de la Chambre de Commerce  
 et d'Industrie de Paris.

Le programme de formation de formateurs est  
 ouvert aux diplômés du 2<sup>e</sup> cycle de l'enseignement  
 supérieur, ayant au moins trois ans d'expérience  
 professionnelle.

Il prépare à de nombreuses fonctions de formateur  
 ou de conseil dans diverses organisations (entreprises,  
 établissements d'enseignement et de formation  
 continue, sociétés de conseil...).

Le programme dure deux ans à temps plein et  
 s'ouvre chaque année en septembre. Il consiste  
 en une alternance de mises en situation et de  
 réflexions sur les expériences vécues, ponctuée  
 de séminaires.

Le programme est agréé au titre de la rémunération  
 des stagiaires par l'Etat ; éventuellement, des  
 bourses peuvent venir compléter cette rémunération  
 (aide de la F.N.E.C.E.).

Les inscriptions sont closes le 30 avril.  
 Renseignements et dossiers peuvent être obtenus à  
 l'IFAGE, 79, avenue de la République 75011 Paris  
 Tél. 355.39.08 - poste 448

Nous prions instamment nos  
 annonceurs d'avoir l'obligeance  
 de répondre à toutes les lettres  
 qu'ils reçoivent et de restituer aux  
 intéressés les documents qui leur  
 ont été confiés.

# l'agenda du monde

## Antiquités

Collection, prêt, à part, chez  
 les objets, meubles XVIII<sup>e</sup>,  
 argenterie, tapis, bibelots, etc.  
 10 h. à 12 h. 30 et 14 h. à 18 h.

## Artisans

Transformation d'apports  
 Plomberie, carrelage  
 Petite menuiserie  
 Devis gratuits, exécution rapide.  
 Tél. : 770-34-91 et 770-34-31

## EUROCHAUFFAGE

Spécialiste du chauffage  
 toutes énergies  
 Tél. : 357-31-68

## DEVIS GRATUIT

entreprise agréée par l'Agence  
 nationale d'information  
 104-106, rue Oberkampf,  
 75001 PARIS

## CHEF COMPTABLE

SAISONNIER  
 24 HOURS  
 24 HOURS  
 24 HOURS

## Astrologie

JANE DE GUESDE  
 astrologue, peut  
 beaucoup pour vous. Sur rendez-  
 vous, par correspondance. Révis.  
 sur demande à : rue Copernic,  
 75001 PARIS. Tél. : 355-33-37

## Bateaux

A vendre, valleur au 3<sup>e</sup> étage  
 11 m. TRIBAL 34, 235.000 F.  
 19/25-720-40-15 Belg. av. 10 h.

## Bijoux

ACHAT COMPTANT bijoux  
 brillants argent, monnaies et  
 or cassé, 28%, r. Leprieux, 17,  
 75001 Paris. Tél. : 355-33-37

## Carrelage

DIRECT USINES  
 GRAND CHOIX  
 LES PLUS BEAUX  
 10 h. à 12 h. 30 et 14 h. à 18 h.

## Collections

URGENT VENDS COLLECTION  
 IVOIRES et JADES sculptés  
 dont des pièces très importantes.  
 Scr. n° 203 « le Monde » Pub.  
 3, r. de l'Inde, 75001 Paris-P.

## Cours et leçons

PORTUGAIS et ANGLAIS  
 leçons par Brésilien expérimenté.  
 Tél. : 357-34-44

## Débarras

ALAIN GIRAUD ACHETE  
 Antiquités-Bronzes,  
 décalé, province, serv. débarras  
 (rue de la Chapelle, 11, Paris 18<sup>e</sup>).  
 Tél. : 355-34-31

## Débarras intégral

cave, grenier, appartement, sous  
 locaux. Téléphone : 456-00-06

## Diamants

Etablissement financier JESU  
 vend diamants, investissent  
 1 carat à partir de 50.000 F.  
 100 - 120 m de PARIS.  
 TELEPHONE : 651-02-22

## Philosophie

Le Centre  
 d'enseignement ouvert.  
 Tél. : 355-33-37

## Moquette

MOQUETTE  
 dégriffée, laine et synthétique,  
 stock 2000 m<sup>2</sup>.  
 Tél. : 757-55-75

## demandes d'emploi

### JEUNE FEMME

BIBLIOTHECAIRE, exp. docu-  
 mentaliste ; sect. éducatif, lit.  
 psychol., cherche poste stable  
 en rapport. Résidant à Paris.  
 Scr. n° 204 « le Monde » Pub.  
 3, r. de l'Inde, 75001 Paris-P.

Senior, consultant transport  
 expérience professionnelle S.E.  
 et administration franc. et ang.  
 P.N.U.D. 4 ans. Recherche  
 mission et étude courte durée.  
 7440000, 17 heures  
 654-35-48 ou  
 Scr. n° 204 « le Monde » Pub.  
 3, r. de l'Inde, 75001 Paris-P.

CADRE AUTODIDACTE  
 act. direct. tech. corr. mon.  
 usines ch. en main en Algé-  
 rie. Français, maîtrise intern.  
 technique de dir. bilans, franc.  
 exp. ch. éducatif. Franco-allemand.  
 Scr. n° 204 « le Monde » Pub.  
 3, r. de l'Inde, 75001 Paris-P.

30 ans, ing. informatique,  
 ans exp. dont 4 années  
 S.S.C.I. Pensions Uniparc et  
 systèmes B.D. Diverses applica-  
 tions, charge poste  
 chef de projet ou T.T.  
 S.S.C.I. Pensions.  
 Scr. n° 204 « le Monde » Pub.  
 3, r. de l'Inde, 75001 Paris-P.

Dame, 51 ans, très bonne  
 présentatrice, franc. sérieux,  
 CAP sténodactylo, corresp.  
 chèque, compt. réceptif, étud.  
 professe, libérale, région Ouest.  
 Tél. : (33) 43-25-25

40 a. des. quit. étai-nal. Groupe  
 par. sec. chef. P.N.U.D. en pré-  
 sence. S.S.C.I. Pensions.  
 Scr. n° 204 « le Monde » Pub.  
 3, r. de l'Inde, 75001 Paris-P.

DIRECTEUR COMMERCIAL  
 40 a. des. quit. étai-nal. Groupe  
 par. sec. chef. P.N.U.D. en pré-  
 sence. S.S.C.I. Pensions.  
 Scr. n° 204 « le Monde » Pub.  
 3, r. de l'Inde, 75001 Paris-P.

40 a. des. quit. étai-nal. Groupe  
 par. sec. chef. P.N.U.D. en pré-  
 sence. S.S.C.I. Pensions.  
 Scr. n° 204 « le Monde » Pub.  
 3, r. de l'Inde, 75001 Paris-P.

40 a. des. quit. étai-nal. Groupe  
 par. sec. chef. P.N.U.D. en pré-  
 sence. S.S.C.I. Pensions.  
 Scr. n° 204 « le Monde » Pub.  
 3, r. de l'Inde, 75001 Paris-P.

40 a. des. quit. étai-nal. Groupe  
 par. sec. chef. P.N.U.D. en pré-  
 sence. S.S.C.I. Pensions.  
 Scr. n° 204 « le Monde » Pub.  
 3, r. de l'Inde, 75001 Paris-P.

40 a. des. quit. étai-nal. Groupe  
 par. sec. chef. P.N.U.D. en pré-  
 sence. S.S.C.I. Pensions.  
 Scr. n° 204 « le Monde » Pub.  
 3, r. de l'Inde, 75001 Paris-P.

40 a. des. quit. étai-nal. Groupe  
 par. sec. chef. P.N.U.D. en pré-  
 sence. S.S.C.I. Pensions.  
 Scr. n° 204 « le Monde » Pub.  
 3, r. de l'Inde, 75001 Paris-P.

40 a. des. quit. étai-nal. Groupe  
 par. sec. chef. P.N.U.D. en pré-  
 sence. S.S.C.I. Pensions.  
 Scr. n° 204 « le Monde » Pub.  
 3, r. de l'Inde, 75001 Paris-P.

40 a. des. quit. étai-nal. Groupe  
 par. sec. chef. P.N.U.D. en pré-  
 sence. S.S.C.I. Pensions.  
 Scr. n° 204 « le Monde » Pub.  
 3, r. de l'Inde, 75001 Paris-P.

40 a. des. quit. étai-nal. Groupe  
 par. sec. chef. P.N.U.D. en pré-  
 sence. S.S.C.I. Pensions.  
 Scr. n° 204 « le Monde » Pub.  
 3, r. de l'Inde, 75001 Paris-P.

40 a. des. quit. étai-nal. Groupe  
 par. sec. chef. P.N.U.D. en pré-  
 sence. S.S.C.I. Pensions.  
 Scr. n° 204 « le Monde » Pub.  
 3, r. de l'Inde, 75001 Paris-P.

40 a. des. quit. étai-nal. Groupe  
 par. sec. chef. P.N.U.D. en pré-  
 sence. S.S.C.I. Pensions.  
 Scr. n° 204 « le Monde » Pub.  
 3, r. de l'Inde, 75001 Paris-P.

40 a. des. quit. étai-nal. Groupe  
 par. sec. chef. P.N.U.D. en pré-  
 sence. S.S.C.I. Pensions.  
 Scr. n° 204 « le Monde » Pub.  
 3, r. de l'Inde, 75001 Paris-P.

40 a. des. quit. étai-nal. Groupe  
 par. sec. chef. P.N.U.D. en pré-  
 sence. S.S.C.I. Pensions.  
 Scr. n° 204 « le Monde » Pub.  
 3, r. de l'Inde, 75001 Paris-P.

40 a. des. quit. étai-nal. Groupe  
 par. sec. chef. P.N.U.D. en pré-  
 sence. S.S.C.I. Pensions.  
 Scr. n° 204 « le Monde » Pub.  
 3, r. de l'Inde, 75001 Paris-P.

40 a. des. quit. étai-nal. Groupe  
 par. sec. chef. P.N.U.D. en pré-  
 sence. S.S.C.I. Pensions.  
 Scr. n° 204 « le Monde » Pub.  
 3, r. de l'Inde, 75001 Paris-P.

40 a. des. quit. étai-nal. Groupe  
 par. sec. chef. P.N.U.D. en pré-  
 sence. S.S.C.I. Pensions.  
 Scr. n° 204 « le Monde » Pub.  
 3, r. de l'Inde, 75001 Paris-P.

40 a. des. quit. étai-nal. Groupe  
 par. sec. chef. P.N.U.D. en pré-  
 sence. S.S.C.I. Pensions.  
 Scr. n° 204 « le Monde » Pub.  
 3, r. de l'Inde, 75001 Paris-P.

40 a. des. quit. étai-nal. Groupe  
 par. sec. chef. P.N.U.D. en pré-  
 sence. S.S.C.I. Pensions.  
 Scr. n° 204 « le Monde » Pub.  
 3, r. de l'Inde, 75001 Paris-P.

40 a. des. quit. étai-nal. Groupe  
 par. sec. chef. P.N.U.D. en pré-  
 sence. S.S.C.I. Pensions.  
 Scr. n° 204 « le Monde » Pub.  
 3, r. de l'Inde, 75001 Paris-P.

40 a. des. quit. étai-nal. Groupe  
 par. sec. chef. P.N.U.D. en pré-  
 sence. S.S.C.I. Pensions.  
 Scr. n° 204 « le Monde » Pub.  
 3, r. de l'Inde, 75001 Paris-P.

40 a. des. quit. étai-nal. Groupe  
 par. sec. chef. P.N.U.D. en pré-  
 sence. S.S.C.I. Pensions.  
 Scr. n° 204 « le Monde » Pub.  
 3, r. de l'Inde, 75001 Paris-P.

40 a. des. quit. étai-nal. Groupe  
 par. sec. chef. P.N.U.D. en pré-  
 sence. S.S.C.I. Pensions.  
 Scr. n° 204 « le Monde » Pub.  
 3, r. de l'Inde, 75001 Paris-P.

40 a. des. quit. étai-nal. Groupe  
 par. sec. chef. P.N.U.D. en pré-  
 sence. S.S.C.I. Pensions.  
 Scr. n° 204 « le Monde » Pub.  
 3, r. de l'Inde, 75001 Paris-P.

40 a. des. quit. étai-nal. Groupe  
 par. sec. chef. P.N.U.D. en pré-  
 sence. S.S.C.I. Pensions.  
 Scr. n° 204 « le Monde » Pub.  
 3, r. de l'Inde, 75001 Paris-P.

40 a. des. quit. étai-nal. Groupe  
 par. sec. chef. P.N.U.D. en pré-  
 sence. S.S.C.I. Pensions.  
 Scr. n° 204 « le Monde » Pub.  
 3, r. de l'Inde, 75001 Paris-P.

40 a. des. quit. étai-nal. Groupe  
 par. sec. chef. P.N.U.D. en pré-  
 sence. S.S.C.I. Pensions.  
 Scr. n° 204 « le Monde » Pub.  
 3, r. de l'Inde, 75001 Paris-P.

40 a. des. quit. étai-nal. Groupe  
 par. sec. chef. P.N.U.D. en pré-  
 sence. S.S.C.I. Pensions.  
 Scr. n° 204 « le Monde » Pub.  
 3, r. de l'Inde, 75001 Paris-P.

40 a. des. quit. étai-nal. Groupe  
 par. sec. chef. P.N.U.D. en pré-  
 sence. S.S.C.I. Pensions.  
 Scr. n° 204 « le Monde » Pub.  
 3, r. de l'Inde, 75001 Paris-P.

40 a. des. quit. étai-nal. Groupe  
 par. sec. chef. P.N.U.D. en pré-  
 sence. S.S.C.I. Pensions.  
 Scr. n° 204 « le Monde » Pub.  
 3, r. de l'Inde, 75001 Paris-P.

40 a. des. quit. étai-nal. Groupe  
 par. sec. chef. P.N.U.D. en pré-  
 sence. S.S.C.I. Pensions.  
 Scr. n° 204 « le Monde » Pub.  
 3, r. de l'Inde, 75001 Paris-P.

40 a. des. quit. étai-nal. Groupe  
 par. sec. chef. P.N.U.D. en pré-  
 sence. S.S.C.I. Pensions.  
 Scr. n° 204 « le Monde » Pub.  
 3, r. de l'Inde, 75001 Paris-P.

40 a. des. quit. étai-nal. Groupe  
 par. sec. chef. P.N.U.D. en pré-  
 sence. S.S.C.I. Pensions.  
 Scr. n° 204 « le Monde » Pub.  
 3, r. de l'Inde, 75001 Paris-P.

40 a. des. quit. étai-nal. Groupe  
 par. sec. chef. P.N.U.D. en pré-  
 sence. S.S.C.I. Pensions.  
 Scr. n° 204 « le Monde » Pub.  
 3, r. de l'Inde, 75001 Paris-P.

40 a. des. quit. étai-nal. Groupe  
 par. sec. chef. P.N.U.D. en pré-  
 sence. S.S.C.I. Pensions.  
 Scr. n° 204 « le Monde » Pub.  
 3, r. de l'Inde, 75001 Paris-P.

## information divers

Pour connaître les emplois  
 offerts autre-mer, étranger  
 (Amérique, Europe), demandez  
 la revue spécialisée  
 MIGRATIONS (L.M.)  
 3, rue Montyon - PARIS-IXA.

## capitaux ou proposition com.

Cade parts SARL propriétaire  
 librairie, papeterie, journaux,  
 Centre Abbe-Prévost. Ecrite  
 n° 223 « le Monde » Pub.  
 3, r. de l'Inde, 75001 Paris-P.

## automobiles

### vente

Part. vend. CX 2000 PALLAS  
 172, 200 km, 25.000 F.  
 Tél. entre 19 et 20 h : 568-78-24

### 8 à 11 C.V.

604, 1977, 1<sup>re</sup> main, 80.000 km.  
 BA T.O. électrique, gris métal,  
 boîte neuve, très bon état.  
 22.000 F. Tél. : 912-17-42

### 12 à 16 C.V.

604, 1977, 1<sup>re</sup> main, 80.000 km.  
 BA T.O. électrique, gris métal,  
 boîte neuve, très bon état.  
 22.000 F. Tél. : 912-17-42

## divers

### B.M.W. OCCASIONS

300 - 324 - 324i - 324i - 324i  
 79-80, pour route, garantie  
 Auto Paris 79, 355-49-75  
 32, r. de Valenciennes, Paris-13

## NEUBAUER

### 400 VEHICULES

NEUFS ET OCCASIONS  
 DISPONIBLES  
 Véhicules de direction  
 et d'exposition.

## CHOIX ET PRIX

EXCEPTIONNELS  
 M. GERARD, Tél. : 912-40-21

## box parking

BOULOGNE (92). Boute à vendre  
 par lots ou séparés, proche  
 métro, 100 m. de la mer.  
 Prix à débattre. Ecrite sous le  
 n° 204 « le Monde » Pub.  
 3, r. de l'Inde, 75001 Paris-P.

## ANNONCES CLASSEES

TELEPHONES  
 296-15-01

## L'immobilier

### appartements vente

#### 3<sup>e</sup> arrdt.

MARAI, rue VIELLE-du-  
 TEMPLE - imm.  
 class. Très bel apt. de séjour  
 + ch. en mezzanine, parquet,  
 baider sous plafond 4 m.  
 M. LE CLAIR - 343-71-94

#### 4<sup>e</sup> arrdt.

PRES PLACE DES VOSGES :  
 séjour, 2 chambres, 46 m<sup>2</sup>, R.-  
 de-C. avec terrasse, belle réno-  
 vation. - Téléphone : 567-32-28

#### 5<sup>e</sup> arrdt.

CARDINAL-LEMOINE, imm. 18-  
 20 étg., 3,5 m. sous plafond,  
 2 pch., 2 ch., 56 m<sup>2</sup>, R.-  
 de-C. - 355-86-37

#### 7<sup>e</sup> arrdt.

AVENUE DE SEUR, 22-23-24,  
 4<sup>e</sup> étg., 2 ch., ch. conf.,  
 balcon. - Pch. : 515.000 F.

#### 8<sup>e</sup> arrdt.

38, R. VANEAU NEUF  
 10 m. de pch. au 4<sup>e</sup> étg.  
 Sur place, 11 à 19 h - 550-21-26

#### 12<sup>e</sup> arrdt.

604, 1977, 1<sup>re</sup> main, 80.000 km.  
 BA T.O. électrique, gris métal,  
 boîte neuve, très bon état.  
 22.000 F. Tél. : 912-17-42

#### 16<sup>e</sup> arrdt.

604, 1977, 1







# CARNET

## RELIGION

EN AUGMENTATION ASSEZ SENSIBLE

### Les vocations sacerdotales en France sont plus solides qu'autrefois

Intimement persuadés que les prêtres sont nécessaires à la vie institutionnelle et spirituelle de l'Eglise catholique, et inquiets devant la diminution considérable des effectifs des clercs, les évêques intensifient leurs efforts pour susciter des vocations. Si ceux-ci ne sont guère couronnés de résultats spectaculaires, c'est que les temps ne sont pas favorables. Les courants de civilisation sont fort difficiles à remonter : nombre de militants laïcs préfèrent exercer leur apostolat à leur manière, plutôt que d'entrer dans un corps sacerdotal où ils risquent de se sentir coupés du peuple chrétien, où ils sont empêchés de se marier et considérés comme les gérants d'une

société ecclésiale qui se désagrège. Le Service national des vocations souhaite pour sa part que l'opinion soit mieux éclairée « sur la qualité de l'effort qui s'accomplit dans les séminaires en distillant des préjugés grossièrement préjudiciables aux vocations ». Qu'est-ce à dire ? Que les candidats au sacerdoce ne devraient jamais apparaître comme étant recrutés pour faire fonctionner l'institution ou pour assurer le service de l'Eglise. Car la mission de l'Eglise devrait être d'annoncer la Bonne Nouvelle, celle de l'Evangile. La dimension spirituelle de la vocation est primordiale et elle tend à le devenir effectivement dans les séminaires.

#### Une coresponsabilité permanente

Le prêtre est l'homme de la rencontre personnelle avec Jésus et le dispensateur de sacrements qui n'ont d'autre sens que d'insuffler la vie divine dans la quoté. Le ministère des prêtres doit s'adapter aux aspirations de l'homme contemporain et assumer les mutations qu'elles traduisent.

Le prêtre n'est plus l'organisateur et le détenteur du savoir, mais sa présence authentique celle de l'Eglise dans la mesure où il est le collaborateur de l'évêque, qui tient son secondat de l'Evangile. Ce qui ne devrait pas empêcher une coresponsabilité permanente entre le prêtre et l'évêque, dont les rôles sont voisins et complémentaires.

Chaque année, l'Eglise organise une journée mondiale pour les vocations. En 1980, elle est fixée aux 26 et 27 avril en l'église abbatiale de Boscerville, près de Rouen. Mille cinq cents à deux mille jeunes y sont attendus autour de quatre évêques.

Il s'agit pour encore sept à huit ans au moins, de «érer la pénurie. Dans tel diocèse jugé

plus ou moins représentatif, celui de Saint-Claude (Jura), on compte 320 prêtres, dont 30 seulement ont moins de quarante ans et 140 plus de 60.

En octobre 1979, pour l'ensemble de la France, on comptait 1150 candidats au sacerdoce. Le diocèse de Paris enregistre une augmentation assez sensible des entrées en première année de formation : 28 en 1974 ; 39 en 1975 ; 57 en 1976 et 63 en 1979. Depuis 1977, la moyenne nationale est restée en hausse. A l'autre bout de la chaîne, les ordinations sont passées de 99 en 1977 à 125 en 1979. On peut donc considérer que le point minimum a été dépassé. D'autant que le gros de la vague des défections sacerdotales est plus ou moins terminée. En outre, les vocations sont infiniment plus solides qu'autrefois, car elles ne doivent rien à la mode ni à l'intérêt. Les prêtres de demain seront beaucoup moins nombreux que dans le passé, mais ils seront mieux formés intellectuellement et spirituellement et plus informés des besoins de leur époque.

HENRI FESQUET.

#### Fiançailles

On nous prie d'annoncer les fiançailles de Mlle Eveline de FANGE, fille du comte Victor de Fange et de la comtesse Victor de Fange, née Isabelle Costa de Beauregard, avec le comte Aubert de PROYART de BAILLESCOURT, fils du comte de Proyard de Baillecourt et de la comtesse de Proyard de Baillecourt, née Jacqueline de la Chevalerie.

#### Décès

Carmen Baron et ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de Charles François BASON, gouverneur honoraire de la France d'outre-mer, médaillé de la Résistance, le 26 mars, à son domicile.

Les obsèques ont été célébrées le 26 mars au cimetière des Batignolles dans la plus stricte intimité. (Ne se septembre 1900 à Paris, licencié en droit, Charles Baron a commencé sa carrière comme adjoint des services civils de l'A.O.F. en juillet 1930. Administrateur adjoint des colonies en avril 1931, administrateur en janvier 1932. Il est nommé commissaire de la République par intérim dans les Hauts-Pyrénées en septembre 1937, gouverneur de troisième classe des colonies, il devient commissaire de la République des Hauts-Pyrénées en septembre 1940.)

Nous avons appris le décès accidentel de M. Jean BOWE, officier de la Légion d'honneur, ingénieur des Arts et Manufactures, survenu à Jean (Boulogne), le 18 mars.

(Ne se 4 mars 1901 à Paris, M. Jean BOWE était ingénieur de l'Ecole centrale des arts et manufactures, P.O.G., à partir de 1932 de la Société des entreprises Jean BOWE, dont il était devenu en 1970 président d'honneur. M. Jean BOWE avait été également, de 1941 à 1972, P.O.G. de la Banque de l'Entreprise, dont il était aussi, depuis 1973, président d'honneur. Il avait présidé de 1959 à 1963 la Chambre syndicale nationale des constructeurs en ciment armé, dont il restait président honoraire, ainsi que vice-président honoraire de la Fédération nationale des travaux publics.)

M. et Mme Edmond DACCACHE et leur fils Sami ont la douleur de faire part du décès de leurs deux enfants Antoine, à l'âge de vingt et un ans, et Fadil, à l'âge de treize ans.

survenu accidentellement le 31 mars 1980. La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 3 avril, à 14 heures, en l'église Notre-Dame du Liban, 17, rue d'Ulm, Paris-5<sup>e</sup>, et suivie de l'inhumation au cimetière de Châtillon-les-Vignes.

La famille recevra les condoléances à l'église et à son domicile les vendredis 4, samedi 5 et dimanche 6 avril : 6, place des Quatre-Vents, 7570 Châtillon-les-Vignes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. Jean Gauthier, maire de Modane, M. et Mme Jean Lamy, Mme et M. Michel Pélout et leurs enfants, M. et Mme Guy Lamy et leurs enfants, Mme et M. Gerson Lepetit et leurs enfants, M. et Mme Michel Lamy et leur fille, Mme veuve Conrad Gauthier, M. et Mme Michel Gauthier et leurs enfants, Mme Cécile Gagnoux et son fils, M. et Mme Serge Gauthier et leurs enfants.

Les familles Lamy, Gauthier, Formet, Pélout, Lepetit, Michel, Chabernaud, Bland, ont la douleur de faire part du décès de leurs parents, amis et alliés, dont par le décès survenu le 27 mars, dans sa cinquante et unième année, à la suite d'une longue maladie.

Mme Jean GAUTHIER, née Jeanne Lamy, et rappellent à votre souvenir ses deux fils Patrick (18 ans) et Philippe (16 ans) GAUTHIER, et leur camarade Serge CHAMBERLANDO (18 ans).

tous trois décédés, le 23 mai 1970, des suites d'un accident de la route, ainsi que celui de son beau-père, compagnon de la Libération, Géraud GAUTHIER, officier de marine à bord du sous-marin le « Rubis », deux obsèques ont eu lieu, lundi 31 mars, à 14 heures, à Modane, 4, rue des Grands-Prés, 73000 Modane, 45800 Saint-Jean-de-Braye, 45000 Orléans, 82000 Fontenay-le-Comte, 87000 Limoges, 81100 Corbail, 75000 Charente.

Suzanne et Jacques Axel, ses enfants, François Axel, sa petite-fille, Aurèle Bleya, sa sœur, ont la douleur de faire part du décès de M. Sylvain GÉRAUD, survenu dans sa maison de Mainville, le 26 mars 1980, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans, en son lieu dans le nouveau de famille au cimetière du sous le hêtre dans la plus stricte intimité. Cet avis tient lieu de faire-part. 21, boulevard Saint-Germain, 75005 Paris.

M. et Mme Marcel Lichtenstein et leur fils Laurent, M. et Mme Joseph Lichtenstein et leur fils Stéphane, ont la douleur de faire part du décès de leur mère et grand-mère, MME VEUVE GRVY-LECHTENSTEIN.

L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille, le jeudi 3 avril, au cimetière parisien de Bagneux. On se réunira à 10 h. 45 devant l'entrée principale.

Francine et Louis Brunel et leurs enfants, Annick et Jean-Claude Raynaud et leurs enfants, Martine Radunsky, Mme Eugène Gaudard, ont la douleur de faire part du décès de Mme Charles GUÉDENEY, née Marguerite Millot, survenue le 27 mars, à Montpellier. Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité. 1271, avenue Emile-Zola, 75015 Paris.

Mme Jacques Larbaud, Catherine et Philippe Sacquin, Dominique et Dominique Massera, Françoise et Alain Girot, Nicolas Larbaud, Martin, Frédéric et Clément, M. et Mme Raymond Larbaud, M. et Mme Paul Veu et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Jacques LARBAUD, survenu accidentellement le 26 mars 1980, à Boissieu, dans sa vingt-huitième année.

Les obsèques seront célébrées en l'église du Vieux-Saint-Cloud, place du Général-de-Gaulle, le vendredi 4 avril, à 10 h. 45, 8, rue du Bois-de-Boulogne, 92100 Saint-Cloud.

Mme Georges Reynaud, Arnaud et Marie-Pierre, Bénédicte, Guillaume et Jean, ont la douleur de faire part du décès de M. Georges REYNAUD, survenu subitement à Bordeaux, le 29 mars 1980.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale à Régulé (Rhône). Une messe sera dite ultérieurement à Paris.

Le Châlet, Dureux, 68000 Régulé, 40, rue de la Bienfaisance, 75009 Paris.

#### Remerciements

Dans l'impossibilité de répondre personnellement à un si grand nombre de sympathies qui leur ont été témoignées lors du décès de Herbert M. BASS, Mme et M. Bass, ses enfants, petite-fille et arrière-petite-fille prient toutes les personnes qui se sont associées à leur peine de trouver ici l'expression de leur vive reconnaissance.

A abide with me, fast falls the evening... 1

#### Anniversaires

Le neuvième anniversaire du décès de Germaine VELLE, épouse de l'Université, est rappelé à tous ceux qui gardent son souvenir.

SCHWEPPE'S : un homme averti en veut deux, « Indian Tonic » et SCHWEPPE'S Lemon.

**Samaritaine Capucines**  
27, BOULEVARD DES CAPUCINES  
75002 PARIS - TEL. : 261.57.25

**Quinzaine de la robe d'été**  
Toutes les tendances de la mode dans une gamme de prix étudiés.



Relevé Sizol, bordé gros grain 136f.

Robe en voile, 100 % polyester imprimé, jusqu'à 48 390f. Différents dessins et coloris.

Robe en mousseline, pure soie, jusqu'à 48 1120f. Différents dessins et coloris.

Non représentée : Veste bord à bord, pure laine peignée 610f.

**Samaritaine Capucines. Le bon goût en toute occasion**

#### ANCIENS COMBATTANTS

##### UN MONUMENT AU GÉNÉRAL KENIG ET À SES COMPAGNONS

L'Association pour le monument au général Kenig et à ses compagnons, présidée par M. Pierre Moussier et placée sous le haut patronage du président de la République, a ouvert une souscription pour commémorer le souvenir de celui qui fut, dans la guerre, le chef de la 1<sup>re</sup> division française libre, le délégué du gouvernement provisoire auprès du commandement suprême interallié, enfin le commandant en chef des Forces françaises de l'intérieur.

Un emplacement a pu être attribué pour l'édification de ce monument, grâce à la sollicitude de la Ville de Paris et de ses élus, par la voie triomphale qui, par la place Charles-de-Gaulle et au-delà de l'Arc de triomphe, mène au cœur de la capitale, dont le général Kenig fut le premier gouverneur militaire et la libération.

Les dons peuvent être adressés à l'Association pour le monument au général Kenig et à ses compagnons, 59, rue Vergniaud, 75013 Paris, par chèque ou virement au C.C.P. La Source 33.203.30.

#### MORT DE M. HENRI PUPPONI, ANCIEN RÉSISTANT

Le journal *l'Humanité* annonce la mort de M. Henri Pupponti, dont les obsèques ont eu lieu le 26 mars dans l'église.

Professeur de mathématiques, M. Henri Pupponti avait adhéré au parti communiste en 1924. Engagé dans la Résistance, il avait dirigé le comité directeur régional du Front national à Montpellier, puis il était entré au Comité national des intellectuels. Il avait participé également à la publication de *l'Humanité* clandestine et avait présidé le comité de libération de Montpellier. Engagé dans notre ville, il avait été candidat communiste à plusieurs élections locales.

**BAUME DE JASMIN CHINOIS**

Guangdong se situe à la zone tempérée du Sud de la Chine. La température y est élevée. C'est une région suffisamment pluvieuse. On y cultive beaucoup de jasmains. On produit le baume d'odeur naturelle avec les fleurs de jasmains pour répondre aux besoins du pays ainsi que ceux de l'étranger. Le baume est largement utilisé comme parfum de luxe et domestique. Il est très apprécié par les clients étrangers grâce à son excellente qualité et à son odeur naturelle extraordinaire.



**BAUME DE GRANDE FLEUR DE JASMIN**  
Spécifications :  
— Point de fusion : 48-50 °C  
— Teneur en crème : + de 80 %  
— Teneur en acidité : — de 12 %

**BAUME DE JASMIN DE TEMPERATURE NORMALE**  
Spécifications :  
— Point de fusion : 46-52 °C  
— Teneur en crème : + de 80 %  
— Teneur en acidité : — de 11 %

Conditionnement :  
— En bouteille aluminium de 1 kilo.

Compagnie d'import et d'export de produits animaux - Succursale de Guangdong  
Adresse : 688, rue # 823, Guangdong, Chine  
Adresse téléphonique : Guangdong Production

**"Til Lykke"**  
(Tous nos vœux de bonheur, en Danois)

**Venez choisir votre Cadeau en déposant votre Liste de Mariage.**

1.400 m² de cadeaux originaux, exclusifs, tous superbes. La Boutique Danoise a ouvert un département spécialisé dans les listes de mariage. Vous y trouverez des milliers d'idées à tous les prix : porcelaines danoises, orfèvrerie et verrerie nordiques, bibelots, œuvres d'art, luminaires, meubles... Exclusivement des créations originales d'artistes et stylistes scandinaves.



**LA BOUTIQUE DANOISE**  
PARIS 42, Avenue de Friedland, à l'Étoile (75008) - 227.02.92  
MARSEILLE 21, rue Grignan (13006) - 33.89.17

**CONFIANCE  
1 LITRE.  
T HORIZON.**

**LBOT**







LA GRÈVE DES NETTOYEURS DU MÉTRO PARISIEN CONTINUE

## Balais africains

Vieux journaux et tickets usagés s'entassent dans les couloirs et sur les quais du métro parisien. Depuis le lundi 24 mars, les neuf cents immigrants qui nettoient les 700 000 mètres carrés des stations sont en grève. La grève qui y règne habituellement est chèrement payée. Non pas tant par la R.A.T.P. (elle lui revient à 70 millions par an) que par ses Tuniens, ses Maliens, ses Algériens, ses Sénégalais, qui s'efforcent de gagner leur vie en ramassant les débris que les quatre millions sept cent vingt mille usagers laissent choir un peu n'importe où en toute désinvolture.

La Régie n'assume pas elle-même le nettoyage de ces stations. Elle confie cette tâche à des sociétés privées — douze actuellement. Mais là comme ailleurs, elle se vante de « servir les prix au maximum ». Résultat : le personnel de ces entreprises est payé au SMIC ou peu s'en faut. Jusqu'à la fin février, le salaire minimum légal était de 12,93 F de l'heure ; les balayeurs du métro touchaient 13,12 F. Depuis le SMIC est passé à 13,37 F, les employeurs proposent 13,42 F. Malgré les primes diverses qui leur sont versées, près de 50 % des balayeurs du métro ne touchent à la fin du mois que 2 350 F en moyenne.

Et pour quel travail ? Trente et un jours de grève en juin 1977 ont bien permis d'obtenir quelques améliorations, mais à la Paroisse qui jette négligemment son mégot sur la voie en montant dans son wagon, savait dantesques conditions. Il est ramassé, peut-être réintégrait-il ce geste mécanique.

La R.A.T.P. dispose d'une rame aspirante, mais dans les stations les plus fréquentées elle ne suffit pas. Il existe aussi des aspirateurs, mais même de longues perches n'est pas toujours très facile. Alors, il faut descendre sur la voie, et avec des pinces ou à la main ramasser ce qui traîne.

Théoriquement, le courant est coupé pendant de telles opérations, mais la Régie reconnaît qu'une telle opération est bien compliquée, car les trains de travaux doivent pouvoir continuer à circuler durant la nuit. Hier, un Algérien chef de groupe dans une entreprise sous-traitante, se souvient du temps, pas si ancien, où le « conducteur » de l'équipe poussait un cache en bois pour isoler le rail électrifié pendant

que ses camarades « massaient les débris ». Un autre chef de groupe qui depuis plus de vingt ans travaille dans le métro, et gagne ainsi 3 600 francs par mois, raconte : « L'équipe comprend six ou sept gens. On commence à 21 heures jusqu'à minuit, on balaye sept stations. Seuls instruments, des balais et des pelles. Quand il y en a : le plus souvent un bout de carton en fait office. Puis il y a la pause. Après, jusqu'à 5 heures, on lave entièrement une station. Au jet. Il faut des rallonges pour atteindre les volets. Parfois, il faut mettre de l'acide dans l'eau, et on a bien du mal à obtenir des lunettes pour se protéger les yeux. »

Pendant la pause, les balayeurs doivent se contenter d'un vestiaire — non chauffé, si ce n'est par le chauffage-général. « Nous avons bien le droit d'entrer dans les cantines et les douches des agents de la Régie, mais simplement pour les nettoyer, surtout pas pour les utiliser. »

Les équipes de jour travaillent de 9 heures à 12 heures et de 13 heures à 17 heures. Elles doivent balayer et nettoyer les 70 kilomètres de couloirs, les 70 kilomètres de quais, les cinquante mille places assises (autant que la Paroisse des Princes, Pas — ou peu — de ces merveilleuses petites voitures électriques qui antiques les trottoirs parisiens ; les escaliers les empêchant de passer d'un niveau à un autre. L'outil reste le balai-trappeur, fruit de la modernisation, et le sepiptère. Il faut supporter les altercations avec les clochards qui s'accrochent guère d'être dérangés ; se heurter aussi aux passagers mécontents de devoir se pousser pour laisser passer « l'Africain » et son balai. Râcler la paille.

Seize lits à Saint-Denis

Tout cela pendant six jours de suite, dimanches et fêtes compris. Deux journées de repos viennent interrompre ce cycle ; toutes les six semaines, un grand week-end de trois jours. À ces conditions de travail d'un autre âge, s'ajoutent les modalités de logement habituelles pour les travailleurs immigrés de la région parisienne. Les Maghrébins s'entassent dans des chambres de bonne à

300 francs de loyer mensuel, plus les charges. Ils se occupent à deux pour réduire les frais, envoient un peu d'argent à la famille, économiser de quoi se payer le voyage annuel au pays. Les Africains ne retournent chez eux que tous les deux ans ; le Mali, le Sénégal, c'est plus loin, donc plus cher.

En général, ils vivent dans des foyers. La vie communautaire permet de réduire les dépenses. Mais à quel prix ? Un Sénégalais paye 200 francs par mois pour une place dans un dortoir de seize lits à Saint-Denis. Un autre doit débours 350 F pour se partager avec trois amis une chambre à Montreuil et profiter de la cuisine commune à quatre chambres. Aum, un Algérien, est plus chanceux. Pour 200 F il a une place pour lui tout seul ; mais à Argenteuil. Tous les jours il doit prendre le bus... et le payer. Les balayeurs du métro possèdent bien une carte leur permettant de pénétrer dans le réseau, mais, théoriquement, ils ne doivent l'utiliser que pour les nécessités du service. Pas pour gagner leur pain de travail.

Malgré tout cela, ces neuf cents travailleurs immigrés gagnent surtout de perdre leur emploi. Déjà, en juillet 1979, la Régie a réduit de 4 % le volume des travaux de nettoyage. Elle souhaite continuer cette politique de réduction de l'emploi. Or les inquiétudes des salariés des entreprises sous-traitantes : « Pour nous, disent-ils, le chômage égale expulsion. »

La R.A.T.P., pour l'instant, ne veut pas intervenir dans ce conflit. Elle envisage simplement de faire appel à d'autres sociétés pour nettoyer les stations les plus fréquentées et donc les plus sales. « La sécurité et la salubrité sont en cause », dit-elle. Elle ne craint pas le retour des rats, qui ont disparu depuis quelques années, mais la prolifération des souris. Elle se fâche de surveiller de près la bonne exécution des travaux qu'elle confie à des entreprises privées, étrangement muettes dans cette affaire. Mais peut-être — et les Parisiens peuvent-ils — se désintéresser encore longtemps des conditions de travail et de de ceux qui assurent la propreté du métro ?

THIERRY BRÉHIER.

## AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

● L'Alsace championne. — Selon un rapport publié par le Crédit Industriel d'Alsace et de Lorraine intitulé « L'évolution économique et financière dans l'Est de la France en 1979 », il résulte que c'est l'Alsace qui résiste le mieux à la crise économique en France. L'étude indique que si l'Alsace, la Lorraine et la Franche-Comté avaient en 1979 des taux de chômage comparables, ces derniers sont fort différents aujourd'hui.

## TOURISME

● Un nouveau départ pour l'agence de voyages Klat. — Le tribunal de commerce de Paris a accepté que les activités de l'agence de voyages Klat Travel soient prises en location-gérance par la société Tourcois-Tourisme (la Monde du 27 mars). Celle-ci dispose d'un capital de 1 million de francs réparti entre trois actionnaires : l'agence de voyages Albatros, filiale de la fédération du Pas-de-Calais du Crédit mutuel, l'agence Bepor France (Mondoville) et l'agence Omnia Initiative.

## LENTILLES DE CONTACT

Un progrès fondamental pour les yeux sensibles avec les nouvelles lentilles américaines, souples, ultra-minces. Adoption par spécialistes. Rapporter avec vos lentilles le jour même. Promotion pour les moins de 30 ans : FORFAIT COMPLET 746 F. Uniquement sur présentation de ce bon avant le 30.4.80. Laboratoires OSIRIS 21, avenue de Friedland - 8° - Tél. 563.55.99.

## TÉLEX PARTAGÉ

ETRAVE SERVICE TÉLEX / PARIS ☎ 345.21.62

## P.M.E. créant, fabriquant, commercialisant

des lunettes sous différentes marques ; cherche pour continuer son développement à s'associer.

Boite sous n° 10.191 à « le Monde » Pub., 5, rue des Italiens.

75427 Paris cedex 09, qui transmettra.

## destination ISLANDE

Pays des Amoureux de la Nature.

Découvrez l'Islande selon vos goûts et votre tempérament. Voyage indépendant ou circuit accompagné ; choisissez votre formule. Glaciers, geysers, cascades, volcans, phénomènes géologiques. En voiture ou en véhicule tout terrain, en circuit accompagné ou en expédition, en camping ou à l'hôtel. Découvrez les merveilles de l'Islande.

## ALANT'S TOURS

Spécialiste de l'Islande. Vous propose l'ensemble des possibilités de découverte.

Demandez, sans engagement de votre part, la brochure destination ISLANDE « harmonies islandaises 80 » à votre agent de voyages ou

ALANT'S TOURS

296.53.76 - 17, rue Molère 75001 Paris.

## Les organisateurs de vols charters sur l'Afrique parviendront-ils à briser le monopole des compagnies régulières ?

M. Adrien Senghor, ministre sénégalais de l'équipement, vient de refuser à Air Charter International (ACI), filiale d'Air France et d'Air Inter, l'autorisation d'exploiter un vol à la demande entre Paris et Dakar. Il vient également d'interrompre la « chaîne » d'avions charters que Nouvelles Frontières avait commencé d'exploiter entre Bâle-Mulhouse et Dakar.

Ceux qui ont réussi la « troncée de Dakar » se sont-ils trop vite réjouis ? Non — ils ne sont pas sous-estimés les oppositions que leur action de franc-tireurs ne manquera pas de susciter. Après de longues palabres, Nouvelles Frontières avait, en effet, obtenu, à l'automne dernier, des responsables sénégalais et français l'autorisation d'organiser une « chaîne » d'avions charters entre Bâle-Mulhouse et Dakar au prix de 1 750 francs l'aller et retour. Cette agence de voyages commençait à exploiter cette ligne à la mi-décembre sous le pavillon de la Société antillaise de transports touristiques (SATT). A la fin du mois de mars, elle avait organisé deux vols ; elle en prévoit trois d'ici au 20 avril et d'autres encore entre le 1<sup>er</sup> juin et le 28 octobre.

En complément à ce programme, aujourd'hui remis en cause, Nouvelles Frontières avait fait appel, la semaine dernière, à ACI pour assurer un vol Paris-Dakar, mais les autorités sénégalaises ont opposé un veto à sa demande. Pour justifier cette volte-face, certaines lésions entendent que l'agence de voyages aurait contrevenu au président de l'Etat sénégalais, ses clients un billet d'avion « sec » sans prestations hôtelières au sol. Ce refus voudrait ainsi signifier la volonté de certains responsables sénégalais de « japper un tourisme organisé qui apporte au pays plus de valeur ajoutée qu'un tourisme sauvage, le 15 décembre prochain, vendra des investissements faits sur place ».

M. Jacques Mallot, directeur général de Nouvelles Frontières, émet une réserve de ce genre figure dans l'accord signé avec les autorités sénégalaises. « Au demeurant, indique-t-il, nous imposons à nos clients, qui sont pour la plupart des touristes, un forfait minimum de 300 F de prestations au sol et, une fois sur place, ils dépendent bien évidemment de nous. A son avis, les pressions exercées par l'U.T.A. et Air Afrique expliquent davantage ce refus de Dakar. »

Pour leur part, les responsables français, jadis si protectionnistes, se sont fait une nouvelle religion en la matière. Ils constatent, sur le réseau Europe-Afrique, « une sorte de monopole qui excite le trafic à bas revenus pour lequel un marché existe en France mais qui en est évincé par le réseau charter pratiqué par les compagnies régulières ».

## La visée des grands

Jusqu'ici, les transporteurs à la demande français, dont l'activité était confinée à l'Europe et aux destinations méditerranéennes, ne contrôlaient que 32 % du trafic charter à l'export au bénéfice des compagnies étrangères. Maintenant que ACI, Europe Aéro Service (E.A.S.), et d'autres ont commencé d'équiper leur flotte de Boeing-727 et de Boeing-737, il apparaît « légitime », aux yeux des autorités françaises, de donner à ces transporteurs « une zone d'activité plus étendue que celle qu'ils détenaient ». A leur avis, « le point d'application est, dans la mesure des pays d'Afrique où un marché existe ».

Air France, qui exploite avec Air Afrique la ligne Paris-Dakar, s'est émue de l'initiative de Nouvelles Frontières et, faute de pouvoir s'y opposer, a décidé de riposter. Elle s'efforce donc de convaincre son partenaire d'organiser des vols vacances sur cette destination africaine. Elle souhaite lancer ce nouveau produit dès le 15 décembre prochain, le jour de l'aller et retour autour de 2 500 F.

La récente position de M. Senghor risque-t-elle de remettre en cause ce projet ? Ce contretemps ne déplaçait pas à Air Afrique qui, dans cette affaire, affiche beaucoup de prudence et une certaine irritation devant les « rigides réponsives des transporteurs français ». La puissance d'Air France autorise celle-ci à prendre des risques commerciaux qu'une petite compagnie du tiers-monde hésite à courir. « Nous n'avons pas les moyens de notre partenaire », disent les dirigeants d'Air Afrique. « Nous ne pouvons pas faire d'importer quoi sous l'effet de l'importation quelle menace et sous la pression de quelque grand que ce soit. »

Ils insistent sur les efforts déjà consentis : « Notre barème bloc-vols vendus aux fabricants de voyages est inférieur de 72 % au barème de la classe économique ; seulement 15 % de notre clientèle payent plein tarif sur la ligne Paris-Dakar. » Ils se disent prêts à faire d'autres « gestes » en direction des hommes d'affaires et des touristes « organisés ». Cependant, ils s'étonnent que, « au moment où elle a du mal à trouver sa respiration, certains milieux français veulent mettre en difficulté une compagnie qui est un exemple de coopération multinationale ».

La fin de non-recevoir des autorités sénégalaises annonce-t-elle une nouvelle politique aérienne ? Les dirigeants de Nouvelles Frontières veulent voir un simple malentendu qui ne remet pas en cause l'existence de leur « chaîne » d'avions charters. Maintenant que la « troncée de Dakar » est faite, l'Afrique est, à leur avis, mûre pour ce genre de trafic. « Nous nous la ferons intention d'organiser un vol à la demande par semaine à destination d'Abidjan, en Côte-d'Ivoire, dès la mi-décembre prochain », affirme M. Mallot. Le dialogue Nord-Sud que chacun souhaite permettre-t-il de décaler ce qu'il y a de justifié dans les ambitions des uns et les craintes des autres ?

JACQUES DE BARRIN.

## ENVIRONNEMENT

## « Ixtoc-I », la marée noire du siècle II. — Bataille politico-juridique

Dans un premier article (« le Monde » du 2 avril), notre envoyée spéciale décrivait plus particulièrement la perplexité des experts devant les conséquences écologiques de la fuite du puits de pétrole « Ixtoc-I ». Aujourd'hui, elle aborde l'imbroglio juridique des pressions sur la vie politique locale.

De notre envoyée spéciale SYLVIE CROSSMAN

« Ixtoc-I », la marée noire du siècle, aura eu sur la vie politique du Texas une influence sur l'évolution entre le gouvernement mexicain et le gouvernement américain de très vives répercussions. Les petites gens qui se sentent floués de chauffeur de taxi, à Houston, réclament justice pour son terroir par le biais de cette prière : « Oubliez pas d'inscrire dans votre article que tout ce pétrole est à notre gouvernement qu'il appartient. »

Avant de devenir le premier gouverneur républicain du Texas depuis plus d'un siècle, le Texas était jusqu'alors le bastion des démocrates. « M. William Clements était président de la compagnie SEDCO dont le siège est à Dallas. C'est la SEDCO qui avait fourni à la compagnie mexicaine privée PERMARCO la plate-forme de forage semi-sous-marin ainsi qu'une équipe de conseillers composée de cinq membres. C'est la PEMEX, société nationale de pétrole mexicain, qui entreprenait ce programme de prospection pétrolière dans la région du Chaco, le 13 septembre 1978. »

Quand M. Clements fut élu gouverneur, en 1978, il céda son poste de président de la SEDCO à son fils et plaça ses titres dans un « blind trust », c'est-à-dire dans un trust dont l'activité est inconnue du bénéficiaire. Aujourd'hui, il reste pourtant le principal actionnaire de la SEDCO, et son fils était président de la compagnie beaucoup plus contestée la valeur de ce « blind trust ».

Aussi, quand la SEDCO — ainsi que la PERMARCO et, dans certains cas, la PEMEX — devint l'objet de cinq poursuites en justice dont les dommages-intérêts réclamés s'élevaient pour l'ensemble à 371 millions de dollars, l'accusation et le public émotionnel quelques doutes quant à l'objectivité de M. Clements dans l'affaire d'Ixtoc-I. Surtout quand le gouverneur déclare, en août dernier, au moment où le plus grand de la marée noire vient balayer la côte texane, qu'il ne peut pas pleurer sur un verre de

Corpus-Christi (Texas). — La marée noire d'Ixtoc-I aura eu sur la vie politique du Texas une influence sur l'évolution entre le gouvernement mexicain et le gouvernement américain de très vives répercussions. Les petites gens qui se sentent floués de chauffeur de taxi, à Houston, réclament justice pour son terroir par le biais de cette prière : « Oubliez pas d'inscrire dans votre article que tout ce pétrole est à notre gouvernement qu'il appartient. »

## L'affaire du « navire »

En fait, c'est SEDCO elle-même qui, devant l'action du procureur général, du gouvernement fédéral, des pêcheurs de crevettes, de crabes et d'autres, des agents immobiliers et des propriétaires, déclencha, dès septembre 1979, la bataille sur le plan juridique. Cherchant à bénéficier d'un décret du code maritime des Etats-Unis, qui limite la responsabilité civile de tout « navire » accidenté à la valeur de ce navire à la fin du voyage, la compagnie SEDCO tente une action en cour fédérale et soutient qu'elle n'est redevable que de 300 000 dollars en dommages et intérêts. Or, selon le procureur général du Texas, il est aisé de prouver que la plate-forme de forage, SEDCO 135, fixée au fond du golfe depuis six mois quand l'accident se produisit, ne peut être considérée comme un « navire ».

La bataille fait donc rage dans les tribunaux, et M. Clements et White se livrent, par ce biais, une lutte qui n'est pas sans coloration politique. Le procureur de l'Etat qui, au Texas, est élu, est un démocrate qui ne cache pas son opposition au gouverneur, et ses propres aspirations politiques. Ainsi, M. White n'hésite-t-il pas à déclarer publiquement que si M. Clements n'avait pas d'actions dans SEDCO il doute que celui-ci se serait opposé aussi catégoriquement à la mise en accusation de SEDCO par l'Etat du Texas.

Aux dires des Texans et des politiciens locaux, la cote du gouverneur, auparavant relativement haute, a considérablement baissé depuis l'affaire d'Ixtoc-I. M. White n'a pas encore incrimé dans son accusation la Société nationale des pétroles mexicains. Pourtant, la PEMEX a indéniablement sa part de responsabilité civile dans l'accident. En vertu du décret de 1976 (Foreign Sovereign Immunities Act), le Texas est en droit de réclamer à la PEMEX des dommages et intérêts pour ses activités com-

merciales en dehors des Etats-Unis. De peur qu'une action en justice directe contre la PEMEX ne compromette les précieuses relations entre le gouvernement américain et le gouvernement mexicain, et en particulier les délicates négociations entre les deux pays sur les importations de gaz naturel et de pétrole, le département d'Etat a recommandé au procureur général du Texas de différer l'inculpation de la PEMEX dans son action juridique. Jusqu'ici M. White a différé toute action contre la PEMEX.

Il n'existe pas d'accords bilatéraux entre le Mexique et les Etats-Unis pour ce qui concerne les dommages-intérêts pour méfaits causés aux ressources naturelles dans des accidents de la mer. Le 28 août 1979, le Mexique refusa d'ouvrir les négociations avec les Etats-Unis quant au problème de la responsabilité civile d'Ixtoc-I. En octobre, dans son discours annuel au peuple mexicain, le président Lopez Portillo a annoncé qu'il était prêt à appuyer les négociations de la Mexique refusant d'ouvrir les négociations avec les Etats-Unis quant au problème de la responsabilité civile d'Ixtoc-I. En octobre, dans son discours annuel au peuple mexicain, le président Lopez Portillo a annoncé qu'il était prêt à appuyer les négociations de la Mexique refusant d'ouvrir les négociations avec les Etats-Unis quant au problème de la responsabilité civile d'Ixtoc-I. En octobre, dans son discours annuel au peuple mexicain, le président Lopez Portillo a annoncé qu'il était prêt à appuyer les négociations de la Mexique refusant d'ouvrir les négociations avec les Etats-Unis quant au problème de la responsabilité civile d'Ixtoc-I.

Mais l'année prochaine ? Dans le domaine de la prospection pétrolière « offshore », nous sommes incapables de prouver le public contre la catastrophe. Si le public, aujourd'hui, a pris conscience de cela, alors le bilan d'Ixtoc-I s'avère pas être entièrement négatif », conclut Mme Maynard, biologiste à l'Agence américaine pour les océans et l'atmosphère. « Mais, pour l'instant, l'incertitude qui est notre lot et qui nous empêche de réintégrer précédemment les conséquences, sans l'environnement, de la marée noire est un poids lourd à porter. »

FIN



## ÉNERGIE

### Où en est le rapport sur la fiscalité des compagnies pétrolières ?

M. Barre avait demandé, le 2 janvier, aux ministres du budget et de l'industrie d'établir, pour mars 1980, un rapport sur la fiscalité des compagnies pétrolières et de faire au gouvernement des propositions à cet égard. Quelques jours plus tard, il rappelle, à la télévision, que ce rapport devait lui être remis pour le 1<sup>er</sup> avril.

Nous sommes le 2 avril, et M. Barre n'a nul rapport sur son bureau. Or, entre-temps, les prix des produits pétroliers ont fortement monté en France. De là à penser que les propos du premier ministre visent à faire avaler l'ambrosie d'une forte augmentation des carburants, il n'y a qu'un pas qu'il serait malaisé de franchir.

Les ministères concernés ont, en effet, travaillé. Principalement celui du budget, qui n'a pas osé bon pendant de longues semaines d'associer l'industrie à ses réflexions. Aussi avouons-nous aujourd'hui avoir eu un certain retard.

Mais ce qui est le moins clair, c'est l'objectif poursuivi : veut-on de l'argent pour le budget ou prétend-on réformer, en profondeur, la fiscalité pétrolière ?

Actuellement, toutes les compagnies — groupes français ou filiales étrangères — sont soumises aux règles de droit commun pour l'impôt sur les sociétés. Les sociétés de raffinage relèvent de certaines dispositions spécifiques, dont la principale est la provision pour fluctuation de cours. Les sociétés de recherche et d'exploitation bénéficient du régime de la provision pour reconstitution de gisements (différentiel selon qu'elle s'applique en France ou à l'étranger). Enfin, les deux compagnies françaises (Elf-Aquitaine et C.F.P.) sont soumises au régime de bénéfice consolidé, c'est-à-dire qu'elles peuvent dans une certaine mesure dé-

duire des impôts dus en France certains prélevements des Etats producteurs.

L'embarras des réformateurs est donc grand. Il est évident qu'il n'est pas simple de passer d'un impôt sur les bénéfices des sociétés à un impôt sur la production de pétrole. Mais que l'on touche à la notion de bénéfice mondial et l'on déchaîne uniquement les groupes français, alors que les « Majors » disposent sur l'Etat-Unis d'avantages équivalents.

#### Prix des transports

Que l'on s'attaque, au contraire — comme vient de le faire le président Carter et le Congrès aux Etats-Unis — aux bénéfices tirés de la production de pétrole et de gaz en France, du fait de la flambée des cours mondiaux, et cela pèsera principalement sur Elf-Aquitaine et, à un degré moindre, sur Esso-Rep. Sans parler de la contradiction qu'il peut y avoir à imposer des bénéfices liés de la production au moment où l'on pousse les sociétés opérant en France à intensifier l'exploration dans l'Hexagone et les mers qui l'entourent.

Mais force est de constater — comme l'avait fait M. Schwartz, député (R.P.A.) de Moselle, au Parlement, le 16 octobre — que par le jeu des prix de transfert des maisons mères aux filiales françaises des multinationales, des amortissements et des provisions, les sociétés opérant en France — à l'exception d'Esso-Rep — n'ont nullement contribué au budget de l'Etat de 1979, du fait de difficultés dans le secteur du raffinage, constat fâcheux. Il faut donc espérer que le rapport sur la fiscalité pétrolière voie le jour et qu'il ne préconise pas une simple reconduction du « prélevement exceptionnel » voté en 1978.

BRUNO DETHOMAS.

## AGRICULTURE

### M. Méhaignerie a reçu les responsables des principales organisations syndicales

Tandis que les manifestations paysannes se poursuivaient, notamment dans le Lot-et-Garonne, où la voie ferrée Bordeaux-Marseille a été coupée, les responsables des principales organisations agricoles ont fait part, mardi 1<sup>er</sup> avril, au ministre de l'Agriculture du mécontentement qui grandit dans les campagnes. « Les manifestations ne s'arrêteront que lorsque les prix seront fixés à Bruxelles », a déclaré le président de la F.N.S.E.A., le président des jeunes agriculteurs a estimé que « le ton montait sérieusement ». M. Méhaignerie a indiqué aux responsables agricoles qu'il recevrait le 15 avril, sur le territoire britannique, M. Peter Walker, pour parler des problèmes de la viande. Il a également estimé, en accord avec les leaders paysans, qu'il faut supprimer sans attendre la franchise de 1,5 % qui subsiste entre la valeur du franc vert et la valeur réelle du franc — ce qui aurait pour effet d'augmenter d'autant les prix agricoles intérieurs.

Cependant, « pour la première fois », des agriculteurs français ont manifesté à Londres le 1<sup>er</sup> avril.

### Le retour des Normands

De notre correspondant

Londres. — Une « coche française » a été arrêtée mardi, à Londres, sur un trottoir de Whitehall. Sous ce déguisement se cachait deux agriculteurs normands venus protester, avec quatre-vingt-dix confrères de la même région et dix exploitants belges, contre le « blocus » britannique du lait produit par les autres pays membres de la Communauté.

Les manifestants, évincés de Trafalgar Square par un encadrement policier aussi ferme que courtois, ont tenté avec difficulté de distribuer aux passants une partie des quelque 600 litres de lait qu'ils avaient importés de la région normande en contradiction avec la loi britannique. Celle-ci fixe des normes sanitaires supérieures à celles des pays membres de la Communauté.

Le ministre de l'Agriculture, M. Peter Walker, a expliqué à une délégation de trois manifestants que la France, en refusant la viande de mouton britannique, ignorait les avis de la Cour européenne pour des raisons purement commerciales, alors que la Grande-Bretagne, en bloquant les importations de lait, ne se souciait que de la santé de ses citoyens. Londres, a-t-il ajouté, n'agit pas illégalement puisqu'il n'existe pas de normes sanitaires pour le lait. Ses interlocuteurs, dont M. Michel Cottetru, secrétaire général adjoint de la F.N.S.E.A., lui ont fait valoir que le traitement U.R.T. garantissait par définition

la disparition des agents pathogènes et qu'il était du reste pratiqué en Grande-Bretagne avec les mêmes machines qu'en France ou en Belgique. Pour eux, la raison essentielle du blocus britannique est que le lait européen se vendrait moins cher que celui des producteurs britanniques.

D'ailleurs, la Commission européenne a donné à Londres trente jours pour justifier sa position. Elle avait approuvé l'an dernier la politique anglaise pour la seule raison que le lait produit sur le continent est conditionné en litres et en demi-litres. Mais l'excuse est tombée d'elle-même avec l'application officielle, au début de cette année, du système métrique à ce domaine.

Pour justifier sa position, M. Walker a tenté d'attribuer à des normes sanitaires nationales l'interdiction en France de la publicité pour le whisky, alors que celle pour le cognac est autorisée. « On peut très bien soutenir, a-t-il déclaré, que le whisky est une boisson beaucoup plus saine que le cognac. » Après les guerres du mouton et du lait, quand celle des boissons alcoolisées ?

Des manifestants français arrêtés dans la matinée, au cours d'une manifestation dans la capitale, ont été relâchés dans l'après-midi après avoir été condamnés, l'un à 50 livres d'amende pour violence et l'autre à 10 livres pour obstruction à la circulation.

(Intérim.)

## AFFAIRES

Le conflit entre l'Union des consommateurs et Kléber-Colombes

### Les pneus V10 et V12 ne seront pas retirés du marché

Les pneus V10 et V12 de Kléber-Colombes ne seront pas retirés du marché. L'administration a finalement donné raison au fabricant dans le très dur conflit qui l'opposait à l'Union fédérale des consommateurs (U.F.C.V.) sur les prétendues vices de fabrication présentés par ces pneus dont l'association de défense demandait le retrait.

Les pouvoirs publics ont en effet estimé que la confrontation des expertises réalisées sur les pneus touchés « ne permet pas de mettre en évidence un défaut de fabrication ou une mauvaise conception ». Après examen et discussion des travaux réalisés par le laboratoire néerlandais K.T.N.O. pour le compte de l'U.F.C.V. et une analyse des témoignages supplémentaires communiqués fin janvier par l'U.F.C.V. (le Monde des 27-28 janvier), le Laboratoire national d'essai (L.N.E.) et l'Union technique de l'automobile (U.T.A.C.) ont confirmé leur rapport du 27 janvier, qui concluait à une explication des avaries ou des incidents constatés par des chocs préalables violents.

Les pouvoirs publics, toutefois, ne donnent pas totalement tort à l'U.F.C.V. et, dans leur communiqué, qu'ils ont publié hier, ils déclarent de cas isolés qui pourraient mettre en cause des défauts de fabrication, toujours possibles statistiquement et auxquels la société Kléber n'est pas seule exposée, tout en estimant que de tels cas relèveraient des procédures contentieuses habituelles.

Pour faire la part des choses, l'administration estime que le problème posé par l'U.F.C.V. et les conditions dans lesquelles il a été soulevé conduisent à prendre les dispositions suivantes : 1) les campagnes de sensibilisation et d'information réalisées par la direction des routes et de la circulation routière seront renforcées en ce qui concerne les conditions d'utilisation et d'entretien des pneumatiques ; 2) un effort particulier de collecte d'informations sur les accidents impliquant des pneumatiques sera entrepris par les administrations concernées, notamment auprès des sociétés d'autoroutes. Ainsi s'achève, semble-t-il, une affaire qui, depuis l'automne dernier, a détreuvé la chronique. Mais doit Kléber-Colombes risquer de ne pas sortir indemne en dépit de la garantie offerte à ses clients. En effet,

tout pneu Kléber est garanti contre les déchirures ou l'éclatement pour toute sa durée de vie jusqu'à l'apparition d'un témoin d'usure. Il y en a six par pneu, placés à 1,5 mm du fond des rainures.

Mais Kléber-Colombes pose néanmoins des conditions : que le pneumatique concerné soit mis en service moins de trois ans après sa sortie d'usine, qu'il soit utilisé dans des conditions normales.

#### Un communiqué de l'Union fédérale des consommateurs

Dès que la décision des pouvoirs publics a été connue, l'Union fédérale des consommateurs (Que choisir ?) a publié un communiqué où l'on peut lire notamment : « Cette décision choquant, d'une part, sur un simple examen radiographique qui, aux dires de tous les spécialistes consultés, ne saurait apporter une preuve technique quelconque de l'absence de défauts ; d'autre part, sur une prétendue analyse statistique faite à partir de témoignages fournis par l'U.F.C.V. par un syndicat d'industriels de l'automobile (U.T.A.C.) dont Kléber fait partie. »

« Une telle décision a été prise en l'absence de toute donnée technique définitive et sérieuse, en l'absence de toute statistique officielle sur les éclatements, au mépris de centaines de témoignages recueillis, ainsi que des recherches techniques en cours démontant sur V12. Cette décision ne fait que reprendre en réalité les seuls arguments avancés par Kléber-Colombes, faisant ainsi sortir les pouvoirs publics de leur rôle d'arbitre. »

« Cette décision, dénuée de tout fondement objectif ou scientifique, marque de la part du gouvernement français un regrettable « pas en arrière » dans la défense des consommateurs et de leur sécurité la plus élémentaire. »

« Pour limiter l'insécurité aggravation du risque résultant d'une telle décision, l'Union fédérale des consommateurs incite vivement tous les V12 à redoubler de prudence et à multiplier les contrôles... »

L'U.F.C.V. a publié, dans le numéro de mars de « Que Choisir ? » de larges extraits des documents existant sur cette affaire.

### L'électricité sera de 12 à 17 % moins chère pour les riverains des centrales nucléaires

Le Bulletin officiel des services des prix, du 2 avril publie l'arrêté instituant une réduction des tarifs de l'électricité au profit des usagers habitant les communes situées au voisinage des centrales électronucléaires de grande puissance (au moins 600 mégawatts).

Les consommateurs concernés bénéficieront jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1980 d'une réduction sur le prix de l'électricité d'un montant (hors taxes) de 0,05 F par kilowatt-heure en basse tension (usages domestiques) et de 0,03 F en moyenne tension (usages industriels et professionnels).

Le prix moyen actuel (hors taxes) du kilowatt-heure basse tension étant de 0,28 F, la baisse est donc d'un peu plus de 17 % pour les particuliers. En moyenne tension où la tarification varie selon les « plages horaires », le prix moyen du kilowatt-heure est de 25 centimes. La baisse représentera donc une réduction de 12 %.

L'idée de « faire une fleur » aux riverains de centrales nucléaires a été évoquée pour la première fois, à l'Assemblée, en juin 1979, à l'occasion d'un conseil interministériel.

A l'origine, on songeait à « pénaliser » ceux qui refusaient l'implantation de centrales nucléaires

#### LA FRANCE CONSOMMERA MOINS DE PÉTROLE

(Suite de la première page.)

Les pouvoirs publics auraient l'intention pour ce faire de renforcer le dispositif des économies d'énergie, notamment en matière de logements neufs. On compte aussi sur les nouvelles générations de voitures moins gourmandes en carburant, et sur une relance de la consommation de charbon dans l'industrie, etc.

Pour que les réalisations soient à la hauteur de ces objectifs ambitieux, ne faudra-t-il pas mettre aussi en place un dispositif plus rigoureux, plus contraignant, notamment en matière de consommation d'énergie dans les entreprises ? N'aurait-on pas pu s'y prendre plus tôt ?

J.-M. Q.

## A VENDRE

Implantation récente de 600 m2 sur un niveau avec terrain dans le Haut-Jura, extension possible, pouvant convenir à bureaux, ateliers, commerce.

Ecrire sous n° 10.191 à « Le Monde » Pub., 5, rue des Italiens, 75427 Paris cedex 09, qui transmettra.

## MONNAIES ET CHANGES

### Le dollar au sommet ?

(Suite de la première page.)

La reprise du dollar entrainera-t-elle une accélération de l'inflation déjà forte ? Une chose est pratiquement acquise : la hausse du dollar entraînera prochainement une augmentation des prix des produits importés, puisque les pouvoirs publics ont décidé de répercuter automatiquement sur le marché intérieur les hausses des importations de pétrole brut mais aussi les fluctuations de la devise américaine.

#### Taux et crédit

La hausse de la devise américaine va-t-elle se poursuivre ? Bon nombre d'experts en doutent, qui estiment qu'après avoir été longtemps sous-évalué le dollar est aujourd'hui sur-évalué par le marché. La politique de taux d'intérêt élevée pratiquée outre-atlantique pousse, en effet, à la hausse du billet vert.

Or, la Chase Manhattan Bank a porté, mardi 1<sup>er</sup> avril, son taux de base (prime rate) à 19 3/4 %, niveau jamais atteint. Chacun pense que les 20 % sont pour demain. Vaut-il en assister à une décade, alors que l'économie américaine donne des signes de faiblesse comme le laissent pressentir la diminution de 0,6 % des commandes à l'industrie et la baisse de 2,2 % des dépenses de construction en février ?

On peut se demander en constatant que le récent mouvement de

hausse des taux outre-atlantique n'a pas été suivi en Europe. Cela dit, l'argent est également cher de ce côté-ci de l'Atlantique. En France, à 12,50 %, le taux de base des banques a dépassé, en mars, le record des 12,40 % établi en 1974 et a progressé de 42 % en huit mois.

Pour l'heure, cette escalade ne semble pas avoir eu un impact considérable sur l'activité économique. D'une part parce que bon nombre d'entreprises, du fait de la libération des prix, n'ont pas de soucis de trésorerie ; lorsqu'elles en ont, elles n'hésitent pas à emprunter dans le climat inflationniste ambiant. D'autre part, les répercussions de ces hausses de taux sur les particuliers — aux-mêmes tentés d'acquiescer des biens durables — ne sont pas immédiates, ce qui par parenthèse, a incité les pouvoirs publics à resserrer l'encadrement du crédit.

Il serait cependant illusoire de penser qu'à moyen terme ces mesures n'auront pas d'effet. Déjà, aux Etats-Unis, certains semblent vouloir qu'un relâchement intervienne fin avril, se répercuterait sur l'évolution des prix en juillet.

Ph. L.

### LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ ou -	+ ou -	+ ou -	+ ou -
\$ E.-U. ...	4,52	4,5238	- 255	- 225
£ ...	1,78	1,7875	- 100	- 51
Yen (100) ...	1,7875	1,791	- 34	- 103
DM ...	2,3671	2,3698	+ 65	+ 74
FFr. ...	1,1118	1,1157	+ 12	+ 35
Fl. (100) ...	14,2523	14,2545	- 836	- 1119
Sfr. ...	2,6278	2,6297	+ 117	+ 145
Sc. ...	1,0227	1,0241	- 679	- 390

### TAUX DES EURO-MONNAIES

	3 M.	6 M.	9 M.	12 M.	18 M.	24 M.	36 M.	48 M.	60 M.
DM ...	9 5/8	9	9 1/4	9 5/8	9 3/4	10 1/8	10 5/16	10 11/16	10 13/16
FFr. ...	10 1/2	10	10 1/4	10 1/2	10 1/4	10 5/8	10 3/4	10 1/2	10 1/4
Fl. ...	10 1/2	10	10 1/4	10 1/2	10 1/4	10 5/8	10 3/4	10 1/2	10 1/4
Sfr. ...	10 1/2	10	10 1/4	10 1/2	10 1/4	10 5/8	10 3/4	10 1/2	10 1/4
Sc. ...	10 1/2	10	10 1/4	10 1/2	10 1/4	10 5/8	10 3/4	10 1/2	10 1/4
Yen ...	10 1/2	10	10 1/4	10 1/2	10 1/4	10 5/8	10 3/4	10 1/2	10 1/4
£ ...	10 1/2	10	10 1/4	10 1/2	10 1/4	10 5/8	10 3/4	10 1/2	10 1/4

Notes données ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

### Les pharmaciens d'officine obligent Clin-Midy à suspendre la vente des médicaments copiés

Les Laboratoires français de produits génériques (L.F.P.G.), société contrôlée par 80 % par le groupe pharmaceutique G.M.-Industries, ont décidé de suspendre la commercialisation de leurs produits dans les pharmacies d'officine. Seuls les hôpitaux continueront à être approvisionnés.

Le communiqué faisait état de cette interruption des ventes à été précédemment publié dans une presse spécialisée pour informer les pharmaciens professionnels. Vu la modeste taille des L.F.P.G. (20 millions de francs de chiffre d'affaires prévu en 1980), il aurait pu passer inaperçu si un groupe de la dimension de G.M.-Industries, quatrième plus gros fabricant français de médicaments, n'avait été concerné, et surtout si, au-delà de cette simple pétition, n'était apparue une affaire beaucoup plus sérieuse dont les retombées pourraient, en l'absence de solution, remettre en cause un des nouveaux dispositifs que le ministre de la Santé s'apprête à mettre en place dans le cadre de la réforme des prix pharmaceutiques (le Monde des 7 et 8 mars).

Les produits génériques sont des copies de médicaments tombés dans le domaine public, à l'expiration du brevet qui concerne ceux-ci. Assés répandus aux Etats-Unis (10 % environ des ventes de médicaments), et même en Allemagne fédérale (3 % à 4 %), la fabrication de ces produits commence tout juste à voir le jour en France, même si quelques grandes laboratoires en fabriquent déjà sous des appellations propres à en dissimuler le véritable caractère. Les pouvoirs publics ont encouragé très fortement le développement car leur prix doit être, sauf exception, inférieur (de 10 % au minimum) à celui des médicaments « leaders ». Belle occasion pour la Sécurité sociale de faire des économies ; la réforme des prix des médicaments (le Monde des 7 et 8 mars) prévoyait une bonne place à l'avenir pour cette nouvelle industrie.

Les Laboratoires français de produits génériques étaient la première société française à vouloir tenter l'expérience, surtout en cela par un partenaire (devenu récemment son principal actionnaire majoritaire,

Clin-Midy-Industries) soucieux, à terme, quand les temps de la rentabilité seront venus, d'offrir les profits tirés de l'affaire pour financer une petite partie de sa recherche et surtout d'avoir une monnaie d'échange pour discuter prix avec l'administration.

Pourquoi, dès lors, la suspension de la commercialisation des génériques fabriqués par les L.F.P.G. ? Les firmes étrangères copières ne sont pas en cause, affirme-t-on chez Clin-Midy. Les véritables responsables sont les pharmaciens d'officine, qui, pour la première fois, refusent de mettre ces produits en vente. « Bien que nous n'ayons donné aucune consigne dans ce sens », s'est écrié le directeur de la division du médicament Pierre Peira, président de la Fédération des syndicats de pharmaciens de France, « les pharmaciens d'officine ont réagi violemment. »

Les dirigeants de Clin-Midy s'efforcent de calmer les passions. « Le lancement de nos produits est intervenu au plus mauvais moment », reconnaît le P.D.G. de leurs laboratoires. « Les pharmaciens d'officine bouillonnaient leur budget 1979 et l'année écoulée avait été mauvaise pour eux. Avec le renchérissement du loyer de l'argent, le financement des stocks devient ruineux. De nombreux dossiers sont au comptant pour retard de paiement auprès des répartiteurs. Devant cet état de fait, il fallait suspendre la commercialisation, se mettre autour d'une table et discuter. C'est ce que nous allons faire. »

Clin-Midy a-t-il une chance d'obtenir l'assentiment général ? « Qu'il y ait quelques excès qui veulent défendre une position arbitraire, nous a déclaré, de son côté M. Jean Comar, directeur général de la division santé de G.M.-Industries, parlant de la profession en général, c'est leur affaire. Mais le fait générique est une réalité. »

La France a, de fait, près de dix ans de retard sur les pays anglosaxons. La démarche de quelques-uns, aussi motivée soit-elle, peut mettre de sérieuses entraves à l'application des mesures du ministère de la Santé, qui devait intervenir le 1<sup>er</sup> juillet. ANDRÉ DESSOT.

chez avec Siemens  
de Hanovre.

Information  
Les journaux à la  
21 50

Information  
Les journaux à la  
21 50

Information  
Les journaux à la  
21 50

Information  
Les journaux à la  
21 50

Information  
Les journaux à la  
21 50

Information  
Les journaux à la  
21 50

Information  
Les journaux à la  
21 50



AFFAIRES

Manufrance : une passe difficile

De notre correspondant

Saint-Etienne. — Le cap du printemps est si difficile à passer pour la société nouvelle Manufrance qu'il a manqué dans la semaine les 8 millions nécessaires pour assurer la paie de mars des mille neuf cent vingt-cinq salariés. Ceux-ci ont manifesté leur colère, mardi 1<sup>er</sup> avril, et arraché la promesse qu'ils allaient percevoir leur argent rapidement.

Après avoir défrayé à 16 heures, ils ont été plusieurs centaines à se rassembler devant l'entrée principale de la firme stéphanoise, puis à envahir bruyamment les couloirs des bureaux de la direction et de la salle dans laquelle les représentants de l'intersyndicale C.G.T., U.G.I.C.T., C.F.D.T. et G.G.C. discutaient de la situation avec le P-D.G., M. René

Mestries, le syndic, M. Dutrieux, et le président du tribunal de commerce de Saint-Etienne, M. Marius Boutrand.

Cette « pression populaire » contribua, semble-t-il, à hâter la résolution de l'épineux problème. La solution a été trouvée par M. Boutrand, qui a décidé que l'ancienne société Manufrance devait régler, au plus tard le 2 avril, sa dette de 10 millions au titre des congés 1979, payés à l'époque par la nouvelle société pour l'ancienne.

Traditionnellement, en effet, les lendennoirs de fêtes de fin d'année sont difficiles à Manufrance, dont le chiffre d'affaires baisse pendant le premier trimestre, alors qu'en mars il lui faut préparer le lancement de son catalogue. C'était déjà vrai dans les périodes euphoriques, mais, contrairement à ce qui se passait alors, les banques n'accroissent plus aujourd'hui de crédit de campagne et refusent l'escompte du « papier » Manufrance, alors que certains fournisseurs, souvent créanciers de l'ancienne société, refusent également un crédit de trois mois, comme c'est l'usage dans le commerce.

C'est dire si la situation financière de Manufrance demeure fragile. Les 12 millions apportés par la braderie de Paris n'ont été qu'un ballon d'oxygène pour la réalisation de l'indispensable catalogue (un million cinq cent mille exemplaires), dont le coût se chiffre à 27 millions. Manufrance était le mois dernier encore à la recherche de l'investisseur qui doit apporter les 4 millions nécessaires au décollage des 6 millions du P.D.E.S. (Ponds de développement économique et social) qui ne verse que 18 des 22 millions promis. Peut-être en aura-t-on davantage après la réunion du conseil d'administration, prévue pour ce mercredi. « J'ai confiance », a lancé M. Mestries la veille au soir.

Pour protester contre l'attitude des banques, un millier de travailleurs de Manufrance ont occupé mercredi matin la principale succursale stéphanoise de la B.N.P. à l'appel de l'intersyndicale C.G.T., C.F.D.T. et G.G.C.

PAUL CHAPPEL

ÉTRANGER

La dette des pays de l'Est représenterait près de 60 milliards de dollars

De notre correspondante

Genève. — L'endettement total des pays d'Europe de l'Est et de l'U.R.S.S. envers les pays occidentaux, aurait atteint à la fin de 1979 au moins 57 milliards de dollars, en augmentation de 6 milliards de dollars par rapport à 1978 (année qui avait enregistré un accroissement de 8 milliards de dollars par rapport à 1977), indique dans son étude annuelle la Commission économique des Nations unies pour l'Europe. Sur ce total, 42 milliards de dollars sont dus à des banques occidentales, et 15 milliards à des créanciers officiels ou officieux.

La répartition de la dette entre les pays socialistes n'est pas publiée dans le document de la Commission; toutefois selon des estimations récentes, la dette polonaise aurait dépassé 17 milliards de dollars, tandis que la dette soviétique serait plus élevée. Pour les autres pays les chiffres suivants peuvent être avancés : près de 7 milliards de dollars pour la Hongrie, quelque 6 milliards pour la R.D.A., presque 4 milliards pour la Roumanie, environ 3 milliards pour la Bulgarie et 2 milliards pour la Tchécoslovaquie.

Le fardeau de la dette est considéré comme relativement peu lourd par rapport aux produits nationaux des pays débiteurs (4 à 5 % en 1979). Toutefois il apparaît très important comparé aux recettes en devises convertibles, qui auraient atteint 44 milliards de dollars l'an dernier.

Cependant, indique la Commission, le déficit commercial global de la zone, qui avait été de 5 milliards de dollars en 1978, s'est transformé en un excédent de 200 millions de dollars, grâce notamment à une augmentation en valeur de 23 % des exportations vers les pays occidentaux (deux fois plus environ que les importations). Ce résultat s'explique par le fait que l'U.R.S.S. est un des principaux exportateurs mondiaux d'or et d'autres métaux précieux, dont les prix ont très fortement monté.

Cette année les échanges avec l'Ouest, qui représentent près de 30 % de l'activité commerciale de l'Est, risquent de se ralentir en raison de la conjon-

ture politique. L'embargo imposé par les États-Unis sur les exportations de technologie vers l'Union soviétique en est un des signes les plus spectaculaires. En outre, on prévoit que d'autres pays occidentaux diminueront dans ce domaine leurs ventes à l'Est.

La Commission économique des Nations unies indique aussi que le taux de croissance dans les pays du Comecon devrait atteindre 4 % en 1980, contre 2,4 % en 1979. L'an dernier le ralentissement avait affecté tous ces pays, sauf la Bulgarie et la R.D.A., le produit national brut étant même tombé en dessous de son niveau de 1978 en Pologne. La production industrielle, elle, n'a augmenté que de 3,7 %. Enfin la croissance des salaires réels s'est ralentie, sauf en Bulgarie et en Pologne.

De graves pénuries d'énergie et de combustibles se sont manifestées dès janvier et février; ce qui s'expliquerait d'un côté par une rigueur hivernale exceptionnelle, de l'autre par « les retards dans l'entretien du matériel et les défaillances de celui-ci ». Cette situation a entraîné une augmentation du prix des combustibles, des restrictions à la consommation d'énergie ainsi que des difficultés d'approvisionnement en certaines matières premières.

I. V.

ÉTATS-UNIS

● L'indice américain des principaux indicateurs économiques a enregistré une baisse en février, pour le cinquième mois consécutif. Il a subi un recul de 0,3 %, après avoir diminué de 0,3 % en janvier et de 1,9 % en novembre et de 1,4 % en octobre. — (A.F.P.)

● Les commandes américaines de machines-outils ont enregistré une bonne progression en février, en dépit de la hausse des taux d'intérêt. Ces commandes se sont élevées à 500 millions d'unités, en hausse de 1,1 % par rapport à janvier et de 12 % par rapport à février 1979. Toutefois, l'association des fabricants estime que le resserrement et le renchérissement de l'argent vont toucher ce secteur dans les mois à venir. — (A.F.P.)

SOCIAL

Le contrat salarial dans la fonction publique aboutira à « une perte sèche de pouvoir d'achat » déclare la C.F.D.T.

L'Union des fédérations de fonctionnaires et assimilés (UFFA) C.F.D.T. a précisé, dans une conférence de presse tenue le 1<sup>er</sup> avril, les raisons pour lesquelles elle n'avait pas signé l'accord salarial 1980.

Si elle reconnaît, dans la lettre qu'elle a adressée à M. Dominiati, secrétaire d'État chargé de la fonction publique, « l'effort »

mitigé — qui est fait pour rapprocher l'indice de calcul du minimum de pension de celui du minimum de rémunération des actifs », elle estime, en revanche, que toutes ses autres revendications ont été rejetées : l'attribution de points uniformes (les augmentations en pourcentage ne relèvent guère les bas salaires et les plus petites catégories sont ainsi les plus touchées par l'inflation), la suppression de la catégorie D, la fusion des trois zones de salaires avec l'intégration, dans les traitements, de l'indemnité de résidence, un supplément familial de traitement identique pour tous, la majoration de la pension de réversion à 60 % du salaire et la réduction de la durée du travail, qui reste officiellement fixée à quarante et une heures par semaine.

Au total, affirme l'UFFA-C.F.D.T., le contrat salarial proposé pour 1980 aboutira en fait à « une perte sèche de pouvoir d'achat ». C'est aussi l'avis de la Fédération des cadres, qui estime que cet accord « n'assure pas un réel maintien du pouvoir d'achat en raison de l'absence de toutes mesures rétroactives ou d'antériorité ». Cependant la C.G.C. explique qu'elle a tout de même paraphé ce contrat, car il constitue « un mieux » par rapport à celui de 1979 (qu'elle n'avait pas signé), notamment en améliorant le sort des retraités, en faisant disparaître les points uniformes ou dégressifs et en mettant en place un système de réévaluation trimestrielle des salaires liée à l'évolution des prix.

● Accord salarial à la S.N.C.F. — La Fédération des cheministes F.C. a annoncé, mardi 1<sup>er</sup> avril, qu'elle signera l'accord salarial 1980 à la S.N.C.F., qui prévoit notamment le versement d'une somme uniforme de 300 F. une augmentation des retraites de 0,8 % et une majoration de l'indemnité de résidence de 0,50 % pour les agents de la troisième et dernière zone. La C.G.T. et la C.F.D.T. avaient indiqué, dès le 21 mars, qu'elles refuseraient de signer ce contrat, « trop éloigné des revendications des cheministes ».

SIEMENS

Dialoguez avec Siemens Data à la Foire de Hanovre.

Siemens Data commercialise en France le matériel informatique conçu et fabriqué dans les usines Siemens. Vous y trouverez des hommes avec qui parler, parler de vos problèmes informatiques de fabrication, de gestion, de distribution... pour choisir la solution simple, efficace.

Car le groupe Siemens est lui-même, dans ses multiples activités, l'un des premiers utilisateurs d'informatique en Europe. Son expérience, depuis 22 ans qu'il fabrique des ordinateurs, il ne l'a pas seulement acquise chez ses clients mais dans ses propres ateliers, dans ses propres services commerciaux.

Cela lui a permis de développer une large gamme d'ordinateurs (11 unités centrales, 60 niveaux de mémoire), homogène, évolutive : avec un seul système d'exploitation elle autorise toutes les configurations au fur et à mesure de l'évolution de l'entreprise. Cela lui a permis en outre, de développer des activités nouvelles dans le domaine de la péri-informatique : imprimante à laser, système de traitement de texte.

Siemens représente 21 % du marché informatique allemand et 9 % du marché

Invitation gratuite\* Une journée à la Foire de Hanovre aux 50 premières demandes.

européen. Mise en œuvre de système, assistance technique, formation, maintenance, expriment en France également la qualité Siemens dans le domaine informatique.

\*Voyage prévu en avion, départ Orly 8 h 30, retour Orly vers 20 h 00.



Siemens Data : l'informatique-qualité.

Siemens Data organise le 23 avril un voyage à la Foire de Hanovre, confrontation mondiale de l'offre et de la demande en informatique. Les 50 premières demandes adressées à l'aide de ce coupon, recevront une invitation gratuite (voyage compris) à participer à cette journée.

Nom \_\_\_\_\_  
Prénom \_\_\_\_\_  
Société \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Téléphone \_\_\_\_\_

Je déclare me rendre à votre invitation et rencontrer les hommes de Siemens Data à la Foire de Hanovre en tant que :  
☐ Dirigeant d'entreprise.  
☐ Conseiller en informatique.  
☐ Responsable informatique.  
☐ Autres (à préciser) \_\_\_\_\_

Je possède déjà ☐ Je ne possède pas ☐  
un matériel informatique dans mon entreprise.

Mon problème commercial est : \_\_\_\_\_

Retournez ce coupon avant le 5 avril 1980 à :  
Siemens Data  
Service Information  
B.P. 109  
93203 SAINT-DENIS Cedex 1



## SOCIAL

Les relations médecins-caisses d'assurance-maladie

## Vives réactions de la C.S.M.F. et de la C.G.T. à la reprise des négociations avec un syndicat minoritaire

La Confédération des syndicats médicaux français (C.S.M.F.) et la C.G.T. ont vivement réagi à la décision de la Caisse nationale d'assurance-maladie des salariés de reprendre les négociations avec la seule Fédération des médecins de France (F.M.F.), c'est-à-dire avec la C.S.M.F. Les négociations sur l'élaboration d'une nouvelle convention entre les caisses (salariés, agriculteurs, commerçants et artisans) et le corps médical. La C.S.M.F., qui maintient ses conceptions de dépassement des tarifs, et son opposition à un double secteur médical, est d'autant plus furieuse que M. Derlin, président de la Caisse des salariés, a annoncé qu'il était prêt à nouer des contacts avec la Fédération nationale des omnipraticiens français (F.N.O.F.) qui, au sein de la C.S.M.F., regroupe trois mille généralistes.

« S'agit-il d'une nouvelle pression sur la C.S.M.F. ou de la recherche d'un équilibre de cette confédération ? M. Derlin, qui envisage la signature, avec un seul syndicat médical, d'une nouvelle convention, en y apportant certaines améliorations, éventuellement au niveau des avantages sociaux, veut avoir une sorte d'assurance qu'une partie des troupes de la C.S.M.F. ne boycottera pas cette convention. Par ailleurs, à gagner, tous les médecins suivent avec rigueur les consignes de la C.S.M.F. »

Pour le docteur Monier, président de celle-ci, l'initiative de la Caisse est « fautive, hypocrite, et illicite » puisqu'elle écarte un syndicat des discussions. En cas de signature avec la seule F.M.F., la C.S.M.F. envisage des « actions plus dures, grèves administratives, voire grèves « tout court » avec fermeture des cabinets ». Pour la C.G.T., les propositions de M. Derlin sont également inacceptables. Mme Jacqueline Lambert, secrétaire confédérale, a annoncé que son organisation avait envoyé une lettre à la C.S.M.F. pour l'inviter à une « rencontre nationale » réunissant les syndicats de salariés, de médecins et des professions paramédicales. En outre, la C.G.T. a affirmé son intention d'élargir l'action — entamée les 26, 27 et 28 mars — contre toutes les atteintes à la Sécurité sociale et de proposer aux autres syndicats, ainsi qu'aux mutuelles, une « quinzaine d'action de grande ampleur », à partir de la mi-avril, qui pourrait se terminer par une grande manifestation unitaire fin avril.

Quant à la décision de M. Derlin d'engager une concertation permanente avec la Fédération nationale des omnipraticiens français (F.N.O.F.) pour mettre en place « en commun » un instrument de maîtrise des dépenses de santé et obtenir en contrepartie un report de la mise en application du ticket modérateur d'ordre public, elle est reçue par les autres syndicats avec intérêt, ou réserve par la C.G.T.

En fait, à la partie de bras de fer entre C.S.M.F. et caisses sur l'avenir des médecins s'ajoute — une curieuse bataille d'influence au plan politique aussi bien qu'au plan syndical, entre les libéraux tels que MM. Barre et Farge, secrétaire d'Etat à la Santé, et les socialistes, démocrates tels que MM. Derlin et Tondé, président de la F.N.O.F., dont les déclarations sont suivies avec bienveillance par M. Barrot, qui, loin de souscrire totalement aux décisions gouvernementales, alimente atténuer les effets de certaines d'entre elles.

JEAN-PIERRE DUMONT.

● **Ralentissement des dépenses de santé.** — Le rythme annuel de l'ensemble des remboursements des frais de santé par la Caisse d'assurance-maladie des salariés était de 16,3 % en décembre 1979 ; 16 % en janvier 1980 et 14,4 % en février dernier. Ce rythme de progression est passé de + 19,7 % en janvier à + 18,5 % en février pour les séjours hospitaliers et de + 15,7 % à + 14 % pour les honoraires des médecins.

La célébration du 1<sup>er</sup> mai

## L'ORGANISATION DE MANIFESTATIONS UNITAIRES RENCONTRE DES DIFFICULTÉS

La commission exécutive de la C.G.T., réunie le 1<sup>er</sup> avril à Paris, a lancé un appel à de « puissantes manifestations » le 1<sup>er</sup> mai. La longue déclaration reprend la charge contre le gouvernement et sa propagande en faveur du « consensus social », mais, manifestement, le texte n'exprime aucune chaleur en évoquant « la nécessité de l'unité d'action ».

C'est une des raisons pour lesquelles les quatre membres socialistes présents ont voté contre dans le scrutin qui a rassemblé l'approbation de tous les autres militants. Les minoritaires, en outre, reprochent au texte confédéral de dénoncer la campagne gouvernementale qui « spécule sur un antisocialisme grossier » mais ne dit mot des attaques contre le parti socialiste.

A la C.F.D.T., on rappelle que M. Maïre, dès le 14 mars, avait exprimé la volonté de réaliser un « 1<sup>er</sup> mai unitaire ». Sa province, les contacts entre organisations régionales C.F.D.T. et C.G.T. sont souvent difficiles. A Paris, les deux unions régionales ainsi que celles de la FEN devaient se voir le 2 avril.

Force ouvrière, comme de coutume, organisera ses propres manifestations. M. Bergeron sera à Montpellier.

## LE DIRECTEUR DE JAEGER A CHALONS-SUR-MARNE EST RETENU UNE JOURNÉE PAR DES SYNDICALISTES

M. Favier, directeur de l'usine Jaeger de Châlons-sur-Marne (Marne) — une fabrique de compteurs de voiture et d'équipements pour l'industrie automobile — a été retenu deux jours, le mardi 1<sup>er</sup> et le mercredi 2 avril, durant toute la journée, par une quarantaine de syndicalistes, F.O. et C.G.T.

Il n'a été libéré que vers 21 heures par les forces de l'ordre. Pris de la moitié du personnel, qui avait débrayé mardi, a décidé d'occuper les locaux à partir de mercredi pour obtenir une augmentation de salaire de 400 F par mois pour les huit cents salariés (en majorité des femmes), un salaire minimum de 3,30 F, et une cinquième semaine de congés payés. Des débrayages ont eu lieu ces derniers jours dans les deux autres usines marnaises de Sainte-Menehould et Sermaise-les-Bains, ainsi qu'au siège social du groupe, à Levallois-Perret (Hauts-de-Seine). L'usine de Châlons-sur-Marne a figuré comme première étape du premier « Circuit des patrons » organisé en novembre dernier par la C.N.P.F. (le Monde du 17 novembre). Il y était montré que l'horaire variable sans pontage « renforce le dialogue » entre les ouvriers et l'encadrement.

● **Elections professionnelles :** recul de la C.G.T. à la R.A.T.P. — Aux élections des représentants des personnels actifs et retraités au conseil d'administration de la Caisse de coordination des assurances sociales de la R.A.T.P., la C.G.T. reste l'organisation la plus représentative avec 43,7 % des 44 506 suffrages exprimés, mais perd 7,7 % de son influence par rapport au scrutin de 1978. Selon les résultats communiqués par P.O., cette dernière organisation a obtenu 25,3 % des voix (+ 1,40 %), les autonomes 11,40 % (+ 0,95 %), la C.F.D.T. 9,25 % (+ 2,85 %) et les indépendants 3,65 % (+ 1,15 %). La C.F.D.T. recueille 4,90 % des suffrages (- 0,40 %).

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BANQUE DE FRANCE

Le compte rendu annuel de la Banque de France, relatif à l'exercice 1979, vient d'être remis par le gouverneur au président de la République. Dans un environnement international difficile, caractérisé par l'enchevêtrement de l'énergie, l'accélération de l'inflation et l'aggravation des tensions politiques dans le monde, l'économie française a manifesté sa vigueur : la croissance s'est poursuivie ; l'augmentation des exportations de biens et de services a permis de maintenir les paiements courants en excédent, malgré l'alourdissement de la facture pétrolière ; la franc est demeuré stable.

La stabilité qu'inspire ce bilan est confortée par la mise en place et le progrès de la concertation entre les autorités monétaires des grands pays. Elle ne doit cependant pas masquer la persistance de facteurs de désordre. La hausse du prix du pétrole, en déséquilibrant les balances des paiements, affecte le système monétaire international. Elle exerce aussi un effet dépressif sur la croissance de notre pays — qui doit tenir compte du chômage lié à la démographie — une contrainte qui exige des efforts supplémentaires en vue d'améliorer la compétitivité et la productivité des entreprises.

Après une nette déflation en 1977, le taux d'expansion annuel de la masse monétaire se situe, depuis lors, autour de 13 %. Il a dépassé, en 1979, de plus de deux points l'objectif fixé ; les concours bancaires aux entreprises et aux ménages ont, en effet, progressé trop rapidement, justifiant l'adoption récente de mesures plus restrictives. Toutefois le taux de liquidité de l'économie s'est de nouveau légèrement réduit et le marché financier a offert à l'épargne longue une rémunération réelle positive.

Pour 1980 le gouvernement a fixé l'objectif d'expansion monétaire de 12 %, ce qui impose un resserrement de l'encadrement du crédit et, compte tenu du niveau des taux d'intérêt à l'étranger, le maintien de la masse monétaire dans notre pays.

Il appartient à la politique monétaire de concourir, avec d'autres actions qui ne relèvent pas d'elle, à la maîtrise de l'inflation et à la stabilisation des taux de change. Dans ce but elle doit tendre à proportionner la création monétaire aux besoins de l'activité et à restreindre aux taux d'intérêt leur rôle d'ajustement de l'épargne et de l'investissement. L'œuvre d'assainissement doit être menée avec persévérance et persévérance plutôt que par des dispositions orientalistes mais sans lenferme.

Au cours des dernières années, l'économie française a accompli des progrès dans la voie d'une adaptation aux nouvelles modalités de la concurrence. Une coopération internationale plus étroite, notamment dans le plan monétaire, est indispensable pour que l'inflation puisse être freinée et le système monétaire international stabilisé, conditions nécessaires pour établir les bases d'un développement régulier de la production et de l'emploi.

PRÉTABAIL - SICOMI

Le conseil d'administration de Prétabail-Sicom a réuni le 27 mars pour arrêter les comptes de l'exercice 1979 qui seront soumis à l'approbation de la prochaine assemblée générale convoquée pour le 22 mai.

Le conseil d'administration de Prétabail-Sicom a réuni le 27 mars pour arrêter les comptes de l'exercice 1979 qui seront soumis à l'approbation de la prochaine assemblée générale convoquée pour le 22 mai.

	(en millions de francs)		Variation
	Au 31-12-78	Au 31-12-79	en %
Immobilisations brutes .....	1 369	1 426,4	+ 5,7
Immobilisations nettes .....	1 106,7	1 121,9	+ 2,3
Chiffre d'affaires .....	191	208,6	+ 9,2
Bénéfice net .....	89,5	96,9	+ 8,2
Marge brute d'auto-financement .....	140	136	- 2,9
Dividende global .....	75,8	81,7	+ 7,8
	(en francs, par action)		
Bénéfice net .....	45,1	49,9	+ 10,6
Dividende .....	38,2	42,2	+ 10,5

Le conseil proposera à l'assemblée la distribution d'un dividende de 42,20 F par action, soit 36,20 F pour l'exercice 1979 qui correspondra globalement à 85,1 % du bénéfice distribuable de l'exercice.

En remplacement de MM. Delamarre et Flavier, démissionnaires, le conseil propose à l'assemblée de nommer MM. de Garmy et de la Calasse délégués et conseillers.

En remplacement de MM. Delamarre et Flavier, démissionnaires, le conseil propose à l'assemblée de nommer MM. de Garmy et de la Calasse délégués et conseillers.

En remplacement de MM. Delamarre et Flavier, démissionnaires, le conseil propose à l'assemblée de nommer MM. de Garmy et de la Calasse délégués et conseillers.

En remplacement de MM. Delamarre et Flavier, démissionnaires, le conseil propose à l'assemblée de nommer MM. de Garmy et de la Calasse délégués et conseillers.

En remplacement de MM. Delamarre et Flavier, démissionnaires, le conseil propose à l'assemblée de nommer MM. de Garmy et de la Calasse délégués et conseillers.

En remplacement de MM. Delamarre et Flavier, démissionnaires, le conseil propose à l'assemblée de nommer MM. de Garmy et de la Calasse délégués et conseillers.

En remplacement de MM. Delamarre et Flavier, démissionnaires, le conseil propose à l'assemblée de nommer MM. de Garmy et de la Calasse délégués et conseillers.

En remplacement de MM. Delamarre et Flavier, démissionnaires, le conseil propose à l'assemblée de nommer MM. de Garmy et de la Calasse délégués et conseillers.

En remplacement de MM. Delamarre et Flavier, démissionnaires, le conseil propose à l'assemblée de nommer MM. de Garmy et de la Calasse délégués et conseillers.

En remplacement de MM. Delamarre et Flavier, démissionnaires, le conseil propose à l'assemblée de nommer MM. de Garmy et de la Calasse délégués et conseillers.

En remplacement de MM. Delamarre et Flavier, démissionnaires, le conseil propose à l'assemblée de nommer MM. de Garmy et de la Calasse délégués et conseillers.

En remplacement de MM. Delamarre et Flavier, démissionnaires, le conseil propose à l'assemblée de nommer MM. de Garmy et de la Calasse délégués et conseillers.

En remplacement de MM. Delamarre et Flavier, démissionnaires, le conseil propose à l'assemblée de nommer MM. de Garmy et de la Calasse délégués et conseillers.

En remplacement de MM. Delamarre et Flavier, démissionnaires, le conseil propose à l'assemblée de nommer MM. de Garmy et de la Calasse délégués et conseillers.

En remplacement de MM. Delamarre et Flavier, démissionnaires, le conseil propose à l'assemblée de nommer MM. de Garmy et de la Calasse délégués et conseillers.

En remplacement de MM. Delamarre et Flavier, démissionnaires, le conseil propose à l'assemblée de nommer MM. de Garmy et de la Calasse délégués et conseillers.

En remplacement de MM. Delamarre et Flavier, démissionnaires, le conseil propose à l'assemblée de nommer MM. de Garmy et de la Calasse délégués et conseillers.

En remplacement de MM. Delamarre et Flavier, démissionnaires, le conseil propose à l'assemblée de nommer MM. de Garmy et de la Calasse délégués et conseillers.

En remplacement de MM. Delamarre et Flavier, démissionnaires, le conseil propose à l'assemblée de nommer MM. de Garmy et de la Calasse délégués et conseillers.

En remplacement de MM. Delamarre et Flavier, démissionnaires, le conseil propose à l'assemblée de nommer MM. de Garmy et de la Calasse délégués et conseillers.

En remplacement de MM. Delamarre et Flavier, démissionnaires, le conseil propose à l'assemblée de nommer MM. de Garmy et de la Calasse délégués et conseillers.

En remplacement de MM. Delamarre et Flavier, démissionnaires, le conseil propose à l'assemblée de nommer MM. de Garmy et de la Calasse délégués et conseillers.

En remplacement de MM. Delamarre et Flavier, démissionnaires, le conseil propose à l'assemblée de nommer MM. de Garmy et de la Calasse délégués et conseillers.

En remplacement de MM. Delamarre et Flavier, démissionnaires, le conseil propose à l'assemblée de nommer MM. de Garmy et de la Calasse délégués et conseillers.

En remplacement de MM. Delamarre et Flavier, démissionnaires, le conseil propose à l'assemblée de nommer MM. de Garmy et de la Calasse délégués et conseillers.

En remplacement de MM. Delamarre et Flavier, démissionnaires, le conseil propose à l'assemblée de nommer MM. de Garmy et de la Calasse délégués et conseillers.

En remplacement de MM. Delamarre et Flavier, démissionnaires, le conseil propose à l'assemblée de nommer MM. de Garmy et de la Calasse délégués et conseillers.

En remplacement de MM. Delamarre et Flavier, démissionnaires, le conseil propose à l'assemblée de nommer MM. de Garmy et de la Calasse délégués et conseillers.

En remplacement de MM. Delamarre et Flavier, démissionnaires, le conseil propose à l'assemblée de nommer MM. de Garmy et de la Calasse délégués et conseillers.

En remplacement de MM. Delamarre et Flavier, démissionnaires, le conseil propose à l'assemblée de nommer MM. de Garmy et de la Calasse délégués et conseillers.

En remplacement de MM. Delamarre et Flavier, démissionnaires, le conseil propose à l'assemblée de nommer MM. de Garmy et de la Calasse délégués et conseillers.

En remplacement de MM. Delamarre et Flavier, démissionnaires, le conseil propose à l'assemblée de nommer MM. de Garmy et de la Calasse délégués et conseillers.

En remplacement de MM. Delamarre et Flavier, démissionnaires, le conseil propose à l'assemblée de nommer MM. de Garmy et de la Calasse délégués et conseillers.

En remplacement de MM. Delamarre et Flavier, démissionnaires, le conseil propose à l'assemblée de nommer MM. de Garmy et de la Calasse délégués et conseillers.

En remplacement de MM. Delamarre et Flavier, démissionnaires, le conseil propose à l'assemblée de nommer MM. de Garmy et de la Calasse délégués et conseillers.

En remplacement de MM. Delamarre et Flavier, démissionnaires, le conseil propose à l'assemblée de nommer MM. de Garmy et de la Calasse délégués et conseillers.

En remplacement de MM. Delamarre et Flavier, démissionnaires, le conseil propose à l'assemblée de nommer MM. de Garmy et de la Calasse délégués et conseillers.

En remplacement de MM. Delamarre et Flavier, démissionnaires, le conseil propose à l'assemblée de nommer MM. de Garmy et de la Calasse délégués et conseillers.

En remplacement de MM. Delamarre et Flavier, démissionnaires, le conseil propose à l'assemblée de nommer MM. de Garmy et de la Calasse délégués et conseillers.

GROUPE VOLVO

1979 — ANNÉE RECORD

Les ventes ont progressé de 23 % et les bénéfices ont presque doublé en dépassant le milliard de couronnes suédoises.

Il n'a jamais été vendu autant de voitures, camions, bus, véhicules pour travaux publics en un an.

COMPAGNIE DES COMPTEURS

Le conseil d'administration, réuni le 27 mars 1980, a arrêté les comptes et le bilan de la société pour 1979. L'exercice dégage un bénéfice net de 62 163 161 F.

Le conseil a décidé de proposer à la prochaine assemblée générale des actionnaires la distribution d'un dividende de 10 F par action qui est assorti d'un avoir fiscal de 4,75 F par action.

Il est rappelé que l'assemblée générale extraordinaire du 28 juin 1977 a décidé la mise au nominatif obligatoire des actions au porteur. Cette formalité devra être obligatoirement effectuée par les titulaires d'actions encore au porteur, préalablement à l'encassement de tout dividende.

AVIS AUX ACTIONNAIRES

des sociétés néerlandaises

liquidées :

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE BELGE

JAVANAISE DE CULTURES

« JABEL »

(N.V. Algemene Belgisch Javaansch Cultuurmaatschappij)

SOCIÉTÉ BELGE NÉERLANDAISE

DE CULTURES « BELMAAT »

(N.V. Belgisch Nederlandsche Cultuurmaatschappij)

SOCIÉTÉ DES PLANTATIONS

DE DJEMBER

(N.V. Cultuurmaatschappij Djember)

SOCIÉTÉ DE CULTURES

DE CAOUTCHOUC KALI-TENGH

(N.V. Caoutchouc Cultuurmaatschappij Kali-Tengh)

Les titres au porteur représentant les actions de capital des sociétés néerlandaises liquidées, reprises sous rubrique, font l'objet d'un échange, depuis 1974, contre des actions de la holding néerlandaise « JABELMALUX », constituée en date du 6 mars 1974.

Il est rappelé aux porteurs de titres qui peuvent s'adresser à :

S.A. HOLDING JABELMALUX,

16-18, Jemstraat,

2000 ANTWERPEN-ANVERS (Belgique).

Tél. : (031) 33-37-61

pour connaître les modalités d'échange.

(Publiée)

La Société DURO CHARRUES

à Luiton, près de Chartres, et la

Société RANSOMES, IPSWICH

(Angleterre), représentées en

France par sa filiale RANSOMES,

LE CHATELET-EN-BRIE (S.-et-M.),

annoncent la signature d'un

accord de coopération technico-

commerciale.

Cet accord prévoit que les études de

projet des nouveaux matériels dé-

veloppés en plein accord et avec la

coopération des deux engineering.

Cet accord technique se complé-

tera par le développement com-

mercial des réseaux, ceux-ci res-

tant chacun pour sa marque

parfaitement indépendamment.

Il est à noter que l'accord du plus

important fabricant de matériel

de culture anglaise et de la jeune

et dynamique entreprise DURO ne

peut que favoriser le développe-

ment des techniques dans la

culture du sol, de même que rap-

procher les points de vue com-

merciaux tant nationaux que d'ex-

portation dans ces deux sociétés.

(Publiée)

DEPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT

SUBDIVISION DES ÉTUDES FORCIÈRES ET DE TOPOGRAPHIE

33, quai Gallieni, 93151 SURSENES CEDEX

AVIS

D'ENQUÊTES CONJOINTES PRÉALABLE À LA DÉCLARATION

D'UTILITÉ PUBLIQUE ET PARCELLAIRE

COMMUNE D'ANTONY

CHEMIN DÉPARTEMENTAL N° 67 A, AVENUE DE STALINGRAD

et l'avenue de la Division-Ledoux (R.N. 20)

Le public est informé que par arrêté préfectoral en date du 10 mars 1980, il a été prescrit l'ouverture d'enquêtes conjointes

l'opération envisagée sur le territoire de la commune d'Antony. Les

pièces du dossier concernant chacune de ces enquêtes seront déposées

pendant vingt-deux jours consécutifs, du 14 avril 1980 au 5 mai 1980,

à la mairie d'Antony, direction générale des services techniques,

14, rue de l'Église, où le public pourra les consulter du lundi au

vendredi, de 9 h. 30 à 12 heures et de 13 h. 45 à 15 h. 15.

ENQUÊTES PRÉALABLE À LA DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE :

Les personnes désirant émettre un avis sur l'utilité publique de

cette opération pourront consigner leurs observations sur le

registre ouvert à cet effet aux jours, heures et lieu ci-dessus.

Elles pourront de même les adresser à M. Pierre MEILLER, inspecteur

divisionnaire hors classe à la S.E.C.P., 1, rue Pasteur, 93107 PARIS,

nommé Commissaire Enquêteur.

A l'issue de cette enquête, les copies des conclusions du

Commissaire Enquêteur seront tenues à la disposition du public à

la mairie d'Antony et à la préfecture des Hauts-de-Seine, direction

départementale de l'équipement, accueil au public, niveau 1, aux

heures normales d'ouverture.

ENQUÊTE PARCELLAIRE :

Les intéressés souhaitant émettre un avis sur les limites

d'empire nécessaires à cette opération pourront consigner leurs

observations sur le registre ouvert à cet effet aux jours, heures

et lieu ci-dessus. Ils pourront de même les adresser au maire

d'Antony ou au Commissaire Enquêteur désigné ci-dessus.

Cette publication est faite en application des articles R 11-4 et

R 11-26 du code de l'urbanisme pour cause d'utilité publique.

LE 19 MAI 1980  
PALAIS DES CONGRÈS  
PARIS

Organisé par APARS

sous la présidence de M. TEMKINE

Co-Président d'Essilor

et animé par J.-P. ELKABACH

# GRAND FORUM SUR L'ACTIONNARIAT DES SALARIÉS

et l'exercice du pouvoir, pour que vive autrement l'entreprise.

- Il comportera :
- 2 conférences : aspects financiers et juridiques de l'actionnariat de responsabilité,
- fonctionnement de l'entreprise et rôle des salariés actionnaires,
- 12 exposés-débats
- diverses projections.
- 1 débat public : quelle loi pour quel actionnariat ?

Ce forum est destiné à tous les dirigeants et salariés d'entreprises souhaitant instituer un actionnariat de responsabilité. Il leur permettra à partir d'expériences concrètes de sociétés comme Auchan, Darty, Essilor, G.M.F., Leroy-Somer, Majorette



LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS  
2 AVRIL

Calmé mais soutenu

L'heure des vacances pascales a déjà virtuellement sonné pour la Bourse de Paris. Dans un marché rendu à demi désert par les nombreux départs en vacances, le plus grand calme a régné mercredi et les professionnels, dont les carnets étaient à peu près vides, ont été réduits à traiter les affaires courantes. De ce fait, les cotations ont été expédiées au pas de charge et, malgré d'une heure après l'ouverture, toutes les transactions étaient à peu près terminées. La majeure partie des échanges n'a toutefois pas engendré l'effacement des cours habituels. Au contraire même, la timide émotion observée la veille s'est poursuivie et, à la clôture, l'indice boursier s'est inscrit à 0,8 % en hausse au-dessus de son niveau précédent.

Plusieurs points de réelle fermeté sont apparus à la cote. Klüber-Colombes comptait parmi les quelques valeurs du jour avec un gain de 5,5 %, après que l'administration lui eut donné gain de cause dans l'affaire des papiers V 10 (voir d'autre part, en pages économiques). De leur côté, les banques se sont rarement, perdant en plus de leur cote. Les plus fortes ayant été relancées par Casino (-3,8 %) et C.I.M. Industries (-3,5 %) et Jacques Borel (-2,8 %). Tous ces écarts de cours, néanmoins, ont été compensés par une très grande signification, vu l'extrême minceur des courants d'affaires.

De toute évidence, la Bourse s'est mise en voie de se rapprocher du long week-end de Pâques. Elle fermera ses portes jeudi soir pour les vacances du mardi 8 avril. L'or, en revanche, a baissé et le lingot s'est échangé à 73 600 F (-285 F), le prix de l'once de métal ressortant ainsi à 506,31 dollars (contre 506,99 dollars). La livre sterling, quant à elle, a valu 0,10 F de moins que mardi, à 660 F.

LONDRES

Très calme avec en soirée, la hausse du marché de New-York s'est reflétée dans les cours de clôture. Les échanges ont été réduits à peu près à l'essentiel. Les cotations ont été expédiées au pas de charge et, malgré d'une heure après l'ouverture, toutes les transactions étaient à peu près terminées. La majeure partie des échanges n'a toutefois pas engendré l'effacement des cours habituels. Au contraire même, la timide émotion observée la veille s'est poursuivie et, à la clôture, l'indice boursier s'est inscrit à 0,8 % en hausse au-dessus de son niveau précédent.

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Rows include various stocks like Anglo-Siam, Anglo-Siam, Anglo-Siam, etc.

NEW-YORK

Léger repli

Après deux séances d'assez forte hausse, le marché de New-York s'est légèrement replié mardi et, en clôture, l'indice a baissé de 0,1 %. Les échanges ont été réduits à peu près à l'essentiel. Les cotations ont été expédiées au pas de charge et, malgré d'une heure après l'ouverture, toutes les transactions étaient à peu près terminées. La majeure partie des échanges n'a toutefois pas engendré l'effacement des cours habituels. Au contraire même, la timide émotion observée la veille s'est poursuivie et, à la clôture, l'indice boursier s'est inscrit à 0,8 % en hausse au-dessus de son niveau précédent.

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Rows include various stocks like Anglo-Siam, Anglo-Siam, Anglo-Siam, etc.

NEW-YORK

Léger repli

Après deux séances d'assez forte hausse, le marché de New-York s'est légèrement replié mardi et, en clôture, l'indice a baissé de 0,1 %. Les échanges ont été réduits à peu près à l'essentiel. Les cotations ont été expédiées au pas de charge et, malgré d'une heure après l'ouverture, toutes les transactions étaient à peu près terminées. La majeure partie des échanges n'a toutefois pas engendré l'effacement des cours habituels. Au contraire même, la timide émotion observée la veille s'est poursuivie et, à la clôture, l'indice boursier s'est inscrit à 0,8 % en hausse au-dessus de son niveau précédent.

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Rows include various stocks like Anglo-Siam, Anglo-Siam, Anglo-Siam, etc.

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Rows include various stocks like Anglo-Siam, Anglo-Siam, Anglo-Siam, etc.

BOURSE DE PARIS - 2 AVRIL - COMPTANT

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Dernier cours, Variation. Rows include various stocks like Anglo-Siam, Anglo-Siam, Anglo-Siam, etc.

VALEURS

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Dernier cours, Variation. Rows include various stocks like Anglo-Siam, Anglo-Siam, Anglo-Siam, etc.

MARCHÉ A TERME

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Dernier cours, Variation. Rows include various stocks like Anglo-Siam, Anglo-Siam, Anglo-Siam, etc.

COTE DES CHANGES

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Dernier cours, Variation. Rows include various currencies like Anglo-Siam, Anglo-Siam, Anglo-Siam, etc.



# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### IDÉES

2. ANTILLES : « L'équilibre mondial », par Jean-François Raux ; « Les équilibres », par Max Eliez ; « Les vaines exigences », par Camille Petit.

### ÉTRANGER

3. AMÉRIQUES  
4. ASIE  
— AFGHANISTAN : la résistance s'organise laborieusement.  
— La crise entre Washington et Téhéran.  
6-7. AFRIQUE  
— YOGOSLAVIE : nouvel accord de coopération avec la C.E.E.

### POLITIQUE

8. Le programme de la session parlementaire.  
— Les divisions de la gauche.

### SOCIÉTÉ

9. La chancellerie critique le projet de cartes d'identité établi par le ministère de l'Intérieur.  
10. La lutte contre le terrorisme.  
18. CULTURE : l'explosion du livre de poche à la Foire de Bologne.  
19. SPORTS  
— Les manifestations de soutien aux étudiants étrangers.  
24. SCIENCES  
25. DÉFENSE  
25. RELIGION

### ARTS ET SPECTACLES

11-15. LE MYTHES AMÉRICAIN  
— « Ambiguïtés », par Thomas Ferrer ; « Cinéma-passions », par Jacques Siclier ; « Musiques de l'imagination joyeuse », par Francis Marmande ; « Broadway est une autre planète », par Colette Godard ; « Robert Krummer, un étranger à Paris », par Claire Duval ; « Too much », par Hervé Guibert ; « Les icônes du libéralisme », par Jacques Michel ; « L'enseignement de la modernité », par Marcelle Michel.  
14-15. Programmes expositions.  
16-18. Programmes spectacles.

### INFORMATIONS « SERVICES »

26. FÊTES PASCALES : les offices de la Semaine sainte.

### ÉQUIPEMENT

27. ENVIRONNEMENT : « L'écologie », la mort du siècle (II), par Sylvia Crousseau.

### ÉCONOMIE

28. ÉNERGIE : où en est le rapport sur la faisabilité des compagnies pétrolières ?  
— AGRICULTURE  
29-30. AFFAIRES  
29-30. SOCIAL : les relations méditerranéennes d'assurance-maladie.

RADIO-TELEVISION (19)  
Annonces classées (21 à 23) ;  
Carnet (24) ; Journal officiel (25) ;  
Météorologie (26) ; Mots croisés (26) ; Bourse (31).

## AU CONSEIL DES MINISTRES

### Le gouvernement institue un revenu minimum familial qui entrerait en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1981

Le conseil des ministres s'est réuni, le mercredi 2 avril, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. Giscard d'Estaing. Au terme de ses travaux, le communiqué suivant a été publié :

#### REVENU MINIMUM FAMILIAL

Conformément aux engagements du programme de Rhodé, le conseil des ministres a approuvé un projet de loi instituant un revenu minimum familial en faveur des familles de trois enfants ou plus. Ce texte sera proposé au vote du Parlement à la prochaine session.

L'entrée en vigueur de la nouvelle prestation est prévue pour le 1<sup>er</sup> janvier 1981. Elle concernera 150 000 familles et 500 000 enfants. Les familles de salariés dont le salaire est équivalent au SMIC recevront chaque mois une allocation égale à la différence entre le montant du revenu qu'elles se seraient procuré — il sera de 1<sup>er</sup> janvier 1981 d'environ 4 200 F — et la somme de leurs ressources (salaires et prestations familiales).

Les autres familles, et notamment celles des non-salariés, recevront une allocation forfaitaire mensuelle.

La nouvelle prestation sera versée chaque mois aux familles par les caisses d'allocations familiales et celles de sécurité sociale agissant en même temps que les autres prestations familiales.

La France sera ainsi un des premiers pays à avoir institué un revenu familial.

[Prévu par le « programme de Rhodé » adopté en janvier 1979 par M. Barre, — annoncé, à nouveau, en novembre 1979, lors du débat à l'Assemblée nationale sur la politique familiale, le revenu minimum familial a pour but « d'élargir la garantie individuelle d'un salaire minimum, supporté par le SMIC, à l'ensemble des ressources dont peut disposer une famille ».

L'un des buts de ce projet est d'être élargi à cent cinquante mille, voire cent mille familles, soit des millions de personnes. Le SMIC, qui était de 700 millions de francs par an, en raison de l'inflation observée depuis le gouvernement a été porté à un montant plus élevé. Ce montant, qui pourrait être revu à la hausse, sera appliqué en 1981, demeure très éloigné du budget-type d'une famille de trois enfants, qui s'élève à 12 millions, à partir des études de l'INAP, à près de 8 000 F par mois, en 1979.

Commissaire de la semaine dernière, le conseil d'administration de la Caisse des prestations familiales n'a pas donné d'avis favorable à ce projet, qu'il juge insuffisant.]

#### POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE

Le ministre de l'Industrie a présenté une communication sur le bilan énergétique à l'horizon 1990 à la suite du conseil central de planification, réuni par le président de la République le 27 mars.

Grâce à une politique ambitieuse de redéploiement énergétique, la situation énergétique de la France, qui représentait les deux tiers de sa consommation énergétique en 1973, devra être ramenée à un tiers de sa consommation totale d'énergie en 1990.

Ces objectifs pourront être atteints tout d'abord par l'intensification des efforts entrepris en faveur des économies d'énergie, lesquelles devront tripler au cours de la prochaine décennie, et la substitution au pétrole d'autres énergies : énergies nouvelles, charbon, électricité nucléaire. Du fait qu'elle sera plus sobre en énergie, la croissance des années 80 devra être accompagnée d'un régime qui aurait été consommé selon le rythme antérieur.

An cours de la décennie 1980-1990, certaines énergies nouvelles arrivées au stade de la maturité, couvriront progressivement une part significative de nos consommations énergétiques. Ce sera le fait, en tout premier lieu, de l'énergie verte, du chauffage solaire et de la géothermie, qui représenteront en 1990, 10 à 15 millions de tonnes d'équivalent pétrole, soit un chiffre supérieur à la production d'électricité nucléaire actuelle.

D'autre part, le charbon sera davantage utilisé, l'industrie grâce à un programme technologique de promotion de son utilisation et d'incitation à donner à ses utilisateurs. La politique d'approvisionnement énergétique de la France, qui s'est développée au cours de ces dernières années, s'ajoutant à la mise en valeur des gisements nationaux exploitables dans des conditions économiques et humaines acceptables, l'inventaire géologique et l'expertise des ressources nationales seront repris ; l'étude de la géothermie souterraine sera poursuivie. L'exploitation de la France participera aux différents aspects de la mise en œuvre de cette politique énergétique.

La consommation de gaz augmentera à raison des ressources disponibles, mais la sécurité de nos approvisionnements.

Le programme d'équipement nucléaire fourni dans dix ans autant d'énergie que le pétrole importé. Le ministre de l'Économie et le ministre de l'Industrie ont exposé les modalités de réduction des tarifs de l'électricité mises en place conformément à la décision du conseil des ministres du 21 novembre 1979, pour les consommateurs de basses et moyennes tensions devant au voisinage des centrales nucléaires. Ces usagers bénéficieront immédiatement, en contrepartie des sujétions apportées par les chantiers de construction de centrales nucléaires, des avantages que connaîtront ultérieurement l'ensemble des consommateurs du fait de la réduction de coûts, obtenus grâce à la mise en service du programme nucléaire.

Les réseaux de distribution de chaleur seront développés. Ils permettront de récupérer la chaleur rejetée par les centrales électriques ou les installations industrielles, de valoriser les déchets et de faciliter l'utilisation du charbon, de l'énergie nucléaire ou des énergies nouvelles pour le chauffage collectif, industriel ou agricole. Le projet de loi sur l'utilisation de la chaleur et les économies d'énergie actuellement soumis au Parlement, et dont le gouvernement souhaite le vote définitif au cours de la présente session, fournira le cadre juridique approprié à la réalisation de ces projets.

Le président de la République a déclaré :

« Il est important de souligner que les énergies nouvelles représentent la 1980 l'avantage d'énergie que nous produirons le nucléaire aujourd'hui. »

Il a constaté que cette politique énergétique, qui comporte un volume d'investissement sans précédent, est une condition fondamentale de l'indépendance de la France, de sa croissance économique et de son emploi dans les années qui viennent.

#### FONCTION PUBLIQUE

Le secrétaire d'État auprès du premier ministre chargé de la fonction publique, a rendu compte au conseil du déroulement des négociations salariales concernant la fonction publique, qui ont permis d'aboutir à la signature d'un accord avec la majorité des organisations syndicales représentatives des fonctionnaires (F.O., la FEN, la C.F.T.C., la Fédération générale autonome, la G.C.C.).

Par la conclusion de cet accord, le gouvernement marque sa volonté de poursuivre la politique contractuelle dans la fonction publique, comme il le fait dans l'ensemble du secteur public.

L'accord, dont la validité s'étendra jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 1981, assure le maintien du pouvoir d'achat des fonctionnaires et compense des mesures spécifiques en faveur des fonctionnaires ayant les rémunérations les plus faibles et des retraités civils et militaires.

Le conseil a approuvé le décret portant une augmentation des traitements civils et militaires de l'État de 1,75 % à compter du 1<sup>er</sup> avril qui, s'ajoutant à la mesure appliquée le 1<sup>er</sup> mars, constitue la première mesure d'application de l'accord.

Le président de la République a déclaré :

« L'important accord salarial, signé dans la fonction publique, qui

concerne deux millions et demi de personnes actives, et indirectement cinq millions de personnes, est un succès qui prouve la vitalité de la politique contractuelle. »

Il va permettre de garantir efficacement le pouvoir d'achat des fonctionnaires civils et militaires, et celui des retraités, jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 1981. »

#### PRIX AGRICOLES

Le ministre de l'Agriculture a présenté une communication sur les conséquences des mesures prises par le Conseil des communautés des ministres de l'Agriculture, à la demande de la France, le 27 mars 1979.

La suppression complète des montants compensatoires monétaires français entraîne une hausse de 3,5 % des prix agricoles français. Cette hausse s'applique le 1<sup>er</sup> avril pour le lait et le 5 avril pour la viande bovine.

En outre, cette décision améliore la compétitivité de nos exportations agricoles.

Le gouvernement est déterminé à obtenir la fixation de la hausse des prix agricoles communs par le Conseil des ministres des communautés, à un niveau notablement plus élevé que celui proposé par la commission, afin de garantir le maintien du revenu des agriculteurs en 1980. Il veillera à ce que la hausse des prix soit conforme aux orientations retenues en faveur de l'élevage.

D'autre part, le conseil des ministres a examiné la situation économique et sociale de la pêche maritime, entendu une communication du secrétaire d'État auprès du ministre de l'Industrie sur la mise en place d'une « formation alternée dans l'industrie », adopté deux textes relatifs à la coopération franco-canadienne et franco-québécoise à l'égard de diverses mesures individuelles.

## DES ÉLUS BRETONS À L'ÉLYSÉE

Une délégation d'élus bretons s'est rendue, le mercredi 2 avril, en fin de matinée à l'Élysée pour protester contre les effets des mesures prises sur les côtes de leur région. Devant l'entrée du palais présidentiel, ses élus ont fait savoir qu'ils n'acceptaient pas d'être reçus par une personnalité autre que le président de la République lui-même. Ils avaient, dans les jours précédents, adressé un télégramme au chef de l'État demandant à être entendus de lui.

Ils devaient apprendre par la suite qu'ils seraient reçus par M. François Polge de Combreil, secrétaire général adjoint de l'Élysée. M. Jean Yves Simon, conseiller général de Lorient (Côtes-du-Nord), président du comité de coordination et de vigilance de ce département a déclaré : « Nous avons le sentiment que Paris nous abandonne. Depuis le naufrage du Tanio, nous n'avons reçu comme visite que celle de M. Aymar Achille-Fouid. Nous en avons décidé et nous le disons : nous ne sommes pas prêts à être traités comme des citoyens de seconde zone. Nous devons être reçus à 16 h 30 par le secrétaire général adjoint, nous avons décidé de ne pas nous rendre à cette entrevue et d'en informer les élus de notre région présents actuellement à Paris. »

M. Alphonse Arzel, conseiller général de Morlaix, a affirmé : « Nous ne voulons pas que les décisions traitent comme des citoyens de seconde zone. Nous voulons que les pouvoirs publics fassent entendre le Tanio, qui est une véritable bombe à retardement, ou bien qu'ils fassent pomper le contenu des cales. Si une tempête du nord-est se lève, tout ce pétrole sera à nouveau rejeté sur les côtes. Nous réagissons plus d'être pollués que de deux ans par des hydrocarbures. Demain, ce pourrait être autre chose que du pétrole : des produits plus dangereux. La Manche est un couloir qui, à terme, doit être interdit aux pétroliers. »

retardement, ou bien qu'ils fassent pomper le contenu des cales. Si une tempête du nord-est se lève, tout ce pétrole sera à nouveau rejeté sur les côtes. Nous réagissons plus d'être pollués que de deux ans par des hydrocarbures. Demain, ce pourrait être autre chose que du pétrole : des produits plus dangereux. La Manche est un couloir qui, à terme, doit être interdit aux pétroliers. »

Surprenantes révélations sur une méthode très simple pour guérir votre timidité, développer votre mémoire et réussir dans la vie. Ce n'est pas juste : vous valez 10 fois mieux que tel de vos amis qui "n'a pas inventé la poudre", et pourtant gagne beaucoup d'argent sans se tuer à la tâche, que tel autre, assez insignifiant, qui cependant jouit d'une inexplicable considération de la part de tous ceux qui l'entourent.

Qui faut-il accuser ? La société dans laquelle nous vivons ? Ou vous-même qui ne savez pas tirer parti des dons cachés que vous avez en vous ?

Vous le savez : la plupart d'entre nous n'utilisent que le centième de leurs facultés. Nous ne savons pas nous servir de notre mémoire. Ou bien nous sommes paralysés par une timidité qui nous condamne à végéter. Et nous nous enfonçons dans nos tabous.

W.R. Borg, dpt.576, chez AUBANEL, 6, place Saint-Pierre, 84028 Avignon

## LE GÉNÉRAL DE GAULLE JUGÉAIT « ARCHINAUREL » QUE GEORGES POMPIDOU FUT CANDIDAT A LA PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE.

M. Edouard Balladur, ancien secrétaire général de la présidence de la République, a rendu public, mercredi 2 avril, au cours d'un hommage rendu par TF1 à la mémoire de Georges Pompidou, une lettre adressée le 30 avril 1969 par le général de Gaulle à son ancien premier ministre, dans laquelle le chef de l'État approuvait la déclaration de candidature faite par celui-ci avant l'élection présidentielle qui devait avoir lieu deux mois plus tard. Le général de Gaulle écrivait notamment à Georges Pompidou : « Après ce que je vous ai dit maintes fois naguère et ce que j'ai déclaré publiquement à votre sujet, vous êtes sans doute fondé à croire que j'approuve votre candidature. Je l'approuve en effet. (...) Dans les circonstances présentes, il est archinaurel et tout fait indiqué que vous vous présentiez. J'espère donc vivement votre succès et je pense que vous l'obtiendrez. »

## Selon le « Los Angeles Times »

### LA LETTRE DE « REGRETS » ATTRIBUÉE AU PRÉSIDENT CARTER ET DESTINÉE À L'IMAM KHOMENY AURAIT ÉTÉ ÉCRITE PAR UN « INTERMÉDIAIRE » ÉTRANGER.

Los Angeles (A.F.P.). — La lettre de « regrets » adressée au président Carter et destinée à l'imam Khomeiny (le Monde du 1<sup>er</sup> avril) aurait été rédigée par un avocat argentin qui sert d'intermédiaire entre les États-Unis et l'Iran dans l'affaire des otages, a révélé mardi 2 avril le journal Los Angeles Times. Cette lettre a été diffusée la semaine dernière par la radio iranienne et son existence démentie par la Maison Blanche.

Selon le journal, le texte de la lettre aurait été un projet rédigé par l'avocat argentin, Hector Villalon, qui aurait estimé que des « regrets » américains pourraient contribuer à une solution de la crise des otages.

« L'indice des prix de gros industriels français a marqué une hausse de 1,1 % en février, en augmentation de 12,5 % par rapport à février 1979. En janvier, les prix industriels s'étaient accrus de 1,7 %.

## Le monde devrait avoir lu ce petit livre gratuit

Surprenantes révélations sur une méthode très simple pour guérir votre timidité, développer votre mémoire et réussir dans la vie. Ce n'est pas juste : vous valez 10 fois mieux que tel de vos amis qui "n'a pas inventé la poudre", et pourtant gagne beaucoup d'argent sans se tuer à la tâche, que tel autre, assez insignifiant, qui cependant jouit d'une inexplicable considération de la part de tous ceux qui l'entourent.

Qui faut-il accuser ? La société dans laquelle nous vivons ? Ou vous-même qui ne savez pas tirer parti des dons cachés que vous avez en vous ?

Vous le savez : la plupart d'entre nous n'utilisent que le centième de leurs facultés. Nous ne savons pas nous servir de notre mémoire. Ou bien nous sommes paralysés par une timidité qui nous condamne à végéter. Et nous nous enfonçons dans nos tabous.

W.R. Borg, dpt.576, chez AUBANEL, 6, place Saint-Pierre, 84028 Avignon

### BON GRATUIT

pour recevoir « LES LOIS ÉTERNELLES DU SUCCÈS », découpez ou recopiez ce bon et envoyez-le à : W.R. Borg dpt.576, chez AUBANEL, 6, place St-Pierre, 84028 Avignon. Vous recevrez le livre sous pli fermé et sans aucun engagement.

NOM \_\_\_\_\_ PRENOM \_\_\_\_\_  
N° \_\_\_\_\_ RUE \_\_\_\_\_  
CODE POSTAL \_\_\_\_\_ VILLE \_\_\_\_\_  
AGE \_\_\_\_\_ PROFESSION \_\_\_\_\_  
Aucun démarcheur ne vous rendra visite.

les costumes boutique de **feruch**  
costume d'été pure laine super léger, 1750 F.  
costume d'été pure soie, 2200 F.  
saharienne polyester soie, 1050 F.  
feruch haute couture, 35 rue François 1<sup>er</sup> Paris 8<sup>e</sup> tél. 256.65.43

A 15 MINUTES DE L'ETOILE  
64, ROUTE DE VERSAILLES • LOUVECIENNES • TÉL. 969.94.53  
REPAS D'AFFAIRES  
CABOT DE VERMOREL  
SALENS DE RECEPTION  
Nouvelle Formule  
Menu  
Garniture  
100 Frs  
et Grande Carte  
**AUBERGE Cœur Volant**  
PACHA CLUB DE 22 h. 30 à l'AUBE

Le numéro du « Monde » daté 2 avril 1980 a été tiré à 562 085 exemplaires.

**J. BERNARD**  
JOAILLIERS  
6 rue du Faubourg St-Honoré  
PARIS 8<sup>e</sup>

En egrenant les

Le feuilla des mots

صكبا من الأصل